La catastrophe au japon, le nucléaire dans le monde, faits et points de vue : revue de presse et de blogs

vendredi 4 mars 2016

Sommaire de cet article

- Nucléaire : nouveau revers sur l'EPR de Flamanville
- INTERVIEW Jean-Paul Jaud : « Le nucléaire, c'est le crime intergénérationnel ultime (...)
- Evitons qu'Areva entraîne EDF dans sa chute
- Le risque nucléaire : une affaire d'Etat, pas celle des collectivités ?
- Naoto Kan : "Comment Fukushima m'a rendu définitivement anti-nucléaire"

Pour les articles antérieurs à 2013, voir ici

Nucléaire : nouveau revers sur l'EPR de Flamanville

13 avril 2016, *Les Echos*, Anne FEITZ

Des tests supplémentaires s'avèrent nécessaires sur le couvercle et la cuve du réacteur.

Areva et EDF n'en ont pas fini avec les déboires sur l'EPR de Flamanville. Les deux groupes ont indiqué mercredi soir que de nouveaux tests étaient nécessaires sur le couvercle et le fond de la cuve du réacteur, entraînant des décalages supplémentaires dans l'homologation de ces éléments par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) (...)

Il faudra donc attendre quelques mois supplémentaires pour lever l'incertitude liée à ces pièces cruciales du réacteur. Une véritable épée de Damoclès pour EDF et Areva. Si elles s'avéraient non conformes, leur remplacement prendrait plusieurs années. Par ailleurs, deux réacteurs en Chine, à Taishan, ont été construits sur le même modèle, et le ministère chinois de l'Environnement avait déclaré qu'il attendrait que tous les doutes soient levés sur la sûreté avant de les charger en combustible. Enfin, EDF a conditionné la reprise d'Areva NP, l'activité réacteurs du constructeur, à la conformité de la cuve. Or le sauvetage d'Areva, et par là même de la filière nucléaire française, repose sur cette opération, dont la finalisation est prévue pour 2017.

INTERVIEW Jean-Paul Jaud : « Le nucléaire, c'est le crime intergénérationnel ultime »

4 mars 2015, *Le Dauphiné*, propos recueillis par Monique BLANCHET

(...) *Dans votre film, se côtoient la catastrophe à Fukushima, la menace dans le Blayais et le "paradis" écologique sur une île danoise. Vous montrez trois réalités, est-ce qu'on est plus près de la pire que de la meilleure ?*

"Si on est cartésien, on peut penser qu'on est plus près du pire. Si on est humaniste et optimiste, on sait

qu'on peut encore éviter le drame. Il faut toutefois agir vite et dire "non". Le nucléaire, c'est le crime intergénérationnel ultime. Chaque être humain respectueux du vivant ne peut que dire "non" à cette folie. Naoto Kan, l'ancien Premier ministre du Japon qui était pro-nucléaire avant le drame, parcourt aujourd'hui la planète pour dire que sortir du nucléaire est une urgence totale pour la planète" (...)

Evitons qu'Areva entraîne EDF dans sa chute

28 février 2015, *Blog Mediapart* (édition "Transition énergétique"), Denis BAUPIN

Plaidoyer de Denis Baupin, vice-président (EELV) de l'Assemblée nationale, pour la sauvegarde d'EDF, qui n'a plus les moyens de financer la production toujours plus coûteuse d'électricité nucléaire : « Si l'Etat veut éviter à EDF le marasme dans lequel s'enfonce Areva, il doit (lui) donner pour feuille de route le triptyque maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables, décentralisation et réseaux intelligents ».

La catastrophe industrielle d'Areva signe la fin d'une époque : celle du nucléaire-roi à la française. C'est un signal d'alarme. Faute de réaction, elle pourrait entraîner EDF dans sa chute. Les solutions sont pourtant à portée de main. C'est à l'Etat, son actionnaire ultra-majoritaire, de prendre la main et de l'engager dans la transition énergétique.

Un business model nucléaire en chute libre

Depuis des décennies, les écologistes dénoncent le triple mythe du nucléaire français : une indépendance énergétique factice puisque dorénavant 100% de l'uranium consommé est importé ; une sécurité devenue très relative depuis que, suite à la catastrophe de Fukushima, l'Autorité de sûreté nucléaire confirme qu'un accident nucléaire majeur est possible en France ; et une électricité prétendument bon marché, mais de fait largement subventionnée par de nombreux artifices juridiques.

La quasi-faillite dans laquelle est plongée Areva est venue confirmer ce que son défunt président du directoire, Luc Oursel, déclarait il y a quelques mois devant la commission d'enquête parlementaire sur les coûts du nucléaire dont j'étais rapporteur : le business model du nucléaire s'est écroulé. Les populations demandant toujours plus de sécurité face au risque nucléaire insoutenable, le coût des installations ne cesse de croître, et sa compétitivité s'est évanouie face à des énergies renouvelables dont le coût ne cesse de décroître.

Cette commission d'enquête a mis en évidence la courbe dangereusement ascendante des coûts du nucléaire. Le rapport que la Cour des Comptes avait publié à notre demande montre une explosion des coûts d'exploitation des centrales françaises : + 21% en 3 ans, largement dûe au vieillissement des installations et aux difficultés de maintenance rencontrées par EDF. Ce rapport a aussi mis en évidence le mur d'investissement nécessaire à la remise à niveau du parc (le fameux « Grand Carénage ») : 110 milliards d'euros (et non 55 comme le prétendait le PDG d'alors de l'entreprise)... et cela alors même que la dette d'EDF est déjà critique et sans la moindre garantie que ces investissements permettent de prolonger les installations au-delà de 40 ans !

En effet, l'Autorité de sûreté (ASN) ne rate jamais une occasion de rappeler qu'il n'y a aucune garantie que les réacteurs puissent être prolongés (...)

Le risque nucléaire : une affaire d'Etat, pas celle des collectivités ?

27 février 2015, *La Gazette des Communes*, Olivier SCHNEID

Le premier exercice de crise nucléaire de l'année 2015, qui s'est tenu le 10 février à Gravelines (Nord), a mis en lumière la faible place accordée au monde local par l'Etat. Des élus de communes concernées, faisant valoir qu'ils seraient les premiers sollicités par la population si un accident survenait, s'en sont

émus et inquiétés (...)

Naoto Kan : "*Comment Fukushima m'a rendu définitivement anti-nucléaire*"

26 février 2015, *Sciences & Avenir*, Loïc CHAUVEAU

Naoto Kan a vécu comme Premier ministre du Japon les heures terribles qui ont suivi le tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima. Une expérience qui l'a transformé en profondeur (...)

Rappelant les heures qui se sont égrenées entre le tremblement de terre de magnitude 9 qui s'est déclenché à 14h46 le 11 mars et le 15 mars, où on a pu enfin évaluer correctement l'ampleur des dommages, Naoto Kan ne cesse d'avouer : « *j'ai eu peur* ». Cette peur est évidemment due à l'intensité des événements, mais elle a été amplifiée par l'impossibilité de connaître l'évolution de la situation et l'impréparation totale du gouvernement, de la sécurité civile et de Tepco, l'exploitant de la centrale (...)

"*Pendant quelques heures, j'ai envisagé qu'il me faudrait ordonner l'évacuation d'un espace de 250km autour des centrales incluant Tokyo, soit 50 millions de personnes à déplacer sans aucune préparation et peut-être sans espoir de retour*", poursuit l'ex-Premier Ministre. Passe le spectre d'une désorganisation totale des administrations et même la fin de l'Etat japonais.

" (...) *Après la catastrophe, j'ai fait fermer toutes les centrales et voter une loi réduisant à zéro la part du nucléaire puis institué le cadre d'un développement rapide des énergies renouvelables*".

LOBBY. Depuis son départ du pouvoir fin août 2011, il n'a jamais varié de cette position, bataillant contre le puissant lobby nucléaire de son pays. Il lutte contre la décision du gouvernement conservateur de Shinzo Abe de revenir à l'énergie nucléaire. 4 centrales sont aujourd'hui en attente d'une autorisation de redémarrage alors que 70% des Japonais sont contre l'énergie nucléaire (...)

Note d'Adéquations : Naoto Kan s'exprimait à Paris le 24 février 2015 à l'invitation de l'ONG Green Cross et en compagnie de nombreuses autres personnalités. Voir le compte- rendu des interventions sur le site de Green Cross

---

Transition énergétique : sénateurs et députés divisés sur le nucléaire

« (...) *Les sénateurs viennent d'achever l'examen du projet de loi sur la transition énergétique et ils n'ont pas eu du tout la même lecture que les députés sur la place du nucléaire dans le « mix » énergétique.*
Un point politiquement très sensible puisque c'est avant tout sur lui que repose la participation des écologistes à la majorité. Une participation conditionnée par le respect de l'accord programmatique passé avec le Parti socialiste à l'automne 2011, prévoyant de réduire de 75 à 50 % la part du nucléaire dans la production électrique d'ici à 2025.
C'est justement la référence à cette année butoir, présente dans le projet de loi adopté l'automne dernier par l'Assemblée, qui a disparu du texte voté par le Sénat, où la droite est redevenue majoritaire en septembre. De plus, la capacité maximale de production nucléaire autorisée a été relevée de 63,2 à 64,85 gigawatts. Ce rehaussement permettra de mettre en service le futur EPR de Flamanville sans devoir fermer des réacteurs du parc d'EDF, a argué Ladislas Poniatowski, rapporteur du projet de loi et sénateur UMP de l'Eure. « Cela va à l'encontre de l'engagement pris par le président de la République de fermer la centrale de Fessenheim », a prévenu Ronan Dantec, sénateur EELV de Loire -Atlantique.
La balle est dans le camp du gouvernement et de Ségolène Royal. La ministre de l'Ecologie a jusqu'au 18 mars, date à partir de laquelle le projet de loi devrait être examiné en commission mixte paritaire (CMP), pour parvenir à faire s'entendre sur un même texte députés et sénateurs. Une mission jugée quasi

impossible par la plupart des observateurs. Mais la ministre pense disposer d'une « marge d'adaptation » et a un peu de temps pour négocier une solution. Le cours des débats parlementaires a aussi montré que les positions pouvaient évoluer. « Le discours de la droite et de la fraction pronucléaire de la gauche a changé. Le principe d'une réduction de la part du nucléaire est passé », observe Arnaud Gossement, avocat spécialiste du droit de l'environnement. Non seulement l'objectif de l'abaisser à 50 % est ressorti indemne des discussions, mais également celui de porter la proportion d'énergies renouvelables à 40 % d'ici à 2030.
A défaut d'accord en CMP, le texte repartira à l'Assemblée nationale, puis au Sénat avant que les députés n'aient le dernier mot. En tout état de cause, son adoption définitive risque fort de ne pas intervenir avant la fin du mois de mai (...) »
Joël Cossardeaux, *Les Echos*, le 22 février 2015

Fukushima : nouvelle fuite d'eau radioactive
« Une nouvelle fuite d'eau hautement radioactive vers la mer a été détectée aujourd'hui sur le site de la centrale japonaise de Fukushima, a annoncé l'opérateur Tokyo Electric Power (Tepco). Des capteurs fixés sur une conduite d'évacuation d'eaux de pluie et souterraines ont mesuré des taux de radioactivité jusqu'à 70 fois supérieurs aux valeurs déjà hautes enregistrées sur le site, a précisé un porte-parole de la compagnie.
Ces taux relevés vers 10H00 locales (01H00 GMT) sont progressivement redescendus au cours de la journée mais ils restaient à des niveaux alarmants (...) »
*Le Figaro*avec *AFP*, le 22 février 2015

De quoi l'arsenal nucléaire de la France est-il composé ?
« Pour la première fois, le président François Hollande a détaillé la composition de l'arsenal nucléaire français. Lors d'un discours sur le thème de la dissuasion prononcé jeudi 19 février à la base aérienne d'Istres, le président de la République a confirmé le chiffre de trois cents têtes nucléaires. Insistant sur la nécessité de la « transparence », il a notamment déclaré que « la France dispose de trois lots de seize missiles portés par sous-marins et de cinquante-quatre vecteurs ASMPA » (air-sol moyenne portée améliorée).
Cette volonté de transparence « sur la doctrine, les arsenaux ou les efforts concrets de désarmement » contraste avec le secret qui entoure généralement les armes nucléaires, pour des raisons de sécurité nationale. Mais, malgré la volonté de transparence du président, des zones d'ombre subsistent. Que sait-on du stock d'armes atomiques de la France ?
300 : C'est le nombre de têtes nucléaires que possède le pays, selon François Hollande. Un chiffre proche de celui qu'avançait Nicolas Sarkozy en 2008 (« moins de trois cents têtes »). Signataire du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), la France a diminué de moitié le volume de ses armes nucléaires depuis la fin de la guerre froide, selon un rapport du Sénat datant de 2010 (...) »
Par "Les décodeurs", *Le Monde*, le 21 février 2015

Areva : Un « Fukushima industriel »
« Areva est aujourd'hui comme une centrale nucléaire dont le cœur est en fusion et l'enceinte de confinement prête à céder, une sorte de « Fukushima industriel ». Le groupe nucléaire subit depuis quatre ans une double pression : les retombées de la catastrophe de mars 2011 au Japon, qui pèse sur toute la filière de l'atome civil dans le monde ; et les conséquences de choix désastreux dans les années 2000, dont la construction de l'EPR finlandais, qui s'est vite révélée au-dessus des compétences d'Areva, et l'acquisition ruineuse de la société UraMin. Mais à cela s'est ajoutée une sous-estimation de la crise, qui rend le réveil douloureux (...) »
Par Jean-Michel Bezat, *Le Monde*, le 21 février 2015

Nucléaire : cure d'austérité chez Areva

« *Areva devrait annoncer une perte d'environ 3 milliards d'euros pour 2014. Alors que l'État ne renflouera pas l'entreprise pour le moment, 2 milliards d'économies sont prévues.*
L'heure est grave pour Areva. Le géant mondial du nucléaire croule sous les pertes et les dettes. Quatre ans après la catastrophe de Fukushima, le marché s'est effondré. Aucune centrale n'a été vendue en dehors des réacteurs EPR en Grande-Bretagne. Le chiffre d'affaires du groupe français a chuté d'un milliard d'euros, faute des revenus de la maintenance des centrales japonaises qui n'ont pas redémarré. Et les pertes se sont accumulées à cause des mines d'uranium et du chantier de l'EPR en Finlande, dont la facture s'est alourdie de 4 milliards d'euros (...) »
Par Matthieu Pechberty, *Le JDD*, le 8 février 2015

La relance du nucléaire proposée par Ségolène Royal ? Dangereuse, irréaliste et injustifiable !

« (...) *condamner la France à de nouvelles décennies de nucléaire afin que cette technologie assure toujours 50 % de l'électricité produite en 2025 n'est pas seulement dangereux ; irréaliste sur le plan industriel, ce choix est également incompatible avec une réelle démocratie* (...) »
Article de Florence Mijeon, porte parole du Réseau sortir du nucléaire, *L'Usine Nouvelle*, le 6 février 2015

Risque nucléaire : des élus locaux de plus en plus inquiets

« *Périmètres d'évacuation étriqués, sirènes d'alerte inaudibles, communications défaillantes, chaos prévisible : quatre ans après Fukushima, la France, dont le réseau de réacteurs est l'un des plus denses du monde, semble encore insuffisamment préparée à un accident nucléaire. Les survols de sites nucléaires par des drones et les attentats de janvier ont relancé l'inquiétude d'élus locaux qui, depuis l'accident nucléaire japonais, dénoncent "l'ineptie" des plans d'urgence, ces "périmètres des plans particuliers d'intervention" (PPI) prévus autour des centrales.*
Alors qu'à Fukushima un périmètre de 20 km a dû être évacué, les PPI français envisagent une évacuation dans des rayons de 2 ou 5 km seulement autour des centrales. Le préfet tranche le jour de l'accident en fonction de sa gravité. Dans un deuxième périmètre de 10 km de rayon, une mise à l'abri de la population, là où elle se trouve, est envisagée. Et les habitants doivent avoir chez eux des comprimés d'iode. Ces médicaments ne protègent pas de toutes les radiations mais, pris rapidement, ils permettent d'éviter des cancers de la thyroïde.
Dans ce contexte, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Pierre-Franck Chevet, reconnaît que "les principes d'élaboration des PPI et les périmètres associés doivent être réexaminés". Bordeaux, quatrième métropole de France, soit 720.000 personnes à 45 km des réacteurs du Blayais, a demandé en novembre une extension du PPI de la centrale à 80 km (...) »
Localtis avec *AFP*, le 4 février 2015

Accident nucléaire : en Europe, à chacun sa vision de l'urgence

« *De Sofia à Paris en passant par Bucarest, les plans d'urgence des pays européens en cas d'accident nucléaire diffèrent considérablement.*
La majorité d'entre eux ont organisé une distribution préventive de comprimés d'iode aux populations riveraines des centrales. Ces médicaments ne protègent pas de toutes les radiations mais, pris rapidement, permettent d'éviter des cancers de la thyroïde.
Les périmètres de distribution autour des centrales sont toutefois très différents d'un pays à l'autre : de 5 km de rayon en Finlande, à 50 km en Suisse.
Entre les deux, les Pays-Bas et la France prévoient une distribution préventive aux riverains dans un rayon de 10 km, la Suède de 12 à 15 km, la République tchèque dans des rayons de 13 ou 20 km, la Belgique et la Slovaquie dans un rayon de 20 km (...) »
Romandie.news avec *AFP*, le 4 février 2015

Climat : le lobby nucléaire prend position au plus haut niveau

« L'ONU prépare un forum des entreprises pour le climat à Paris, en lien avec le sommet des chefs d'État, la Cop 21, en décembre. Parmi ses organisateurs, se trouve une salariée d'Areva, qui pense essentiel de donner une place au nucléaire. Brice Lalonde, patron du sommet, « trouve plutôt sympa de la part d'Areva de nous filer quelqu'un » (…)

Nul ne peut reprocher à l'ONU d'inciter les entreprises à réduire leurs émissions de CO2. Mais le Global Compact pratique un mélange des genres qui risque de porter atteinte à la crédibilité de son sommet des entreprises : officiellement destiné à promouvoir l'engagement des acteurs privés dans la lutte contre le dérèglement climatique, rien ne garantit qu'il ne soit guère plus qu'une caisse de résonance du lobbying des industries. Or, parmi les producteurs d'énergie, d'agroalimentaire ou de biens informatiques, certains ont beaucoup à perdre si se mettent en place des politiques drastiques de sobriété énergétique et de préservation des ressources naturelles. »

Par Jade LINDGAARD, *Médiapart* (édition abonnés) le 31 janvier 2015

France : l'ASN impose des règles de sécurité post-Fukushima à Areva et au CEA

« Paris - L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a imposé de nouvelles dispositions de sécurité à Areva et au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour protéger au mieux leurs installations en cas de catastrophe climatique, après Fukushima.

L'ASN impose à Areva et au CEA des prescriptions complémentaires relatives au noyau dur et à la gestion des situations d'urgence applicables à leurs installations et à leurs sites, indique l'Autorité sur son site internet.

Ces mesures réglementaires font suite à des évaluations de sûreté menées par Areva et le CEA sur la résistance de leurs différents sites aux agressions externes extrêmes comme des séismes ou des inondations, les épisodes de grands froids et de grandes chaleurs ainsi que les tempêtes, des événements qui pourraient entraîner l'arrêt de leur alimentation en eau et en électricité (…) »

Romandie.com avec *AFP*, le 29 janvier 2015

Le nucléaire produit 77% de notre électricité en 2014

« La part du nucléaire dans la production d'électricité doit passer de 75% à 50% d'ici 2025. Problème : au moment de l'examen du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, cette part a atteint 77% en 2014 contre 73,3% en 2013, selon le Bilan électrique 2014 de RTE rendu public ce jour. Cette hausse est due à un recul important des combustibles fossiles, notamment du gaz et du charbon. Les énergies renouvelables continuent leur progression, les capacités éolienne et photovoltaïque installées repartent à la hausse.

Selon le Bilan Electrique 2014 de RTE, la puissance installée des centrales électriques françaises s'élevait à 128,9 gigawatts (GW) fin 2014 pour une production nette de 540,6 térawattheures (TWh), soit une baisse de 1,8 % par rapport à 2013. Mais la consommation française baisse de 6% entre 2013 et 2014, passant à 465,3 TWh. La production, liée à la baisse de la consommation, conduit à une forte hausse du solde exportateur vers les autres pays européens, à hauteur de 65,1 TWh.

Cette baisse de consommation est principalement due à une météo extrêmement clémente, 2014 étant l'année la plus chaude en France depuis le début du XXe siècle, selon Météo France. Après correction des aléas météorologiques, la consommation française pour 2014 s'établit à 474 TWh, en baisse de 0,4% par rapport à 2013 (…) »

Par Matthieu Combe, *Natura Sciences*, le 27 janvier 2015

Trois minutes avant l'apocalypse nucléaire… ou écologique

« L'horloge de l'apocalypse, créée en 1947 et qui marque le risque de l'humanité d'être annihilée par elle-même, a été avancée de deux minutes, à 23h57. Soit l'Armageddon moins 3. En cause, la prolifération nucléaire et la trop faible prise en compte du changement climatique.

"*Malgré des évolutions positives mais modestes dans le domaine du changement climatique, les efforts actuels sont tout à fait insuffisants pour empêcher un réchauffement catastrophique de la Terre*". *Tel est le verdict sans appel des responsables du Bulletin of Atomic Scientists de l'Université de Boston. Fort de ce constat, le 22 janvier, ils ont décidé d'avancer l'horloge de l'apocalypse de deux minutes, à 23H57, en guise d'alerte.*
L'horloge de l'apocalypse est une horloge conceptuelle qui fixe à minuit la fin de l'humanité. Elle a été créée, en 1947, par d'anciens chercheurs du projet Manhattan, à l'origine de la première bombe atomique américaine. Régulièrement, cette horloge est avancée ou reculée pour refléter les dangers qui menacent l'humanité à cause de la course à l'armement nucléaire. En 1953, l'horloge avait atteint 23h58 alors que les Etats-Unis testaient leurs premières bombes à hydrogène. Elle avait été reculée à 23h43 en 1991, à l'occasion de la fin de la Guerre froide.
Echec politique
Depuis 2007, elle prend aussi en compte les divers périls écologiques encourus par la planète. A cette date, le bulletin indiquait : "Le changement climatique présente un défi urgent pour l'humanité. Des dommages causés aux écosystèmes sont déjà en cours : inondations, tempêtes destructrices, aggravation de la sécheresse et fonte des glaces polaires."
Aujourd'hui, l'analyse se veut encore plus pessimiste : "La non prise en compte du changement climatique, la modernisation des armes nucléaires et la croissance des arsenaux font peser un risque indéniable et extraordinaire sur l'espèce humaine. Les leaders mondiaux ont échoué à agir assez rapidement ou à une échelle suffisante pour protéger les citoyens d'une catastrophe potentielle. Ces échecs des dirigeants politiques mettent en danger chaque personne sur Terre." »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 27 janvier 2015

Fukushima : la décontamination de l'eau prendra plus de temps que prévu
« *Tepco admet qu'il ne parviendra pas à achever comme souhaité à la fin mars le traitement de l'eau contaminée conservée sur le site ravagé par le tsunami de 2011* (...) »
Les Echos avec *AFP*, le 23 janvier 2015

Fukushima : la justice renonce à poursuivre d'ex-dirigeants de Tepco
« *La justice japonaise a décidé jeudi de ne pas poursuivre d'anciens dirigeants de la compagnie Tepco, exploitante de la centrale accidentée Fukushima Daiichi, en dépit du souhait d'un panel civil qui les rend responsables du drame.*
"*Nous avons estimé que les preuves n'étaient pas suffisantes pour conclure qu'ils auraient pu prévoir ou éviter*" *l'accident, a déclaré Ryoichi Nakahara, procureur général adjoint du parquet de Tokyo.*
Cette décision intervient en réponse à un comité juridique indépendant composé de citoyens qui avaient souhaité en juillet dernier que ces trois ex-responsables de Tokyo Electric Power (Tepco) soient jugés pour ne pas avoir pris en amont des dispositions ayant pu permettre d'éviter que le tsunami du 11 mars 2011 ne saccage le site atomique.
En vertu d'une disposition juridique un peu particulière qui permet à un comité de citoyens de contester une décision de première instance, les juges ont été obligés de reconsidérer leur choix initial de ne pas donner suite à des plaintes à l'encontre de dirigeants de la compagnie.
Le parquet a interrogé un groupe plus large d'experts que la première fois, mais est parvenu à la même analyse : Tepco ne pouvait imaginer un séisme et un tsunami de cette ampleur, même si des documents et études plaident en sens contraire.
Le tremblement de terre au large des côtes nord-est du Japon avait atteint la magnitude 9 et le tsunami avait largement dépassé les dix mètres de haut.
Toutefois, si le comité de citoyens conteste la décision des procureurs une deuxième fois, un groupe d'avocats commis d'office serait alors obligé de déposer des accusations formelles envers les personnes visées : l'ex-président Tsunehisa Katsumata, et les deux anciens vice-présidents Sakae Muto et Ichiro Takekuro.
Les militants et les résidents qui vivaient près de la centrale en péril avaient appelé les autorités à

inculper une trentaine de responsables de l'entreprise pour n'avoir pas pris les mesures appropriées afin de protéger le site contre un raz-de-marée de grande ampleur, mais aucun n'a été poursuivi pour l'heure. »
Le Point avec *AFP* le 22 janvier 2015

Le militant antinucléaire Stéphane Lhomme relaxé des accusations d'Areva

« Stéphane Lhomme, militant antinucléaire et candidat à la primaire écologiste en 2011, a été relaxé mercredi 21 janvier par la cour d'appel de Paris. Président de l'Observatoire du nucléaire, il était poursuivi en diffamation par la multinationale française Areva, qu'il avait accusée de « corruption » au Niger.
Le 11 décembre 2012, Stéphane Lhomme faisait état dans un communiqué d'une contribution d'Areva au budget du gouvernement nigérien d'un montant de 26 millions d'euros, dont 15 millions auraient été, selon M. Lhomme, « directement affectés à l'acquisition d'un avion pour le président du Niger, Mahamadou Issoufou ». « Il s'agit donc clairement d'une manœuvre de corruption, probablement sur le plan légal et assurément sur le plan moral, par Areva », avait accusé l'Observatoire du nucléaire.
Le lendemain, Zakari Oumarou, président du groupe parlementaire du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNSD, au pouvoir), confirmait qu'Areva avait accordé au Niger « une aide budgétaire » de 26 millions d'euros, dont une partie avait été affectée à « l'achat d'un avion présidentiel ».
Condamné en première instance
Areva, qui a contesté toute accusation de « corruption », avait ensuite assigné en justice M. Lhomme, responsable de la publication. En première instance, le tribunal correctionnel de Paris l'avait condamné le 7 février 2014 à 1 000 euros d'amende avec sursis, ordonnant le retrait des propos litigieux ainsi que la publication d'un communiqué judiciaire sur le site internet de l'Observatoire du nucléaire. Les juges avaient estimé que l'utilisation du terme « corruption » ne faisait « manifestement preuve d'aucune prudence ».
Avant de faire appel, et d'obtenir gain de cause, mercredi 21 janvier, Stéphane Lhomme avait dénoncé un « jugement affligeant mettant gravement en cause la liberté d'expression et le droit de contester les méfaits des entreprises du lobby nucléaire ». »
Le Monde avec *AFP*, le 21 janvier 2015

Les sondes radioactives utilisées sur les chantiers sont facilement volables… et très dangeureuses

« Les sources radioactives utilisées sur les chantiers pour tester les soudures pourraient être facilement détournées à des fins malveillantes. L'Autorité de sûreté nucléaire appelle à créer un organisme de contrôle en charge de ce sujet.
A l'occasion de ses vœux à la presse, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) Pierre-Franck Chevet a lancé un cri d'alerte au gouvernement. Le gendarme du nucléaire craint que des sources radioactives utilisées sur les chantiers puissent être utilisées à des fins malveillantes : "Il y a des milliers de sources de ce type en France. Elles sont puissantes et peuvent faire des dégâts considérables sur des personnes […] Il y a un trou dans la raquette de la sécurité ! C'est un sujet orphelin qui n'est actuellement à la charge de personne" (…) »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 21 janvier 2015

Catastrophe nucléaire : "La Belgique ne pourrait pas faire face"

« La Belgique n'est pas prête à protéger la population en cas de grosse catastrophe nucléaire. C'est ce qui ressort d'un rapport réalisé par l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest), à la demande de Greenpeace. Ce rapport est présenté ce mercredi en sous-commission nucléaire au parlement.
L'ACRO n'y va pas avec le dos de la cuiller. Le plan d'urgence belge, en cas d'accident nucléaire grave

serait minimaliste. Le constat inquiète compte tenu des incidents et du sabotage qui ont touché nos centrales dernièrement, sans parler de certains survols suspects de centrales par des drones.
"Aucun pays européen d'ailleurs n'est préparé à faire face à un accident de l'ampleur de Fukushima, explique David Boilley, physicien et bénévole pour l'ACRO. Jusqu'ici, l'accident grave était considéré comme quasiment impossible en Occident. L'accident de Tchernobyl était considéré comme soviétique et impossible chez nous. Et l'accident de Fukushima a montré que ce n'était pas vrai."
Pourtant, le plan d'urgence nucléaire belge date de 2003, bien avant la catastrophe de Fukushima (2011). Tous les pays européens disposent d'un plan d'urgence. C'est une obligation, poursuit le physicien : "Ces plans existent et suivent les réglementations internationales avec mise à l'abri des populations, prise d'iode si c'est nécessaire et puis vraiment si c'est grave, évacuation et contrôle de la nourriture. Ces plans sont détaillés mais ne prévoient pas une catastrophe de grande ampleur. Ils envisagent un incident avec rejet limité et impact limité." Et même si le centre de crise compte l'actualiser d'ici l'an prochain, la catastrophe envisagée sera toujours plus petite que celle de Fukushima (...) »
Par O. Leherte, *RTBF*, le 21 janvier 2015

Liberté d'expression antinucléaire
« Les rassemblements historiques qui ont eu lieu la semaine dernière en solidarité avec Charlie Hebdo démontrent que les Français sont très attachés à la liberté d'expression. Aux Etats-Unis en 2001 le Patriot Act et au Japon en 2014 la loi sur les secrets d'Etat ont montré toutefois qu'une restriction des libertés était toujours possible dans les démocraties. C'est pourquoi il faut rester vigilant sur l'évolution des lois, même après des actes barbares.
Dans le domaine anti-nucléaire, il existe une multitude de sites web qui exercent ce droit d'expression pour dire combien est stupide la position figée du gouvernement français de continuer à miser sur le nucléaire. Régulièrement, sur la toile, des articles d'origines diverses relatent des analyses ou dénoncent des postures, des agissements, des compromissions, des collusions, des corruptions.
Ainsi, depuis la catastrophe de Fukushima, on sait très bien grâce à l'Internet que le nucléaire est mort. Mais sa mort est lente, il fait la manche pour survivre encore un peu alors que (presque) tout le monde sait que la relance du nucléaire est... une fumisterie. On sait aussi que le problème des déchets radioactifs ne sera jamais réglé, malgré les mensonges de l'Andra devant la justice.
Or, tandis que le nucléaire est en train de ruiner la France, il se trouve qu'Areva, un fournisseur mondial de la substance la plus dangereuse au monde – le plutonium – s'acharne à vouloir museler cette expression en utilisant une arme judiciaire, la plainte pour diffamation. Mais le combat est inégal entre un géant de l'industrie nucléaire et des petites organisations militantes, c'est pourquoi je porte à votre connaissance deux actions en cours : la plainte d'Areva contre la Coordination Antinucléaire du Sud-Est et le suivi du procès en appel de l'Observatoire du nucléaire.
La liberté d'expression antinucléaire est encore un droit, il faut la soutenir tant que c'est encore possible. Après un accident nucléaire majeur en France, ce sera trop tard pour se rassembler par millions contre cette énergie qui rend malade et qui tue, car une fois le poison déversé dans l'environnement, il ne sera plus possible de le récupérer. On ne pourra plus manifester dans les rues alors qu'il sera impératif de rester confinés ou d'être évacués. (...) »
Par Pierre Fetet sur son blog *Fukushima*, le 17 janvier 2015

Ségolène Royal : "Il faut bâtir de nouvelles centrales nucléaires"
Interview.
« Ségolène Royal. (...) Il faut maintenant programmer les investissements de sécurité des réacteurs existants. Mais il faut aussi programmer la construction d'une nouvelle génération de réacteurs, qui prendront la place des anciennes centrales lorsque celles-ci ne pourront plus être rénovées.
- L'Usine Nouvelle. Le nucléaire garde donc un avenir en France...
- Ségolène Royal. L'énergie nucléaire est un atout, même si demeurent des questions sur la gestion des déchets et l'approvisionnement en uranium. Elle nous permet de réaliser la transition énergétique, car, comme je l'ai dit à l'Assemblée nationale, elle assure une sécurité énergétique. En même temps, il serait

contre-productif pour EDF de lui laisser croire qu'il y a une situation acquise, qu'elle n'a pas la responsabilité d'imaginer son futur (...) Ma responsabilité est de pousser EDF à regarder le futur, à continuer à être performante tout en s'ouvrant à de nouveaux secteurs (...) Il faut penser la demande nucléaire de manière intelligente dans un contexte de mix énergétique. EDF doit se positionner dans une offre énergétique variée (...)
- L'Usine Nouvelle. Oui, mais la France accuse beaucoup de retard en matière d'énergies renouvelables…
- Ségolène Royal. La France était à l'avant-garde du photovoltaïque dès les années 1970 ! À cause du choix du tout nucléaire à cette époque, il n'y a pas eu les investissements nécessaires dans ces secteurs. Nous nous sommes fait dépasser par d'autres pays. Les tenants des énergies renouvelables ont été marginalisés. Il ne faut pas reproduire cette erreur (...)
- L'Usine Nouvelle. La technostructure et la base d'EDF restent très pro-nucléaire…
- Ségolène Royal. Oui… mais c'est en train de changer, car avec la transition énergétique, EDF a compris qu'elle dispose d'un énorme potentiel (...)
- L'Usine Nouvelle. Vous avez affirmé à plusieurs reprises que l'industrie est indispensable à la réussite du sommet Paris Climat 2015 (COP 21). Que comptez-vous mettre en place pour que les industriels s'engagent davantage ?
- Ségolène Royal. Les engagements des industriels sont très importants. La France joue sa carte et l'Europe aussi (...) Parmi les 34 plans de la Nouvelle France industrielle, mis en place par le président de la République, onze portent sur les industries du futur de la transition énergétique. Il y a des réserves de créativité, d'innovation et de productivité dans le bâtiment, dans les énergies renouvelables, les transports propres et l'économie circulaire. Le lien entre le numérique et l'énergie est également essentiel pour la performance énergétique avec, notamment, les compteurs et les réseaux intelligents. Réconcilier l'économie et l'écologie, c'est tout l'enjeu de la croissance verte (...) »
Propos recueillis par Olivier Cognasse, Ludovic Dupin et Pascal Gateaud, *L'Usine Nouvelle*, le 13 janvier 2015

Les autorités locales japonaises réticentes face à la relance du nucléaire
« Le redémarrage des 48 réacteurs nippons arrêtés après la catastrophe de Fukushima de mars 2011, promu par le gouvernement du premier ministre Shinzo Abe principalement pour des raisons économiques, se heurte à des résistances au niveau local. Dernière en date : le 6 janvier, le gouverneur du département de Niigata (nord), Hirohiko Izumida, a réitéré son opposition à la relance de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa. (...) »
Par Philippe Mesmer, correspondant à Tokyo, *Le Monde*, le 12 janvier 2015

AREVA porte plainte contre la Coordination Antinucléaire du Sud-Est !
« Communiqué de Presse du 9 janvier 2015 : Atteinte à la Liberté d'Expression : AREVA porte plainte contre la Coordination Antinucléaire du Sud-Est ! Nous ne nous laisserons pas bâillonner ! Appel à soutien Le site internet de la Coordination Antinucléaire du Sud-Est vient d'être informé ce mardi 6 janvier 2015 d'une plainte en diffamation d'Areva contre nous pour un reportage mettant en cause la pénétration du lobby nucléaire auprès des élus (...) Une tentative de museler les opposants et toute contestation au moment même où le groupe Areva est en décrépitude financière et où les incidents radioactifs se multiplient dans ses installations en France. La Coordination lance un appel à soutien (...) »
Communiqué de presse du 9 janvier 2015 de la Coordination Antinucléaire du Sud-Est, publié sur l'édition blog de Mediapart *Nucléaire : l'enjeu en vaut-il la chandelle pour l'humanité ?*

16 400 têtes nucléaires et le désarmement qui fait pschitt !
« Au cas où cela vous aurait échappé, il y aurait actuellement « 16 400 têtes nucléaires » à travers la planète, « assez pour armer chaque nation de 85 armes nucléaires, à peu près ce qu'on estime être l'arsenal israélien » rappellent les spécialistes Hans M. Kristensen et Robert S. Norris, dans un

passionnant article paru en 2014 dans le « Bulletin of atomic scientists » (1). Pourquoi vous rappeler cela en ce début 2015, alors même que les réjouissances de début d'année et les vœux qui vont avec (meilleurs vœux, chers lecteurs !) vont encore bon train ?
Parce que cette année 2015 va se tenir, cinq ans après le précédent rendez-vous mondial de la diplomatie nucléaire en 2010, la nouvelle conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP (2)). Or, les affaires nucléaires, outre qu'elles donnent l'impression de passer largement au-dessus de la tête du non-spécialiste, ne semblent évoquées que lors des crises – qui peuvent d'ailleurs durer (Iran, Corée du Nord ; dans un registre autre, Ukraine…). Et on peut même se dire qu'elles n'attendent pas gentiment, pour être débattues, voire se résoudre (?), la tenue de telle ou telle conférence prévue des années à l'avance…
« Le risque est de voir le débat nucléaire quitter le TNP qui deviendrait un simple lieu de débat déconnecté du monde réel » s'inquiétait ainsi Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, dans un article paru en octobre 2014 dans "L'observatoire de la non prolifération" (3). Pour ce qui est de l'évolution « tranquille » des arsenaux, toujours bien pleins, surtout aux Etats-Unis et en Russie, les nouvelles sont à chercher en coulisses. Alors qu'elles sont un bon indicateur de la température qu'affichera, au mois de mai à New York, le baromètre de l'état du monde en matière nucléaire (…) »
Par Dominique Leglu, directrice de la rédaction de *Sciences & Avenir*, sur son blog *sciencepourvousetmoi.blogs.sciencesetavenir.fr*, le le 6 janvier 2015

Décontamination à Fukushima : Si on ferme les yeux, tout est propre !

« Rapport de HORI Yasuo du 13 décembre 2014, traduit de l'espéranto par Ginette MARTIN
(…) le 10 décembre, j'ai voyagé vers la ville de Fukushima et j'ai visité à nouveau le mont Shinobu (…) J'ai mesuré la radioactivité sur le quai de la gare du train rapide Shinkansen, et le chiffre était de 0,09 microsieverts. Ce chiffre n'était pas inquiétant, car la norme du gouvernement pour la pollution radioactive commence à 0,23 microsieverts par heure (1 millisievert par an). A l'échelle mondiale, on accepte cette norme comme irradiation acceptable pour l'homme. Selon la loi japonaise, les gens ordinaires ne sont pas autorisés à (ne peuvent pas) vivre dans les lieux contaminés par plus de 0,23 microsieverts par heure. Dans le département de Fukushima (et dans certaines villes voisines) on nettoie ces sites, en raclant la terre contaminée et en lavant les murs et les toits pollués, pour que ces endroits descendent sous le chiffre de 0,23 microsieverts.
À côté de la gare de Fukushima, j'ai emprunté un vélo. J'ai immédiatement allumé mon dosimètre et ai constaté que le chiffre était de 0,29. Ce chiffre m'a effrayé. Il dépassait la norme ! Plus tard, toujours à bicyclette vers le mont Shinobu et en circulant dessus, j'ai mesuré la radioactivité dans de nombreux endroits. Les résultats sont les suivants :
1-Trottoir à 10 m de la gare : 0,24 0,27
2- Ruelle jouxtant le musée départemental : 0,23 0,24
*3- Rigole au pied du mont Shinobu : **10,7** !!!*
4- Jardin du musée : 0,18
5- Le temple Henshō-in : 0,26 0,42
6- Un endroit sur la route dans la montée : 0,53 0,90
7- Plus haut dans la montée : 0,35
8- Le belvédère No2 :0,23
9- Le parc sur le mont : 0,17 (là, une information datant du 9 septembre indique que le chiffre était de 1,25)
10- Au sommet, près de la tour de la télévision : 0,73
11. Le temple Haguro : 0,32
12- Le lycée Tōryō au pied de la montagne : 0,31
(…)
Dans la soirée, nous avons passé un joyeux moment dans les bains chauds de la station thermale d'Iizaka. Le 11 décembre au matin, j'ai mesuré la radioactivité du terrain de l'hôtel. Les chiffres étaient 0,65 0,72. A un autre endroit sur la pelouse, les chiffres étaient de 0,82 0,90. Je me suis hâté vers les gens de Fukushima, qui faisaient la pause dans le vestibule de l'hôtel, et j'ai montré mon dosimètre, mais personne n'a manifesté d'intérêt pour ces chiffres. Ces chiffres n'ont rien de nouveau pour eux. Ils ne peuvent pas

changer la situation, si bien qu'ils doivent bon gré mal gré s'y adapter.
Cependant, je ne peux pas les critiquer pour leur attitude. La même chose arrive dans mon département. Après les explosions des réacteurs, des nuages radioactifs sont venus jusqu'à mon département et ont contaminé la terre, mais à présent on n'en a jamais parlé, et on ne mesure pas la radioactivité. Nous vivons en accord avec le proverbe : "Si on ferme les yeux, tout est propre." Et le gouvernement agit avec l'énergie nucléaire selon un autre nouveau proverbe : « Si on ferme les yeux, tout est sûr." (…) »
Le Blog de Fukushima, le 5 janvier 2015

Fukushima : une importante étape franchie en vue du démantèlement
« Après plus d'un an de travaux, Tepco est parvenu à vider la piscine endommagée du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima détruite en mars 2011. Trois autres piscines sont encore à vider dans les réacteurs 1 à 3.
Le 21 décembre dernier, l'électricien japonais Tepco, en charge du site nucléaire accidenté de Fukushima, a annoncé que l'opération de retrait des éléments nucléaires de la piscine endommagée dans le réacteur numéro 4 était achevée. Il aura fallu plus d'un an pour retirer les 1533 assemblages d'uranium (1331 usés et 202 neufs). Les structures de plus de 4 mètres de long et de 300 kilogrammes chacune ont été transférées dans des conteneurs qui, une fois pleins, pesaient 91 tonnes. Ils ont été entreposés dans une nouvelle piscine construite sur le site de la centrale.
Encore trois piscines à vider
Avec cette réussite, les ingénieurs japonais viennent d'écarter un important danger qui planait sur le réacteur depuis trois ans. La piscine, situé à 18 mètres de hauteur, avait été considérablement endommagée par les explosions d'hydrogène survenues dans la centrale. Depuis, le Japon était dans la crainte qu'un nouveau tremblement de terre ne fasse s'effondrer la structure.
Cependant le travail est loin d'être terminé. Lors de l'accident, le réacteur numéro 4 était à l'arrêt, ce qui a facilité l'accès ultérieur au bâtiment. Mais les réacteurs 1 à 3 étaient, pour leur part, en fonctionnement et les cœurs ont au moins partiellement fondu. Cela rend l'environnement très dangereux en raison de la forte radioactivité ambiante. Toutes les piscines doivent être vidées pour 2020. Cela permettra d'entamer le démantèlement à partir de 2022 (…) »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 30 décembre 2014

Le Vermont ferme sa seule centrale nucléaire
« États-Unis – La seule centrale nucléaire du Vermont a cessé lundi d'envoyer de l'électricité sur le réseau de la Nouvelle-Angleterre, après plus de 42 ans d'activités.
L'interruption de service a eu lieu peu après midi, quand la centrale Vermont Yankee a complété son 30e cycle d'exploitation. Des employés ont alors inséré des barres de commande dans le coeur du réacteur pour stopper le processus de réaction nucléaire.
Située dans la ville de Vernon, dans le sud-est du Vermont, la centrale a produit plus de 171 milliards de kilowattheures d'électricité pendant les décennies où elle a été en fonction. Pendant cette période, elle produisait 71,8 pour cent de l'électricité produite au Vermont et 35 pour cent de l'électricité consommée dans cet État, selon des données fournies par l'Energy Information Agency.
Bill Mohl, président d'Entergy Wholesale Commodities, l'entreprise propriétaire de la centrale Vermont Yankee, a cité des facteurs économiques pour expliquer la fermeture, principalement le marché du gaz naturel dans le nord-est américain.
La décision de fermer la centrale avait été annoncée en août 2013, peu de temps après que l'entreprise eut remporté une longue bataille légale contre le Vermont, qui souhaitait la fin des activités nucléaires.
La centrale employait plus de 600 personnes et son effectif sera réduit de moitié à compter du 19 janvier prochain, à la suite de mises à pied et de départs à la retraite.
La centrale demeurera inactive pendant des décennies afin de permettre le refroidissement de ses éléments radioactifs ainsi que la constitution d'un fonds pour la décontamination. On s'attend à ce que le démantèlement de la centrale coûte près de 1,25 milliard $ US et que l'opération ne soit complétée que dans les années 2040 ou plus tard.

« Le nord-est a subi une transformation en raison de l'apport du gaz de schiste, ce qui a causé de faibles prix pour le gaz naturel et l'énergie de gros pour une période prolongée », a dit M. Mohl par voie de communiqué.
Le gouverneur du Vermont, Peter Shumlin, qui avait fait pression pour que la centrale cesse ses activités, a dit que c'était un pas dans la bonne direction pour son État.
« Aujourd'hui, grâce à nos investissements dans les énergies renouvelables telles que le solaire, le Vermont est engagé sur une voie différente en matière d'énergie, qui est plus soutenable, qui crée des emplois, qui réduit les coûts de l'électricité pour les Vermontois et qui ralentit le réchauffement climatique », a dit le gouverneur. »
Metro avec *Associated Press*, le 29 décembre 2014

De Fukushima aux côtes nord-américaines, une radioactivité très diluée

« Les concentrations de césium radioactif dispersé dans l'océan Pacifique par la catastrophe de Fukushima devraient atteindre leur maximum en 2015-2016 sur les côtes nord-américaines, mais à des niveaux sans danger pour la santé et l'environnement. C'est ce que conclut une étude – la plus complète à ce jour selon ses auteurs – conduite par une équipe canado-américaine d'océanographes et publiée, lundi 29 décembre, dans les Comptes rendus de l'Académie des sciences américaine (PNAS).
Les explosions qui ont éventré les réacteurs de la centrale nucléaire japonaise, dans les jours qui ont suivi le séisme et le tsunami du 11 mars 2011, ont relâché dans l'atmosphère, parmi d'autres radioéléments, de très grandes quantités de césium 134 et 137. A ces rejets aériens, dont une partie s'est ensuite déposée à la surface de la mer, se sont ajoutés les rejets liquides provenant du site accidenté.
27 MILLIONS DE MILLIARDS DE BECQUERELS
Au total, la pollution radioactive de l'océan a été estimée, par différents travaux scientifiques, entre 3,5 et 27 pétabecquerels, soit entre 3,5 et 27 millions de milliards de becquerels (Bq). C'est la valeur haute de cette fourchette que retient l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français, qui souligne que « ce rejet radioactif en mer représente le plus important apport ponctuel de radionucléides artificiels pour le milieu marin jamais observé ».
Les courants ont bien sûr dilué et dispersé ces produits radioactifs, dont une partie s'est déposée dans les sédiments marins au large des côtes japonaises. Mais ils les ont aussi poussés vers l'est, en direction des côtes nord-américaines. Deux moteurs de la circulation océanique dans cette zone, l'Oyashio et le Kuroshio, ont dirigé cette lente migration, au rythme de 8 cm par seconde selon les auteurs (...) »
Par Pierre Le Hir, *Le Monde*, le 29 décembre 2014

Pas de poursuite contre les ex-dirigeants de la centrale de Fukushima

« La justice ne devrait pas inculper les anciens dirigeants de Tepco, l'entreprise qui exploitait la centrale nucléaire de Fukushima au moment de l'accident de mars 2011, a indiqué vendredi Reuters.
Les anciens dirigeants du groupe nucléaire japonais Tepco (Tokyo Electric Power), qui exploitait la centrale de Fukushima au moment du séisme et du raz-de-marée du 11 mars 2011, ne devraient pas être inculpés par la justice japonaise pour leur gestion de la catastrophe, a indiqué vendredi l'agence Reuters, qui cite des médias locaux. Une dernière chance
Une procédure pourrait toutefois permettre à un autre jury populaire de 11 membres de contraindre la justice à inculper les dirigeants de l'entreprise. Mais cette option, qui requiert huit votes positifs pour être acceptée, n'aboutit que très rarement devant la justice.
L'an dernier, la parquet avait renoncé à inculper 30 collaborateurs de Tepco ainsi que des membres du gouvernement à la demande de citoyens. Ces derniers affirmaient que le risque de catastrophes naturelles avait été ignoré et que la réponse des autorités avait été approximative. »
RTS avec *Reuters*, le 26 décembre 2014

Nucléaire : que se passerait-il en cas de vrai accident ?

« La France n'est pas si bien préparée, à en croire les exercices de crise. Alarmes inaudibles, comprimés d'iode manquants… Les dysfonctionnements inquiètent élus et experts.
Leur vrombissement met en alerte les autorités françaises. Voilà un peu plus de deux mois que des drones télécommandés par des anonymes dont les mobiles restent inconnus effectuent des survols de centrales nucléaires. Rares sont ceux qui ont été appréhendés. Et si des terroristes avaient l'idée folle de s'emparer de ces insectes volants et de les truffer d'explosifs ?
La question a de quoi donner des sueurs froides, la France ne comptant pas moins de 58 réacteurs nucléaires et plusieurs grandes agglomérations (Lyon, Bordeaux, Orléans…) à moins de 50 kilomètres d'une centrale - le rayon d'impact d'un accident comme Fukushima est d'environ 60 kilomètres.
Délire écologiste ? Même pas ! De l'avis de la très sérieuse Autorité de Sûreté nucléaire (ASN), un accident dans notre pays est "plausible, voire réaliste" (…) »
Par Arnaud Gonzague, *L'Obs*, le 23 décembre 2014

La sud-coréenne Park déplore la cyberattaque d'une centrale nucléaire
« SEOUL, 23 décembre (Reuters) - La présidente sud-coréenne Park Geun-hye a déclaré mardi que la cyberattaque visant une centrale nucléaire gérée par l'opérateur national était un événement grave inacceptable au plan de la sécurité nationale (…)
Un haut responsable sud-coréen a déclaré plus tôt ne pas exclure que Pyongyang soit à l'origine de cette cyberattaque lors de laquelle des données ont été volées (…)
Korea Hydro and Nuclear Power (KHNP), qui gère les 23 réacteurs nucléaires sud-coréens a dit lundi que ses systèmes informatiques avaient été attaqués mais qu'aucune donnée importante n'avait été volée. Le fonctionnement des centrales n'est pas menacé, a ajouté l'opérateur. »
Challenges.fr avec *Reuters* (Jack Kim et Nicolas Delame pour le service en français), le 23 décembre 2014

21 décembre 2014 : *fukushima-diary.com* reproduit des **photos** récemment publiées par TEPCO, montrant l'état de l'intérieur du bâtiment réacteur N°1 de Fukushima, notamment au niveau de la piscine de stockage des combustibles usés. Ces photos révèlent l'état de grande dégradation des installations et l'ampleur des dégâts subis.

La radioactivité dans la maison
« Depuis quelques années, la radioactivité dans l'habitat est au cœur de préoccupations nationales et internationales. D'où vient-elle ? Qu'est-ce qui la distingue ? Comment pénètre-t-elle dans les maisons ? Quels sont les risques sanitaires et les moyens de s'en protéger ? Enquête sur un sujet d'actualité solidement étayée et complétée d'interviews de spécialistes (…) »
Un dossier en 17 articles publié par *futura-sciences.com* le 18 décembre 2014

Corinne Lepage : « En France, le lobby nucléaire, c'est l'Etat ! »

« ENTRETIEN. Ancienne ministre de l'Environnement et députée européenne, l'avocate Corinne Lepage vient de publier L'Etat nucléaire (Albin Michel) qui décrit comment les structures de l'Etat sont acquises au nucléaire, quoi qu'il arrive. Curieusement, ce livre très instructif ne passionne pas les média, dans ces temps de transition énergétique qui ramènera le nucléaire à 50 % de la production d'électricité sans lui retirer un mégawatt. Corinne Lepage revient en détail pour le Journal de l'énergie sur ce qu'elle dénonce dans son ouvrage.

Le Journal de l'énergie : La santé financière d'Areva est au plus bas, l'EPR d'EDF à Flamanville accuse un retard de cinq ans sur sa date de lancement initiale. Pourquoi Areva et EDF semblent-ils ne jamais rendre de comptes sur leurs mauvais résultats à l'Etat, leur actionnaire majoritaire ?

Corinne Lepage : *Parce que l'industrie nucléaire est très bien défendue par le pouvoir. Les défenseurs de l'atome sont très présents au sein du gouvernement, très présents au Parlement, très présents dans l'administration française, très présents au sein des grands groupes industriels et économiques, et enfin dans une grande partie du monde académique.*
Si Areva était une société privée, elle serait au bord du dépôt de bilan, voire en dépôt de bilan. Je l'avais écrit dès 2011 dans La vérité sur le nucléaire. Areva est une société publique, propriété de la nation. Ce n'est pas une raison pour nier ses résultats catastrophiques qui constituent une charge pour notre pays indirectement. C'est parce que le lobby nucléaire est tout puissant qu'il parvient à ce tour de force de cacher une santé financière qui n'arrête pas de se dégrader. A l'origine le métier d'Areva, c'était le retraitement des déchets nucléaires. Areva n'a plus de contrats de retraitement aujourd'hui, sauf avec EDF qu'on oblige à faire retraiter ses déchets dans l'usine Areva à la Hague (Cotentin) pour ne pas fermer ce site. Il n'empêche qu'il n'y a plus d'autre contrat et donc plus d'intérêt économique et financier à exploiter la Hague.

Comment fonctionne le lobby nucléaire en France ?
Toute ma vie, j'ai combattu un certain nombre de lobbies, que ce soit le lobby de la chimie, Monsanto, celui de l'agrochimie, celui de l'agriculture, de l'énergie en général. La particularité du nucléaire en France, c'est qu'il n'y a pas de lobby en tant que tel parce qu'il se confond avec une très grande partie des structures de l'Etat. En France, le lobby nucléaire, c'est l'Etat ! C'est un système très organisé. Avec un système pluraliste et transparent, cela ne pourrait pas rester en l'état, cela exploserait. Sa capacité à étouffer le sujet est fantastique.

Quel accueil a reçu votre livre « l'Etat nucléaire » ?
Je n'ai pas eu un article de commentaire dans la presse écrite. Zéro ! C'est une omerta incroyable. Aucun commentaire, même pour dire que c'est un livre nul. Ce n'est pas le sujet. Je ne souhaite pas qu'on dise que c'est bien. Mais qu'on en parle.

Quelle est la crédibilité de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) qui supervisent la sûreté nucléaire en France ?
Je constate que l'ASN est en net progrès par rapport à la situation antérieure. L'ASN et surtout l'IRSN commencent à laisser diffuser un certain nombre de dysfonctionnements et de difficultés. L'information sort, c'est quand même relativement nouveau. Sur le risque systémique[1], des choses commencent à venir. Mais le problème est que l'ASN est aujourd'hui entre deux eaux même si elle est très consciente de sa responsabilité. S'il y a un accident nucléaire et qu'ils l'ont laissé passer, ce sera pour eux, personnellement je veux dire. Inévitablement, on ira chercher leur responsabilité. D'un autre côté, la composition actuelle du collège de commissaires nommés par l'Etat et qui dirige l'ASN est problématique : les cinq commissaires sont issus du lobby nucléaire. Pas question de faire entrer dans ce collège des physiciens du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN) ou des représentants des ONG spécialistes du sujet.

La France est-elle à l'abri d'un accident nucléaire majeur ?
En France, on a trois problèmes. En premier lieu, le choix des sites de construction des centrales nucléaires n'a pas été fait en tenant compte de la vulnérabilité maximale de ces sites. Les réacteurs n'ont pas été implantés en fonction des risques potentiels mais là où il y avait le moins de problème possible pour acquérir des terrains, en fonction d'avantages de très court terme.
On a construit la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) sur la plus grande nappe phréatique d'Europe, dans une zone d'activité sismique et au-dessous du niveau du canal du Rhin, une absurdité totale ! La centrale de Gravelines (Nord) est située dans une immense zone Seveso, en bordure de Manche, où circulent des centaines de bateaux tous les jours. La centrale du Blayais (Gironde) est menacée par les inondations. La centrale du Bugey (Ain) se trouve à seulement 35 kilomètres de Lyon et celle de Nogent-sur-Seine (Aube) à moins de 85 kilomètres de Paris.
Le deuxième problème, c'est le vieillissement des installations qui connaissent de plus en plus d'incidents et l'apparition des risques systémiques. Le troisième problème, c'est le manque d'entretien des réacteurs pendant 15 ans puisque EDF a investi partout, sauf en France où elle a recouru massivement à la sous-traitance. En conséquence de quoi l'entretien a été d'autant plus modeste et les compétences se sont

perdues. On est allé jusqu'à sept niveaux de sous-traitance.
Ces trois éléments superposés font qu'il y a incontestablement un accroissement des risques. Sans compter que le directeur de l'IRSN a déclaré que l'occurrence d'un accident nucléaire grave est vingt fois supérieure aux calculs de l'industrie et que la France possède 13 % du parc nucléaire mondial. (...) »

Propos recueillis par Martin Leers, *Le Journal de l'énergie*, le 4 décembre 2014
Le Journal de l'énergie propose aussi des extraits de l'ouvrage de Corinne Lepage en ligne

L'Ukraine, une puissance nucléaire à haut risque
« L'incident qui s'est produit vendredi 28 novembre dans la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia, dans le sud-est du pays, et qui n'a été révélé par les autorités que mercredi 3 décembre, n'est source d'« aucune menace », a affirmé le ministre ukrainien de l'énergie, Volodymyr Demtchichine. Il s'agirait d'un court-circuit dans le système électrique du réacteur 3 de la centrale, qui n'a pas affecté le réacteur lui-même et n'a donc entraîné aucun rejet radioactif. Des informations confirmées par Michel Chouha, expert à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire français (IRSN), qui écarte lui aussi tout danger de contamination radioactive.
Cet incident n'en met pas moins un coup de projecteur sur la question de la sûreté nucléaire en Ukraine. Outre la centrale de Tchernobyl – à l'origine, le 26 avril 1986, de la plus grande catastrophe de l'histoire du nucléaire civil et dont le dernier des quatre réacteurs a été définitivement arrêté en 2000 –, le pays possède quatre autres sites atomiques : Rovno et Khmelnitski au nord-ouest, Ukraine-sud au centre et Zaporijia au sud-est. Ils totalisent 15 réacteurs d'une puissance cumulée de 13 gigawatts, qui assurent près de la moitié de la production d'électricité nationale (46 % en 2012).
DOUBLE MENACE
Or, la crise actuelle entre l'Ukraine et la Russie constitue une menace pour la sûreté de ces installations. Une double menace même. La première est liée aux tensions avec les séparatistes prorusses. La seconde – et la plus sérieuse – à la très forte dépendance de Kiev vis-à-vis de Moscou, pour la fourniture du combustible et des composants de ses réacteurs, autrement dit, leur bon fonctionnement (...) »
Par Pierre Le Hir, *Le Monde*, le 3 décembre 2014

Accident nucléaire : comment s'y préparer ?
« Jadis banni de la psyché collective, l'accident nucléaire est finalement devenu envisageable et le déni impossible, après Tchernobyl en 1986 et Fukushima en 2011. Mais comment s'y préparer ? Sciences et Avenir a assisté à un séminaire sur "le post-accident" organisé en partenariat par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et l'Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information (ANCCLI). Plusieurs experts y ont évoqué les réponses concrètes à apporter en cas "d'événement", pour reprendre le mot très sobre désignant aussi bien incident, accident ou catastrophe… Jusqu'à quelle distance de la centrale endommagée faudra-t-il évacuer les populations ? À qui distribuer les comprimés d'iodes ? Comment se soustraire au mieux à l'exposition du panache, d'où provient "90% de l'exposition à la radioactivité" ? (...) »
Par Dominique Leglu, *Sciences & Avenir*, le 1er décembre 2014

Nucléaire : la Polynésie réclame plus de 100 milliards CFP de réparations à l'Etat
« La résolution visant à réclamer à l'Etat 90 milliards CFP d'indemnisation au titre de réparations du préjudice écologique et 12 milliards par an « d'indemnité d'occupation » des atolls de Moruroa et de Fangataufa a été adoptée ce jeudi par l'Assemblée de Polynésie (...) »
Polynésie 1ère, le 27 novembre 2014

Nucléaire : l'Europe tire les leçons de Fukushima

« Les deux associations réunissant l'ensemble des autorités nucléaires européennes viennent de rendre publiques des recommandations visant à gérer un accident nucléaire de grande ampleur. Pour la première fois, il s'agit d'une approche globale, harmonisée à l'échelle de l'Europe.
Quatre ans et demi après les faits, la catastrophe nucléaire de Fukushima est encore dans toutes les mémoires. Elle continue également de mobiliser les professionnels du secteur. À preuve, les deux associations Herca et Wenra, réunissant respectivement les autorités européennes de radioprotection et de sûreté nucléaire, viennent de rendre publiques les grandes lignes d'un dispositif permettant d'harmoniser la gestion d'un accident nucléaire de grande ampleur. C'est la première fois qu'une telle proposition est émise à l'échelle européenne, étant entendu qu'il reste encore aux pouvoirs publics à l'examiner.
La position de Herca et Wenra vise à promouvoir au niveau européen la préparation de la gestion de crise, la transmission rapide d'informations en cas d'accident et la cohérence des recommandations émises par les autorités de sûreté pour la protection des populations. Un principe essentiel est que dans l'urgence, les pays voisins, après avoir reçu les informations nécessaires, s'alignent sur les actions de protection prises par le pays où l'accident s'est produit.
Les autorités en question soulignent qu'une catastrophe nucléaire en Europe n'est pas exclue. Certes, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en France avait déjà évoqué la réalité de cette menace, « mais c'est la première fois que ce risque est évoqué ouvertement à l'unisson », souligne Philippe Jamet, commissaire à l'ASN (…) »
Par Frédéric De Monicault, *Le Figaro*, le 26 novembre 2014

Survol des centrales nucléaires par des drones : les bonnes questions du Parlement
« Depuis deux mois, les survols de centrales nucléaires françaises par des drones tiennent en échec les autorités chargées de la sécurité. Tandis que Greenpeace dénonce d'importantes vulnérabilités, l'ASN appelle à repenser l'articulation sûreté-sécurité. De leur côté, les parlementaires se disent prêts à légiférer.
Lundi 24 novembre, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques (OPECST) réunissait autour de la même table politiques, spécialistes de l'aéronautique, autorités chargées de la sûreté et de la sécurité nucléaire, experts indépendants et Greenpeace. Le thème : la sécurité des centrales nucléaires face aux survols illégaux de drones. Une quinzaine de cas ont été observés depuis deux mois. A cette occasion, Greenpeace a remis un rapport sur les vulnérabilités des centrales françaises. L'ONG a choisi de ne pas le rendre public pour ne pas livrer un "mode d'emploi" pour des actes malveillants. L'audition de l'OPECST a été riche, même si plusieurs auditeurs ont regretté qu'elle ne donne aucun indice sur l'origine des vols et sur les moyens de les contrer. Pour autant, le président de l'OPECST, Jean-Yves Le Déaut, a ouvert plusieurs sujets de réflexions
La législation française des drones est-elle adaptée ? (…)
Quels types de drones survolent les centrales françaises ? (…)
Sont-ils dangereux ? (…)
Qui doit être responsable de la sécurité des installations nucléaires ? (…) »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 25 novembre 2014

Les difficultés du nucléaire français inquiètent le Royaume-Uni
« (…) *Les malheurs du fleuron français de l'atome retentissent au-delà de l'Hexagone. A en croire, le journal The Times, le gouvernement britannique aurait ordonné l'ouverture d'une enquête en toute discrétion sur les conséquences des problèmes de la filière française sur leurs projets nucléaires.*
Fin 2013, EDF et le gouvernement britannique s'entendaient pour que l'électricien français construise deux EPR sur le site d'Hinkley Point pour 19 milliards d'euros. En échange, le pays lui garantissait des tarifs de rachat sur trente ans. L'enjeu est majeur pour la filière nucléaire française, qui n'avait plus lancé de construction d'EPR depuis 2008 (en Chine). Il ne l'est pas moins pour le Royaume, qui fait face au défi de la fin de vie de son parc nucléaire actuel. La centrale de Hinkley Point devrait fournir 7 % de l'électricité nationale.

Pas d'inquiétude selon le gouvernement français
Aujourd'hui, plusieurs observateurs britanniques s'inquiètent de la capacité du groupe français à tenir les délais annoncés de mise en service en 2023. L'EPR finlandais d'Olkiluoto affiche 9 ans de retard, le français 5 ans de retard. Les Britanniques s'inquiètent également de la capacité de financement du projet. Areva est censé y participer à hauteur de 10 %.
Côté français, on rassure. On rappelle que les deux EPR en construction en France et en Finlande sont des têtes de série. Les réacteurs chinois ont bénéficié du retour d'expérience des premiers modèles et ont pu tenir leur calendrier et budget. Le gouvernement assure aussi qu'il n'y a pas de danger autour d'Areva. Mercredi 19 novembre, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, assurait : "il n'y a pas d'inquiétude, d'angoisse à avoir sur l'activité industrielle d'Areva, sur le fait que c'est une activité pérenne et pour nous une des priorités." »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 21 novembre 2014

Le site d'enfouissement nucléaire Cigeo réapparaît dans la loi Macron !
« *COME-BACK. Increvable Cigeo ! Le projet d'enfouissement des déchets nucléaires sur le site de Bure aux confins de la Haute-Marne et de la Meuse qui devrait s'ouvrir en 2025 fait l'objet d'un article dans le projet de loi "sur la croissance et l'activité" dite "loi Macron". Du côté de Bercy, contacté par Sciences et Avenir, on justifie la présence du "Centre industriel de stockage géologique" (Cigeo) par le fait qu'il s'agit d'un des grands investissements prévus pour les dix prochaines années et qu'à ce titre, il va générer un nombre d'emplois estimés à 100.000 équivalent-temps-pleins et une "activité industrielle et de génie civil de très grande ampleur" ainsi qu'il est justifié dans les documents ayant fuité dans la presse (...)*
Début 2014, une "conférence des citoyens" regroupant 17 personnes recevant l'avis de toutes les parties concernées conclut -sans remettre en cause le projet- qu'il manque au moins une période d'essai du comportement des déchets nucléaires dans les cellules de confinement que l'Agence nationale de gestion des déchets nucléaires (Andra) n'avait pas prévu.
L'Andra accède à cette demande et annonce donc que le projet d'enfouissement est reporté de deux ans pour une demande d'autorisation de création du centre pour 2017. Est-ce pour éviter tout nouveau retard ? Toujours est-il que les propositions de l'Andra sur la définition de la réversibilité (sur quelle période et dans quelles conditions pourront être récupérés les déchets avant un enfouissement définitif) et sur le nouveau calendrier sont inscrites dans la loi sur la transition énergétique présentée fin juin par Ségolène Royal.
COUCOU. Devant le tollé provoqué par l'apparition des déchets nucléaires dans une loi dont ce n'était pas le sujet, l'article est retiré. C'est peu ou prou cet article qui resurgit aujourd'hui dans la loi Macron. En février dernier, dans leurs conclusions, les citoyens avaient estimé qu'avec des déchets dangereux sur des milliers d'années, on pouvait prendre quelques années de réflexion de plus. Il semble que ce n'est pas l'avis des pouvoirs publics qui gardent en ligne de mire une ouverture du centre pour 2025. Quitte à ce que Cigeo fasse le coucou dans les projets de loi (...) »
Par Loïc Chauveau, *Sciences & avenir*, le 20 novembre 2014

Le Japon reprend le chemin du nucléaire
« *Après les autorités locales, le gouvernement japonais doit donner son accord pour le redémarrage de la centrale nucléaire de Sendai, qui pourrait intervenir début 2015. La relance des deux réacteurs du site, définitivement approuvée vendredi 7 novembre par Yuichiro Ito, le gouverneur du département de Kagoshima (sud-ouest), dépend désormais du premier ministre Shinzo Abe.*
Le chef du gouvernement de droite, favorable à l'atome, doit se prononcer face à une opinion majoritairement hostile à cette énergie depuis la catastrophe de Fukushima en mars 2011. Un accident nucléaire au coût officiellement estimé à 5 800 milliards de yens (41 milliards d'euros), qui a entraîné l'évacuation de 160 000 personnes et dont la résolution doit prendre au moins quarante ans.
Pour M. Abe, appuyé par les milieux d'affaires, la relance du nucléaire est une promesse de campagne et répond à des exigences économiques (...) »
Par Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance), *Le Monde*, le 8 novembre 2014

Japon : le ministre de l'Industrie reconnaît posséder des actions de Tepco

« Le nouveau ministre japonais de l'Industrie, Yoichi Miyazawa, a reconnu posséder 600 actions de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), gérante de la centrale en péril de Fukushima, un dossier que contrôle justement le très puissant Meti (ministère de l'Economie, du commerce et de l'Industrie).

« Honnêtement, je pensais qu'il était de mon devoir d'homme politique de posséder des actions de Tepco », pour être mieux informé des efforts entrepris pour gérer la situation dans le complexe atomique accidenté, a-t-il déclaré à la presse.

Et le même d'assurer que le fait qu'il soit actionnaire « ne va pas affecter sa façon de décider » (…) »

Libération avec *AFP*, le 24 octobre 2014

L'effet de cliquet, ennemi de la démocratie

« Les députés Marc Goua (PS, Maine-et-Loire) et Hervé Mariton (UMP, Drôme) ont présenté le 30 septembre à l'Assemblée nationale un rapport déconseillant la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, que la sécurité semblait pourtant imposer.

La raison ? Le fait qu'une indemnité de quatre milliards devrait être versée à EDF et aux autres actionnaires minoritaires au cas où une telle initiative était prise. Il apparaît ainsi que la jurisprudence ait, de fait, mis en place un régime de responsabilité qui, en indemnisant les « victimes » de l'action publique, peut bloquer par des considérations financières une mesure que la prudence suggère.

Ce fait divers évoque irrésistiblement ces « pilules empoisonnées » que mettent au point les entreprises mal gérées pour éviter que la rationalité économique intervienne et remédie à une situation compromise. Une pénalité financière exorbitante, qui empêche que la mesure qui fait sens dans le contexte ne puisse être adoptée, appartient à la famille des « effets de cliquet » dont notre système économique est friand. Il s'agit de l'équivalent de ce mécanisme d'échappement à ancre utilisé en horlogerie interdisant tout retour en arrière : une absence de facto d'alternative.

Il existe pour le mettre en œuvre d'autres moyens que la pénalité financière. Ainsi, par un subtil montage des règles de vote, les institutions européennes requièrent un vote unanime si l'on veut adopter une mesure progressiste, alors qu'une mesure réactionnaire se satisfait d'un vote majoritaire. Des privatisations ou le détricotage de l'État-providence s'instaurent ainsi aisément cran par cran, tandis que les renationalisations ou les mesures sociales sont bloquées par l'effet de cliquet.

Tout ceci va à l'encontre du principe de fonctionnement des institutions démocratiques, qui suppose la réversibilité des décisions prises. Tout particulièrement quand, comme dans le cas d'une centrale nucléaire, ou dans celui des enjeux environnementaux de manière générale, le souci de la sécurité devrait primer.

Le cas de Fessenheim met en évidence que la question du risque peut être entièrement mise entre parenthèses si elle va à l'encontre de la logique du profit (…) »

Par Paul Jorion sur son blog le 14 octobre 2014

L'université médicale de Fukushima admet que certaines maladies augmentent dans la région contaminée de Fukushima

Une information du *Fukushima Diary* :

« Le Dr Ohira, professeur d'épidémiologie, de l'université médicale de Fukushima affirme que diverses maladies sont en augmentation dans l'ancienne zone évacuée de Fukushima.

Ceci concerne 13 communes. Au cours d'un symposium qui s'est tenu le 4 octobre 2014, le Pr. Ohira a affirmé que des dysfonctionnements hépatiques, de l'hypertension et d'autres maladies sont en augmentation chez les habitants.

Il anticipe que les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux vont sans doute augmenter à partir de maintenant et a insisté sur l'importance de collecter des données sur l'état de santé des habitants.

Après Tchernobyl, on avait déjà constaté une augmentation du nombre d'infarctus du myocarde à cause des Césiums 134/137 accumulés dans le cœur.

Néanmoins, l'université médicale de Fukushima déclare que l'augmentation de ces maladies est provoquée par le mode de vie des victimes de la catastrophe. C'est exactement ce qu'avait proclamé l'ex-Union Soviétique après Tchernobyl (...) »
Un article de *Fukushima Diary* repris par *Vivre après Fukushima*, le 13 octobre 2014

Observatoire du nucléaire. Revue de presse N°14, actualités de septembre 2014
Observatoire du nucléaire, le 10 octobre 2014

L'Assemblée vote la réduction de la part du nucléaire
« *Dans une ambiance tendue par l'annonce de la suspension de l'écotaxe, l'Assemblée nationale a enfin adopté vendredi l'article 1er du projet de loi sur la transition énergétique en France, qui prévoit de réduire la part du nucléaire de 75 à 50 % à l'horizon 2025, comme promis par François Hollande (...)*
La gauche a applaudi le vote de cet article, qui prévoit de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité mais aussi de diminuer de moitié la consommation énergétique en 2050 par rapport à 2012. Les députés y ont ajouté un objectif intermédiaire de réduction de 20 % de la consommation en 2030, via un amendement gouvernemental, en ligne avec le paquet énergie-climat 2030 au menu du sommet européen des 23 et 24 octobre. Parmi les autres objectifs définis figurent la baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et leur division par 4 en 2050. Enfin, la part des énergies renouvelables doit être portée à 23 % en 2020 et à 32 % en 2030, et la consommation des énergies fossiles diminuer de 30 % en 2030.
La réduction de la part du nucléaire est au centre des critiques de l'UMP, hostile à un "parti pris idéologique" et à "un compromis politique entre le candidat François Hollande et les écologistes". UMP et UDI reprochent aussi à la majorité de ne rien dire de l'impact de ce choix sur les factures d'électricité. Mais pour Ségolène Royal, la nouvelle répartition entre les énergies "va faire baisser les factures" et "la priorité de ce texte est les économies d'énergie". L'Assemblée doit achever vendredi soir l'examen des 64 articles du projet de loi "relatif à la transition énergétique pour la croissance verte", dont les volets sur le bâtiment, les transports ou encore le recyclage des déchets doivent permettre d'atteindre les grands objectifs fixés. Le vote solennel du texte aura lieu mardi. »
Le Point avec *AFP*, le 10 octobre 2014

Tokyo tranche dans le débat brûlant sur la catastrophe de Fukushima
« *Après des années de débat, l'Autorité japonaise de régulation du nucléaire (NRA) vient d'indiquer que la catastrophe de Fukushima n'avait pas été enclenchée par le tremblement de terre qui a frappé la région le 11 mars 2011 mais bien par le tsunami qui a suivi la secousse. Cette conclusion, qui apparaît dans un rapport rendu hier par l'Autorité, pourrait avoir des implications profondes dans le débat sur la relance du parc nucléaire dans l'Archipel. Nombre d'opposants au rallumage des centrales assurent, eux, que la catastrophe avait déjà été enclenchée à Fukushima par le séisme et refusent dès lors le redémarrage de toutes les tranches situées sur des zones jugées instables* (...) »
Par Yann ROUSSEAU, *Les Echos*, le 9 octobre 2014

L'État au chevet d'Areva
« *De nouvelles mesures d'économies devraient être prises cette semaine chez le géant de l'atome. Le gouvernement réfléchit à le renflouer.*
Après Alstom, Areva. Trois mois après la vente du fleuron français à l'américain General Electric, l'État se penche sur cet autre dossier sensible. Le fabricant de centrales nucléaires traverse une sérieuse crise financière. Les résultats du premier semestre 2014 ont été catastrophiques : près de 700 millions d'euros de pertes, une baisse de 12% du chiffre d'affaires, et une dette qui ne cesse d'augmenter. Le coût de construction de l'EPR en Finlande n'en finit pas de déraper. Depuis trois ans, Areva a passé 6 milliards

d'euros de pertes sur ce chantier, ainsi que sur le rachat de sa filiale Uramin. Tous les signaux sont au rouge. Depuis Fukushima, le marché du nucléaire ne redémarre pas dans le monde. Areva vient de vendre deux EPR en Grande-Bretagne, très loin de son objectif de dix commandes d'ici à 2016… Le groupe souffre aussi de l'arrêt des 50 réacteurs japonais, dont la maintenance lui rapportait 1 milliard d'euros par an, contre seulement 200 millions aujourd'hui (…) »
Par Matthieu Pechberty, *Le JDD*, le 5 octobre 2014

Nucléaire. L'Autriche prête à saisir la justice sur Hinckley Point

« *VIENNE, 5 octobre (Reuters) - L'Autriche saisira la Cour de justice européenne si la Commission européenne donne son aval au projet de centrale nucléaire de Hinkley Point en Grande-Bretagne, a déclaré dimanche un porte-parole du chancelier Werner Faymann.*
Le projet, le financement public qui l'accompagne et l'accord sur un prix garanti pour l'électricité produite soulèvent l'opposition d'un quart des commissaires européens qui souhaitent invalider le feu vert des services de la Concurrence, ont dit vendredi des sources de l'UE.
La Commission européenne avait fait savoir le mois dernier qu'elle approuverait le projet de 19 milliards d'euros conduit par EDF et qui prévoit la construction de deux réacteurs EPR de 1.650 mégawatts conçus par Areva, qui produiront 7% environ des besoins en électricité de la Grande-Bretagne et qui seront en service pendant 60 ans.
Un vote collégial est prévu mercredi.
Le chancelier Weyner Faymann et le vice-chancelier Reinhold Mitterlehner ont adressé vendredi un courrier à Jose Manuel Barroso, président sortant de la Commission européenne, pour lui faire savoir que l'Autriche se "réservait le droit" de saisir la justice si le projet était approuvé par Bruxelles.
"Si la Commission européenne venait à prendre cette décision, elle devra s'attendre à une plainte devant la plus haute juridiction", souligne Weyner Faymann, dont le pays se veut exemplaire en matière de transition énergétique.
"Des formes alternatives d'énergie méritent des subventions, pas l'énergie nucléaire", ajoute-t-il.
Le projet de Hinckley Point prévoit que le Royaume-Uni offre à EDF un prix garanti de 92,50 livres par mégawatt heure pour une durée de 35 ans, soit deux fois plus que les prix de marché actuels.
"Hinckley Point (..) établirait un précédent fâcheux en ouvrant ce type de subventions à l'énergie nucléaire. La Commission européenne doit s'y opposer ou, dans le cas contraire, s'attendre à une plainte de l'Autriche devant la Cour européenne de justice", renchérit Reinhold Mitterlehner. »
Les Echos avec *Reuters* (Shadia Nasralla, Véronique Tison pour le service français) le 5 octobre 2014

Transition énergétique : l'Assemblée a entamé des débats focalisés sur le nucléaire

« *L'Assemblée a entamé mercredi des discussions, qui se sont vite tendues, sur le projet de loi sur la transition énergétique, destiné à réduire la dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire, en pleine bataille sur l'avenir de la centrale de Fessenheim (…)*
La lecture, article par article, de ce projet phare du quinquennat "relatif à la transition énergétique pour la croissance verte" ne débutera que lundi. Les quelque 2 500 amendements déposés pourraient amener les députés à siéger jusqu'au week-end suivant. Matignon table sur l'adoption définitive au printemps prochain de ce texte examiné en procédure accélérée (une lecture par chambre), alors que Paris doit accueillir la conférence mondiale sur le climat fin 2015.
"Intérêts privés"
Les travaux parlementaires sont suivis attentivement par la société civile, comme l'a illustré un rassemblement aux abords du Palais-Bourbon mercredi matin de militants de France Nature Environnement enchaînés à des boulets marqués des sceaux de Total, EDF et Areva, afin d'appeler les députés à se libérer des "intérêts privés" (…) »
Le Point avec *AFP*, le 2 octobre 2014

Sortie du nucléaire : des multinationales réclament des centaines de millions d'euros à l'Allemagne

« Un État peut-il décider de stopper ses centrales nucléaires les plus anciennes sans devoir payer des millions d'euros de dédommagement aux groupes qui les exploitent ? La question se pose une nouvelle fois de l'autre côté du Rhin. Le géant énergétique allemand Eon vient de déposer une plainte auprès d'un tribunal allemand contre le moratoire sur le nucléaire décidé au printemps 2011 par le gouvernement, juste après la catastrophe de Fukushima. _L'Allemagne choisit alors de mettre immédiatement à l'arrêt ses sept réacteurs nucléaires les plus anciens. Trois mois plus tard, le pays adopte une loi qui entérine l'arrêt définitif des ces centrales et la sortie totale de l'énergie nucléaire d'ici 2022. C'est la mise au repos forcé de deux de ses réacteurs sur cette période de trois mois que le groupe Eon conteste aujourd'hui. Il réclame aux autorités allemandes, donc aux caisses publiques, 380 millions d'euros de compensation ! (...) »

Par Rachel Knaebel, *Bastamag*, le 2 octobre 2014

2 courtes interviews vidéo, TF1 le 1er octobre 2014 :

- *Hulot : "on nous a menti sur le coût du nucléaire"*
- *Lepage : "Dans ce pays, on a beaucoup menti sur le nucléaire"*

Suède : accord Verts/sociaux-démocrates pour geler le nucléaire

« Stockholm - Les sociaux-démocrates et les Verts suédois, en discussion pour former un gouvernement, ont annoncé mercredi être tombés d'accord pour geler le développement du nucléaire.
L'accord, dont le contenu n'a pas été rendu public, a été présenté par le futur Premier ministre Stefan Löfven (social-démocrate) et la porte-parole des Verts Åsa Romson comme un moyen pour la Suède d'aller vers une sortie du nucléaire.
La date de cette sortie n'a toutefois pas été précisée, et devra être étudiée.
L'orientation du gouvernement qui va entrer en fonctions est que le nucléaire doit être démantelé, que nous devons avoir 100% d'énergies renouvelables. Mais qu'on nous laisse d'abord mener une phase d'analyse, a affirmé M. Löfven à la radio publique SR (...) »

AFP, le 1er octobre 2014

La loi de transition énergétique consacre la souveraineté du nucléaire en France

« La loi de transition énergétique arrive ce mercredi sur les bancs de l'assemblée nationale après plus de deux ans de préparation. Présentée comme une des lois majeures du quinquennat Hollande, elle déçoit la plupart des acteurs écologistes et renforce la puissance d'EDF. Reporterre dévoile les enjeux du débat, en racontant l'histoire d'un texte soumis à la pression des lobbies (...) »

Par Marie Astier et Barnabé Binctin, *Reporterre*, le 1er octobre 2014

Le mythe de la sûreté nucléaire

« Deux articles parus ces derniers jours permettent de comprendre comment le Japon manipule l'opinion pour faire revenir les habitants évacués dans les zones contaminées et relancer son programme nucléaire. Les autorités prétendent qu'en dessous de 100 mSv/an, il n'y aurait pas de danger sanitaire alors que des études scientifiques prouvent le contraire. Selon un membre de l'AIEA, « tout est une question de communication, et il s'agit d'abord de calmer les inquiétudes « irraisonnées » des populations dues, selon lui, au terme « contamination » qui (...) fait peser sur l'irradiation une image négative », rapporte Cécile Asanuma-Brice dans sa dernière tribune intitulée « La légende Fukushima ».
Kolin Kobayashi revient quant à lui sur le programme Ethos qui, expérimenté sur les populations vivant en territoire contaminé par Tchernobyl, est maintenant appliqué sous d'autres formes – publication 111 de la CIPR par exemple – et aboutit aux mêmes recommandations pour la population de Fukushima. Il permet

de demander localement une participation active des habitants, ce qui les rend responsables de la catastrophe dont ils sont pourtant victimes. Il permet également d'imposer une norme annuelle entre 1 et 20 mSv/an pendant la « période de reconstruction » et de 20 à 100 mSv/an dans une période d'urgence. Ce qui se passe pour les populations vivant en territoires contaminés autour de Tchernobyl et de Fukushima sera bien évidemment appliqué dans n'importe quel pays du monde où aura lieu la prochaine catastrophe nucléaire. En France, la norme actuelle est 1 mSv/an, mais s'il y a un accident, ce sera 20 mSv/an et si vous avez la malchance d'habiter trop près du désastre, vous aurez droit à 100 mSv/an.
On comprend que les autorités nucléaires s'adaptent à toutes les situations, le curseur se déplaçant selon les circonstances, et l'idée rabâchée de la sûreté devient un véritable mythe. (...) »
Par Pierre Fetet, le *Blog de Fukushima*, le 30 septembre 2014

Centrale nucléaire de Fessenheim : un rapport préconise de reporter la fermeture

« Un rapport parlementaire préconise le report de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) qui pourrait coûter cinq milliards d'euros à l'Etat, annonce les Dernières Nouvelles d'Alsace et l'Alsace mardi. "Fermer la centrale nucléaire pour fin 2016 coûterait au moins 5 milliards d'euros à l'Etat, sans même commencer le démantèlement", selon le rapport rédigé par les députés Hervé Mariton (UMP, Drôme) et Marc Goua (PS, Maine-et-Loire) et que les deux quotidiens ont pu se procurer.
"Au vu du contexte budgétaire contraint", les deux rapporteurs "estiment préférable de reporter la fermeture promise par le Président de la République" (...)
Démenti de Royal
La ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Ségolène Royal, a démenti le chiffre de 5 milliards d'euros avancé par le rapport pour la fermeture de la centrale, avant même la prise en compte des dépenses liées au démantèlement de l'installation.
"Ce n'est pas exact. La fermeture de Fessenheim ne coûtera pas 5 milliards d'euros", a déclaré la ministre à l'antenne de France Inter. "Ce sera une décision prise dans l'intérêt général du pays et rien ne me fera céder sur ce type de chantage, avec des calculs farfelus qui sont lancés dans la nature pour essayer d'influencer des décisions", a ajouté Mme Royal. »
Sud Ouest avec *AFP*, le 30 septembre 2014

Disparition du débat sur le nucléaire (ONG)

« Quatre associations, dont Greenpeace et France nature environnement (FNE), ont dénoncé aujourd'hui une disparition du "débat pluraliste" qui avait lieu depuis plus de 30 ans sur les sites nucléaires de la Manche, département le plus nucléaire de France.
Elles ont annoncé ce jour dans un ***communiqué commun*** *qu'elles ne participeraient plus aux commissions locales d'informations (CLI), organisées plusieurs fois par an pour chacun des trois sites nucléaires du département : la centrale nucléaire EDF de Flamanville, où un réacteur EPR est en construction, l'usine Areva de Beaumont-Hague, site qui concentre le plus de matière radioactive en Europe, et le Centre de stockage Manche (CSM) à Digulleville, le plus ancien de France, soupçonné de fuir.*
Ces CLIS, dont celle de Beaumont-Hague créée en 1981 et devenue "une référence nationale", étaient "des laboratoires du débat contradictoire (...) Ce n'est, malheureusement, plus le cas", affirment les associations. Outre de Greenpeace et Crepan-FNE, il s'agit du Crilan, association de l'ex-eurodéputé Vert Didier Anger, et de l'Acro (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest), un des deux laboratoires associatifs de mesure de radioactivité en France avec le Criirad.
Depuis novembre 2013, déjà les associations avaient suspendu leur participation aux CLI. Elles conditionnaient leur retour à l'introduction, dans le règlement intérieur, de deux phrases pour préciser notamment que "les publications de la CLI se doivent de traduire la pluralité des points de vue de ses membres" (...) »
Le Figaro avec *AFP*, le 25 septembre 2014

Ecosse : l'indépendance fragiliserait le Royaume-Uni en tant que puissance nucléaire

« L'avenir du Royaume-Uni en tant que nation détentrice du feu nucléaire pourrait être remis en cause en cas d'indépendance de l'Ecosse, jugent les experts qui s'interrogent sur la future place qu'aurait alors le pays au sein de la communauté internationale.

Dans le cas d'une victoire du oui au référendum d'autodétermination du 18 septembre, le Parti national écossais (SNP) a d'ores et déjà annoncé que les quatre sous-marins nucléaires britanniques Trident devraient quitter la base de Faslane (ouest de l ?Écosse) d'ici à 2020.

Le chef du SNP et fer de lance de la campagne en faveur de l'indépendance, Alex Salmond, a décrit ces sous-marins comme "un affront à la décence élémentaire du fait de leur puissance de destruction inhumaine et aveugle".

Certains experts avancent que le coût et la complexité d'un déplacement pourraient contraindre le Royaume-Uni à rouvrir le débat sur la nécessité même d'avoir une force de dissuasion nucléaire.

"Les forces du mal vont adorer ça, a déclaré en avril l'ancien secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, lors d'un discours à Washington. Cela pourrait signer le désarmement nucléaire unilatéral de ce qui resterait du Royaume-Uni" (...) »

Le Parisien avec *AFP*, le 6 septembre 2014

Observatoire du nucléaire - Revue de presse mensuelle n°13

Blog Mediapart, le 5 septembre 2014

Nucléaire. Tokyo veut démonter 25 % de ses réacteurs

« L'ensemble des 48 réacteurs japonais sont à l'arrêt depuis le tsunami de 2011, mais le gouvernement souhaite désormais démanteler 25 % des systèmes les plus anciens.

Le gouvernement japonais a annoncé qu'il allait tenter d'obtenir des compagnies d'électricité qu'elles préparent des plans de démantèlement d'un quart des 48 réacteurs nucléaires du pays, trop vieux ou trop chers à mettre aux nouvelles normes imposées après la catastrophe de Fukushima. D'après le quotidien japonais Nikkei, qui a relayé l'information ce vendredi, l'État estime qu'en faisant fermer les centrales les plus anciennes, considérées comme les plus vulnérables, il aura le soutien nécessaire de l'opinion pour relancer les plus récentes. L'opinion hostile à une relance

La totalité des réacteurs nucléaires japonais sont à l'arrêt depuis le tsunami de mars 2011 qui a provoqué le plus grave accident nucléaire qu'ait connu le monde depuis Tchernobyl, en 1986. L'opinion japonaise est majoritairement hostile à une relance de la production nucléaire, mais les importations de sources d'énergie fossile pèse sur les comptes de la nation. Toujours d'après Nikkei, le groupe Kansai Electric Power serait disposé à démanteler deux de ses réacteursvieillissants.

Une durée de vie de 40 ans

Les autorités japonaises ont édicté en juillet 2013 de nouvelles règles de sûreté nucléaire limitant notamment àquarante ans la durée de vie théorique d'un réacteur. Une prolongation unique de vingt ans est possible mais soumise à une inspection stricte. Douze des 48 réacteurs, soit le quart du parc nucléaire, auront atteint cette limite des quarante ans dans les cinq années à venir. »

Ouest France, le 5 septembre 2014

Japon : relancer le nucléaire, mission de la nouvelle ministre de l'Industrie

« La nouvelle ministre japonaise de l'Industrie, Yuko Obuchi, a pour première mission de convaincre les riverains de centrales nucléaires que l'énergie atomique est nécessaire à l'archipel. Etre une femme est censé être un atout mais l'expose aussi à la critique.

Interrogée mercredi, jour de sa nomination, sur ses projets à la tête du très grand ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti), Mme Obuchi s'est exprimée clairement pour l'emploi de l'énergie nucléaire, une position qui est depuis toujours celle du Premier ministre de droite Shinzo Abe qui l'a désignée, apparemment en lui forçant la main.

Comparée à ses prédécesseurs, tous des hommes d'âge mûr, son profil de jeune mère doit en théorie l'aider à persuader les familles habitant non loin des installations atomiques que l'Etat fera tout pour qu'elles vivent en sûreté et tranquillité.
Nommer une femme, « c'est la méthode habile de M. Abe, déjà employée » pour d'autres dossiers impopulaires, réagit Kazue Suzuki de l'organisation Greenpeace au Japon (...)
Le principal obstacle à la réactivation sera toutefois l'opposition de municipalités alentour. C'est là que la ministre entre en piste. Mme Obuchi devra plaider la cause économique de l'Etat, tandis que les antinucléaires continueront au contraire à démonter tous les arguments du gouvernement (...) »
Libération avec *AFP*, le 4 septembre 2014

TCHERNOBYL – Des sangliers toujours radioactifs en Allemagne
« Vingt-huit ans après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, survenue en avril 1986 en Ukraine, les sangliers d'Allemagne gardent encore dans leur chair le souvenir de l'explosion de la centrale. Un tiers des porcs sauvages qui peuplent les forêts de la Saxe sont radioactifs.
Hors de question de consommer leur viande, précise The Telegraph, qui s'appuie sur des tests récents effectués par le gouvernement de la Saxe. Résultat : sur les 750 bêtes chassées en un an, 297 dépassaient la norme de radioactivité fixée à 600 becquerels par kilo, seuil limite pour la consommation humaine.
DES CHAMPIGNONS IRRADIÉS
Ces taux de radioactivité élevés sont "l'héritage" de la catastrophe nucléaire de 1986, explique le quotidien britannique. Bien que la Saxe soit située à plus de 1 000 kilomètres de Tchernobyl, le vent et la pluie ont déplacé le nuage radioactif vers l'ouest, contaminant la faune et la flore des forêts allemandes. Les sangliers sont particulièrement touchés car ils se nourrissent de champignons qui sont encore irradiés.
Face à ce risque sanitaire persistant, le gouvernement de la Saxe a interdit toute commercialisation des sangliers au taux de radioactivité trop élevé. Depuis 2012, des tests systématiques sont effectuées sur tous les individus abattus. Lorsque la limite sanitaire est dépassée, les carcasses sont détruites. Au grand dam des chasseurs d'outre-Rhin, qui gagnaient de l'argent en vendant le gibier.
UN MANQUE À GAGNER POUR LES CHASSEURS
Chaque année, plusieurs centaines de milliers d'euros leur sont reversés en compensation. Pour les chasseurs malchanceux, ces sommes sont loin d'atteindre le tarif de vente de la viande, mais elles permettent au moins de couvrir le coût de la chasse.
Le problème des sangliers radioactifs n'est pas près de se résoudre en Allemagne. Selon les experts, au vu des niveaux de contamination observés, le retour à la normale n'est pas prévu avant une cinquantaine d'années (...) »
bigbrowser.blog.lemonde.fr, le 3 septembre 2014

Nucléaire : Areva annonce un nouveau report pour l'EPR finlandais
« Le groupe nucléaire Areva a annoncé dans la nuit de dimanche à lundi que le réacteur nucléaire de nouvelle génération EPR qu'il construit à Olkiluoto 3 (OL) en Finlande devrait pouvoir entrer en service en 2018, avec neuf ans de retard sur le calendrier initialement prévu.
La fin de construction de la centrale est désormais prévue à la mi-2016, permettant de débuter des essais à compter de cette période, puis la mise en service en 2018, a indiqué Areva, en précisant que le montant de la perte prévisible sur ce contrat restait inchangé, à 3,9 milliards d'euros (...) »
Les Echos, le 1er septembre 2014

Michel Onfray explose sur le nucléaire
[Présentation par Adéquations.] La découverte d'un texte déjà ancien écrit par Michel Onfray donne ici l'occasion à Stéphane Lhomme, responsable de l'Observatoire du nucléaire, de réfuter plusieurs arguments fréquemment employés en faveur de l'énergie nucléaire. Son article a le mérite de présenter

une synthèse argumentaire concise...
Par Stépahne Lhomme, *Blog Médiapart* (édition *Nucléaire : l'enjeu en vaut-il la chandelle pour l'humanité ?*, le 28 août 2014

Japon : risques de tsunamis pouvant atteindre 23 mètres de hauteur
« *Un puissant séisme en mer du Japon pourrait provoquer des tsunamis de 12 à 23 mètres de hauteur sur la côte Ouest, où se trouvent près de 30 réacteurs nucléaires.*
Un éventuel puissant séisme en mer du Japon pourrait générer en quelques minutes un gigantesque tsunami d'une hauteur atteignant par endroits jusqu'à 23 mètres, selon la première simulation réalisée pour le compte du gouvernement sur la côte ouest du Japon, où se trouvent 11 centrales nucléaires (...) »
Libération avec *AFP*, le 27 août 2014

Fukushima : la facture atteindrait 80 milliards d'euros
« *Selon une étude universitaire, le coût de l'accident de Fukushima pourrait être doublé par rapport aux estimations gouvernementales. Premier poste de dépense : l'indemnisation des habitants évacués.*
Rapportée par l'AFP, une étude universitaire japonaise calcule que le coût direct de l'accident nucléaire de Fukushima de mars 2011 sera deux fois plus élevé que ce que le gouvernement a prévu jusqu'alors. Il devrait dépasser les 11 000 milliards de yens (80 milliards d'euros), bien plus que les 5 800 milliards calculés jusqu'à maintenant par l'Etat Japonais.
Selon Kenichi Oshima, professeur d'économie environnementale à l'Université Ritsumeikan, les coûts se décomposent comme suit : 4 980 milliards de yens pour indemniser les populations évacuées - une somme qui pourrait doubler à terme -, 3 540 milliards pour les frais de décontamination et de gestion des déchets radioactifs, 2 168 milliards pour gérer le site de la centrale accidentée aux prises en particulier avec d'énormes quantités d'eau contaminée. Dans son addition, l'étude universitaire ne prend pas en compte la mise aux nouvelles normes de sûreté des réacteurs qui pourraient redémarrer, soit 2 200 milliards de yens (15 milliards d'euros).
Le coût en France
En 2013, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avait mené une étude pour estimer le coût d'un accident nucléaire en France. Dans un scénario médian, les experts calculent une somme de 760 milliards d'euros. L'IRSN s'est aussi penché sur le cas d'un accident extrême avec une série de facteurs aggravants (longues périodes d'embargos sur les exportations, prix du gaz élevés, conditions météorologiques aggravantes, impacts à long terme sur le tourisme….). Dans ce cas, on aboutit au chiffre effrayant de 5 800 milliards d'euros. »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 27 août 2014

Cancers de la thyroïde en augmentation constante à Fukushima
« *C'est officiel et repris par la presse japonaise aujourd'hui : nouveaux cancers de la thyroïde détectés dans le département de Fukushima, 104 cas recensés.*
Les jeunes qui avaient 18 ans ou moins au moment de l'explosion de la centrale de Fukushima et qui viennent de la partie du département proche de la centrale nucléaire (zones évacuées, dans l'est du département) ou qui vivent dans la ville de Fukushima, située à une 60aine de km de la centrale, atteignent maintenant le taux record de 35 cas de cancer de la thyroïde pour 100 000 habitants (dans le département voisin de Miyagi, le taux reste "normal", à 1,7 pour 100 000) (...) »
Par Janick Magne sur son blog *janickmagne.blog.lemonde.fr*, le 24 août 2014

Des poussières de combustible nucléaire de 2µm ont été trouvées à Ibaraki
« *Des micro-fragments de barres de combustible et d'enceinte de réacteur avec de l'uranium et du zirconium ont voyagé au moins jusqu'à Ibaraki, à 50 km du centre-ville de Tokyo après les explosions de*

2011.
Au cours du flash des premières nouvelles de la matinée du 9 août 2014, la NHK a déclaré que des morceaux de combustible nucléaires des barres de combustible, des morceaux des enceintes pressurisées du réacteur et de sa structure interne ont été projetés à au moins 130 km de la centrale nucléaire de Fukushima.
Il s'agit de particules de 2µm de diamètre. Leur aspect sphérique prouve qu'ils ont été fondus à haute température, puis refroidis très rapidement. Ces particules contiennent de l'uranium, du zirconium etc, qui sont des composants trouvés sous cette forme uniquement dans le combustible nucléaire et dans la structure intérieure des enceintes nucléaires. Elles ont été collectées entre le 14 et le 15 mars 2011 dans la commune de Tsukuba de la préfecture d'Ibaraki au cours d'une étude d'un groupe de l'Université des Sciences de Tokyo.
Pourquoi la chaîne de télévision « lâche »-t-elle cela maintenant ? C'est l'été, les vacances, les gens font beaucoup moins attention à l'accident de Fukushima ? »
Blog *Vivre après Fukushima*, le 22 août 2014

FESSENHEIM Une fissure dans la façade pronucléaire de la CGT
« La fédération Équipement et Environnement Alsace réclame un débat interne sur le nucléaire et la fermeture de la centrale haut-rhinoise.
Lors de sa visite à Fessenheim, puis en meeting à Mulhouse, le 12 juin dernier, le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, avait déclaré que « rien ne justifiait aujourd'hui la fermeture » de la centrale nucléaire haut-rhinoise, évoquant « un gâchis humain et économique », « une idiotie » qui pourrait amener la confédération au « rapport de force si nécessaire ». Des propos qui « décrédibilisent la CGT auprès de tous les salariés » et ont suscité « un vif émoi » au sein des cégétistes de la région, selon une lettre de la CGT Équipement et Environnement Alsace, adressée au « camarade secrétaire général » le 30 juin et récemment rendue publique par les réseaux antinucléaires. « Urgent de fermer »
Dans cette lettre, Geneviève Manka – secrétaire de cette coordination fédérale, qui regroupe des salariés de la Direction interdépartementale des Routes de l'Est (Dir-Est), de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) du Bas-Rhin et de la Direction départementale des Territoires du Bas-Rhin – met en doute la représentativité de la parole du leader de la CGT et réclame une consultation des militants sur le sujet. Elle considère pour sa part qu'il est « urgent de fermer la centrale de Fessenheim » et en énonce les raisons, reprenant très largement les arguments des écologistes (l'association Stop Fessenheim aurait d'ailleurs proposé une adhésion) : les difficultés croissantes d'approvisionnement en uranium, la gestion des déchets, la réévaluation du coût global de la filière, l'état des centrales, qui impose de lourds investissements, les risques sanitaires auxquels s'exposent les salariés du nucléaire et, plus spécifiquement pour Fessenheim, les risques sismique et d'inondation.
S'ajoutent, pour la CGT Équipement Alsace, la pression du « marché capitaliste » et les effets pervers du monopole dans le mode de production énergétique. Et de conclure que « la CGT doit regarder cette question de l'emploi dans les centrales nucléaires avec un regard de syndicalistes de lutte de classe, indépendant du raisonnement du monde capitaliste de course au profit maximum, elle doit revendiquer la mise en valeur du savoir-faire des salariés du nucléaire pour protéger les populations et fermer ces centrales dangereuses » (…) »
Par O. Br., *L'Alsace*, le 21 août 2014

Du plutonium de Fukushima retrouvé plus loin que prévu
« Les mesures réalisées par une équipe franco-japonaise sont rendues publiques et accessible via Internet. Les premières mesures de l'isotopie du plutonium dans les eaux suite à la catastrophe de Fukushima montrent un ratio 241Pu/239Pu plus élevé que le ratio induit par les tests nucléaires des années 1960. Autrement dit, du plutonium de Fukushima a bien contaminé les rivières et menace de contaminer l'océan (…) »
Par Audrey Loubens, journaliste scientifique, *Techniques-ingenieur.fr*, le 19 août 2014

Bombes nucléaires : les Îles Marshall défient les grandes puissances

« 69 ans après l'explosion de la bombe d'Hiroshima, les minuscules Îles Marshall accusent tous les pays possédant la bombe atomique de violer le droit international. Une plainte a été déposée auprès de la Cour internationale de justice de l'ONU, à la Haye.

C'est un peu l'équivalent de David contre Goliath dans le droit international. D'un côté, les Îles Marshall, 181 kilomètres carrés, 70000 habitants. De l'autre, les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du nord. Le 24 avril 2014, l'archipel du Pacifique a déposé une série de plaintes devant la Cour internationale de justice accusant tous ces pays de manquer à leurs obligations en matière de désarmement nucléaire.

Entre 1946 et 1958, les Etats-Unis ont testé 67 bombes nucléaires sur les Îles Marshall. En 1954, « Castle Bravo » explose sur l'atoll de Bikini. Avec 1000 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima, c'est l'arme la plus puissante jamais utilisée par les Etats-Unis. Son champ d'action trois fois supérieur aux prévisions contamine les atolls habités de Rongelap et Utirik. De nombreux habitants sont atteints par la maladie des radiations, tout comme des soldats américains et japonais dans la zone. Castle Bravo aboutira finalement à l'interdiction des tests atmosphériques, mais les tests sous-marins continueront à Bikini pour 4 ans encore. _ Pourtant, les îliens n'ont pas intenté cette action judiciaire pour obtenir des réparations. Les Îles Marshall, indépendantes depuis 1974, continuent de recevoir des compensations financières annuelles de la part des Etats-Unis. Insuffisantes pour couvrir l'ensemble des réparations dues aux habitants, ces subventions sont indispensables à l'économie de l'archipel. Malgré tout, les Marshalls entament cette action au nom du bien commun, sur un principe que leur avocate Laurie Ashton résume par "Si ce n'est pas nous, ce sera qui ? Si ce n'est pas maintenant, ce sera quand ?" (...)

Sur les neuf accusés, seuls trois (Grande-Bretagne, Inde et Pakistan) ont accepté de se soumettre de manière systématique à la juridiction de la Cour de la Haye. Si celle-ci estime la plainte recevable, les trois pays devront se présenter devant le tribunal pour défendre leur cas. _ Le simple fait d'obtenir une audience pourrait être un succès. En effet, il ne fait aucun doute que la plainte a avant tout une fonction symbolique. En plus d'attirer l'attention sur l'arrêt du désarmement nucléaire depuis la fin de la Guerre froide et le développement de nouvelles armes, cette action rappelle l'archipel à son passé marqué par la bombe. Les effets des tests nucléaires sur la santé des îliens ne sont toujours pas dissipés. »

Par Titouan Lemoine, *France TV Info*, le 19 août 2014

La CRIIRAD sonde un camping atomique en Bretagne !

« Depuis début juillet 2014, la CRIIRAD effectue des démarches pour obtenir la décontamination du camping du Parc de Guibel, situé à Piriac-sur-Mer, en Loire-Atlantique. Une partie des allées ont en effet été construites à l'aide des stériles radioactifs provenant d'une mine d'uranium située à proximité (mine de PEN AR RAN).

Le site avait été identifié comme présentant un niveau d'irradiation anormalement élevé lors de relevés héliportés effectués en septembre 2010 par AREVA. Il a fallu attendre octobre 2012, soit plus de 2 ans, pour que des vérifications soient effectuées au niveau du sol et encore un an, soit novembre 2013, pour qu'AREVA rédige un rapport d'intervention concluant à la nécessité d'intervenir (le seuil imposant la mise en œuvre de travaux de décontamination est en effet largement dépassé). Malgré ce constat, la saison estivale 2014 a commencé sans que rien n'ait changé sur le terrain (...) »

Par Patrig K, *Blog Médiapart* (édition *Nucléaire : l'enjeu en vaut-il la chandelle pour l'humanité ?* ; source : CRIIRAD), le 14 août 2014

[Nucléaire : les nuages s'amoncellent pour GDF Suez en Belgique

« Endommagé, le réacteur de Doel 4 ne sera pas disponible au plus tôt avant la fin de l'année. Débouté sur un recours fiscal, GDF Suez s'interroge sur la poursuite de l'exploitation nucléaire.

C'est une mauvaise nouvelle de plus pour Electrabel et son actionnaire GDF Suez : mis à l'arrêt le 5 août après une fuite d'huile, le réacteur Doel 4, l'une des sept tranches nucléaires belges, ne redémarrera pas avant le 31 décembre 2014, a indiqué le groupe belge jeudi. « Les premiers résultats disponibles indiquent des dégâts importants au niveau de la turbine haute pression », a précisé l'électricien, qui

espérait jusqu'ici un redémarrage au 15 septembre. Une enquête est par ailleurs en cours pour déterminer si l'incident -une « intervention manuelle volontaire sur une vanne de réservoir d'huile »- relève d'une malveillance. Il s'ajoute désormais à la mise à l'arrêt, depuis fin mars, des réacteurs Doel 3 et Tihange 2. Alors qu'ils avaient déjà été stoppés pendant un an entre juin 2012 et juin 2013 pour analyser des micro-fissures sur leur cuve, de nouveaux examens ont encore nécessité une suspension de l'exploitation. La reprise de celle-ci n'est pas envisagée avant l'automne.
Avec trois des sept réacteurs à l'arrêt, la sécurité d'approvisionnement pour le prochain hiver va être en haut de la pile de dossiers du gestionnaire du réseau d'électricité belge, Elia, à la rentrée. La Belgique a l'avantage d'avoir de grands voisins exportateurs d'électricité -la France et l'Allemagne- et le gouvernement a mis en œuvre un dispositif de réserve stratégique, mais il faudra voir si cela sera suffisant (...) »
Par Véronique Le Billon, *Les Echos*, le 14 août 2014

[Fukushima] Tepco abandonne le système de décontamination d'AREVA sur fond de crise des eaux contaminées
« *Tokyo Electric a pris la décision de cesser d'utiliser le système de décontamination d'AREVA qui utilise des produits chimiques pour éliminer les matières radioactives de l'eau, car il n'a pas atteint ses objectifs depuis qu'il a été installé. L'administrateur va déposer une demande auprès de l'Autorité de Régulation Nucléaire (NRA) pour abandonner le système.*
Le système de décontamination a été créé en Juin 2011, trois mois après le début de la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi. La conception était si compliquée qu'il a fallu un mois à 50 soudeurs pour faire fonctionner le système. Au cours des trois premiers mois, le système a traité 76 000 tonnes d'eaux contaminées, mais il a dû être régulièrement arrêté suite à une avalanche de problèmes.
Au cours des trois dernières années, le système n'a pas été utilisé et écarté de toute opération de décontamination. Pendant ce temps, TEPCO a exploité un nouveau système de traitement des quantités d'eaux contaminées accumulées dans la centrale sinistrée (...) »
Blog Médiapart (édition *Japon, un séisme mondial* ; source : *Nuclear News*), le 13 août 2014

Nucléaire : EDF suspend la production d'un quart de son parc britannique
« *La filiale d'EDF en Grande-Bretagne, EDF Energy, a annoncé ce lundi matin la mise à l'arrêt, pour une durée prévue de huit semaines, de quatre de ses quinze réacteurs nucléaires. La mesure fait suite à la confirmation d'une anomalie du support central d'une chaudière (« boiler spine ») de l'un de ses deux réacteurs nucléaires situé à Heysham, au centre-ouest de la Grande-Bretagne).*
La tranche nucléaire Heysham 1 avait été arrêtée début juin pour recharger le combustible de la centrale mais aussi pour rechercher les causes de l'anomalie, décelée dès novembre l'an dernier. Des tests de contrôle routiniers par ultrason avaient alors mis en évidence des résultats anormaux, qui donnaient lieu depuis plusieurs mois à des échanges avec le régulateur britannique, l'Office for nuclear regulation (ONR). Le régulateur avait toutefois autorisé EDF Energy à poursuivre l'exploitation de son réacteur, mais à une puissance et pour un temps limité en attendant des investigations plus approfondies (...) »
Par Véronique Le Billon, *Les Echos*, le 11 août 2014

À Fukushima, le pire reste à venir
« *Ces dernières semaines, l'opérateur de la centrale de Fukushima, TEPCO, a multiplié les déclarations, les rapports et les aveux. Des informations cruciales sur l'état des réacteurs nous parviennent donc éparses, au gré des déclarations contrites et souvent contraintes de TEPCO. Des informations qui, analysées ensemble, nous laissent entrevoir d'une part l'état dramatique de la centrale et l'ampleur de la catastrophe nucléaire en cours, et d'autre part la stratégie mise en œuvre par TEPCO* »
Par Greenpeace, le 11 août 2014

Fukushima : L'opérateur de la centrale veut rejeter l'eau décontaminée dans l'océan

« NUCLEAIRE - La centrale, accidentée il y a trois ans, peine à gérer les quantités énormes d'eau qui affluent dans ses sous-sols…

L'opérateur de la centrale de Fukushima, Tepco, a indiqué jeudi préparer un nouveau plan consistant à pomper de l'eau souterraine radioactive près des bâtiments des réacteurs et à la décontaminer avant de la rejeter dans l'océan Pacifique.

Il s'agit d'une initiative complémentaire pour tenter de réduire autant que faire se peut les quantités énormes qui affluent continuellement dans les sous-sols des installations. Depuis le printemps, Tokyo Electric Power (Tepco) pompe de l'eau souterraine en amont des bâtiments, du côté de la montagne, avant qu'elle ne soit contaminée, pour limiter la quantité nouvellement souillée chaque jour. Cette eau, une fois contrôlée, est rejetée dans l'océan voisin.

Les pêcheurs de Fukushima avaient certes donné leur assentiment pour ces opérations de pompage et rejet en mer, mais ils ont mis un an avant d'accepter. Ils risquent de se montrer encore plus réticents à l'égard du nouveau plan qui consiste cette fois à pomper de l'eau déjà contaminée via 42 puits plus près encore des réacteurs, puis à l'assainir du mieux possible (…)

Quelque 400 tonnes d'eau souterraine entrent chaque jour dans les bâtiments du site atomique, augmentant ainsi la quantité d'eau souillée au contact des équipements, eau qu'il faut ensuite récupérer et assainir. Une tâche d'autant plus insurmontable que s'y ajoutent les eaux de refroidissement des réacteurs qui fuient. Pour le moment, Tepco récupère une partie de l'eau et la traite au fur et à mesure, mais ne la rejette pas dans l'océan. Bilan, plus de 1.000 gigantesques réservoirs pleins et pas toujours fiables sont disséminés sur le site, un nombre qui continue de croître au rythme de plusieurs dizaines par mois, ce qui est encore insuffisant. »

Par N.B. avec *AFP*, *20 Minutes*, le 7 août 2014

Corinne Lepage : « Il faut donner à l'État les moyens de s'imposer face au nucléaire »

« La loi sur la transition énergétique était annoncée comme l'une des plus importantes du quinquennat. Ségolène Royal l'a présentée mercredi en Conseil des ministres. Corinne Lepage a occupé le poste de ministre de l'Environnement dans le gouvernement Juppé (1995-97). L'avocate spécialiste de l'environnement nous livre sa réaction à ce nouveau texte.

Loi de transition énergétique

"Les objectifs sont compatibles avec les objectifs communautaires. C'est déjà bien. Le texte n'est pas une usine à gaz, comme la loi Grenelle, mais un texte de mesures concrètes. Que ce soit les bornes électriques, les dispositions fiscales ou les mesures sur le bâtiment, cela va dans la bonne direction.

Les objectifs sont relativement ambitieux, avec un certain nombre de moyens. Les 10 milliards d'euros injectés sous différentes formes (crédits d'impôts, prêts…) sont importants. Il faut doper le secteur. J'ai abandonné l'idée de prévoir un nombre d'emplois à la clé. Mais ce qui est sûr, c'est que le BTP est très riche d'emplois. Si nous arrivons à développer enfin la biomasse, le solaire, l'éolien, nous créerons de l'activité économique."

Le nucléaire

"Je suis beaucoup plus dubitative sur la capacité d'atteindre les objectifs en termes de réduction de la part de nucléaire. Je ne crois pas une seconde à la bonne volonté d'EDF de fermer des centrales nucléaires et l'État ne se donne pas les moyens de l'imposer. Certes, il y a un plafonnement du nombre de kW/h et un contrat de gouvernement qui pourra s'opposer à des investissements, mais je sais ce qu'est le corps des Mines et ce n'est pas demain matin qu'EDF se fera hara-kiri. Il est normal juridiquement que Fessenheim ne soit pas dans la loi. Mais il manque surtout un changement de paradigmes.

Nous sommes toujours à 13 % de renouvelables dans le mix énergétique, contre 24 % pour l'Allemagne. Il faut arriver à créer la dynamique inverse. Pour cela, il faut donner beaucoup de moyens au renouvelable mais aussi donner à l'État les moyens de s'imposer face au nucléaire. La loi n'est pas assez forte là-dessus. Le fait que Mme Royal n'ait pas pu l'obtenir est de mauvais aloi. S'il y avait une vraie volonté de réduire de 25 %, on aurait mis les moyens dans la loi. Dans ce texte, il n'y ni contraintes, ni moyens, ni sanctions.

" (…) »

Par Matthieu Verrier, *La Voix du Nord*, le 3 août 2014

Luc Oursel - Corinne Lepage : le nucléaire a-t-il encore un avenir ?

« Pour Luc Oursel, patron d'Areva, l'atome a toute sa place dans le "mix" énergétique futur, aux côtés du gaz de schiste et des énergies renouvelables. Pas d'accord, répond la présidente de Cap21, Corinne Lepage, qui dénonce une filière vieillissante et de plus en plus coûteuse (...) »

Propos recueillis par Béatrice Mathieu, *L'Expansion*, le 2 août 2014

Areva abaisse ses objectifs, le titre plonge de près de 20 %

« Le groupe nucléaire français a abaissé vendredi ses perspectives pour 2014 après un premier semestre dans le rouge. En dépit d'un environnement difficile, il signe le deuxième plus gros contrat de son histoire. Le cours d'Areva figurait vendredi matin parmi les plus fortes baisses à la Bourse de Paris, avec un plongeon de près de 20 % du cours de Bourse. Les marchés sanctionne la révision à la baisse des objectif du groupe. Pour cette année, les dirigeants prévoient désormais une baisse organique de ses ventes de 10 % (contre -2 % à -5 % auparavant), ainsi qu'une marge d'excédent brut d'exploitation d'environ 7 % du chiffre d'affaires (contre environ 11 % précédemment).

Trois ans après la catastrophe de Fukushima, l'environnement reste très difficile pour Areva, le groupe français leader mondial du nucléaire. Les résultats semestriels publiés ce vendredi traduisent les difficultés rencontrées par l'entreprise, qui note toutefois certains motifs d'encouragement capables de consolider sa trajectoire. Le contrat sur le traitement et le recyclage des combustibles utilisés dans les centrales d'EDF s'inscrit dans ce cadre : après plusieurs mois de discussions serrées, les deux entreprises ont enfin trouvé un accord sur la période 2013-2020, soit un allongement de la durée de cinq à huit ans (...) »

Par Frédéric de Monicault, *Le Figaro*, le 1er août 2014

La Suisse moins stricte que la France avec ses vieilles centrales

« Le World Nuclear Industry Status Report 2014 vient d'être publié à Washington. Il permet de faire le point sur l'état des centrales encore en activité dans le monde et ne rate pas la Suisse, dont les centrales sont parmi les plus anciennes.

La moyenne d'âge de son parc s'élève à 39,2 ans, soit « la plus vieille dans le monde ». Et selon Dieter Majer, ancien directeur du contrôle des installations nucléaire en Allemagne, Mühleberg et Beznau -qui font partie des plus anciennes centrales encore en activité sur la planète- « devraient être fermées immédiatement ».

Un avis que ne partage évidemment pas l'inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) pour qui les installations nucléaires dans le pays sont sûres. Elle a déjà réfuté les points critiques et rappelle que selon le test de résistance mené par la Commission européenne, les centrales nucléaires suisses s'en sortent bien en comparaison européenne.

Des mesures plus strictes ?

Le vieillissement des centrales fait l'objet d'approches différentes selon les pays mais la France est citée en exemple. Les centrales y sont mises à jour -même si la définition de ce terme fait débat- et les licences d'exploitation n'y sont accordées que pour dix ans. Si un défaut est détecté sur un site, toutes les autres installations de même type doivent être vérifiées. Une pratique permise par le fait que le parc français comporte peu de modèles différents.

La Fondation Suisse de l'énergie (SES) salue ces mesures. « La Suisse n'a pas ces règles, elle n'a même rien », déplore son experte Sabine von Stockar dans le Tages-Anzeiger.

Un sujet pour le Parlement en hiver

Le rapport américain ne donne aucune recommandation mais selon son auteur Mycle Schneider, il faut absolument adapter les centrales aux normes techniques actuelles. Mais ce n'est malheureusement pas possible pour des raisons de construction dans de nombreux sites, ajoute le coordinateur du projet. « Les politiques doivent donc en tirer les conséquences. » (...) »

Par Pascal Schmuck, *La Tribune de Genève*, le 30 juillet 2014

L'énergie nucléaire est en déclin rapide sur la planète

« En 2011, l'année de la catastrophe de Fukushima, le nucléaire assurait 11,7 % de la production mondiale d'électricité.
On lit parfois ici où là que, malgré la catastrophe de Fukushima, l'industrie nucléaire repart du bon pied et se développe sur la planète. Cette allégations ne résistent pas à la consultation des données les plus officielles, comme par exemple la parution annuelle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) : Key World Energy Statistics.
Le rapport le plus récent disponible est celui de 2013. Il est à noter que les chiffres sont ceux de 2011 car l'AIE met deux ans pour recueillir toutes les données précises, pays par pays. Or, c'est en mars 2011 qu'a débuté la catastrophe de Fukushima : depuis, les 54 réacteurs du Japon sont arrêtés, puis l'Allemagne a fermé 8 réacteurs, les USA 5 réacteurs, etc.
Donc, aujourd'hui, la part du nucléaire est encore plus basse que ce que l'on peut voir dans ce document mais, d'ores et déjà, en page n°24, on constate que le nucléaire ne produisait en 2011 plus que 11,7% de l'électricité mondiale, les renouvelables étant déjà à plus de 20% (15,8% + 4,5%).
Depuis, la part du nucléaire est passée sous les 10% car la production nucléaire mondiale a chuté et, dans le même temps, toutes les autres énergie ont progressé : les renouvelables bien sûr, mais aussi le trio pétrole-gaz-charbon.
On peut certes le déplorer (pour ce trio) mais c'est l'implacable réalité : si toutes les autres énergies progressent sauf le nucléaire, c'est tout simplement parce que ce dernier est TROP CHER, contrairement à ce que les autorités françaises (politiques et industrielles) prétendent. Les multinationales de l'énergie n'ont que faire des risques sanitaires et environnementaux : si elles se détournent du nucléaire, c'est uniquement pour des raisons de business, et leur verdict est sans pitié pour l'atome (...) »
Par Stéphane Lhomme, *Economie Matin*, le samedi 26 juillet 2014

Fukushima : un chantier qui n'en finira pas

« L'opérateur de la centrale, Tepco, continue a être noyé sous des flots d'eau contaminée, et ce n'est pas prêt de s'arrêter. Dernier en date de ses avanies, il a admis qu'en dépit de son pompage intensif des sous-sols des réacteurs, le niveau de cette eau n'y baissait que très peu. La cause en est qu'à l'eau de refroidissement s'ajoute en s'y mélangeant celle de pluies diluviennes qui s'écoulent des reliefs avoisinants, dont la quantité est estimée à 400 tonnes par jour.
Les techniques de glaciation du sol, sur lesquelles il est beaucoup escompté afin de constituer un barrage d'un périmètre d'un kilomètre et demi autour de la centrale et d'empêcher ainsi ce phénomène, ne fonctionnent pas pour solidifier l'eau contaminée de tranchées qui en font partie et permettent à l'eau contaminée de s'écouler vers la mer. La construction du mur de glace annoncé ne répond pas à toutes ses attentes. C'est également le cas des trois lignes d'installations de décontamination de l'eau (ALPS) qui ne fonctionnent que par intermittence alors qu'elles sont présentées comme le moyen-clé de régler le problème de l'eau contaminée.
Enfin, Tepco a reconnu que sur le millier de citernes stockant l'eau contaminée, plus d'un quart d'entre elles sont des modèles à plaques boulonnées – dont certaines ont déjà fui – parmi lesquelles toutes ne sont pas de première main…
Quand ce n'est pas l'eau, ce sont les poussières qui posent problème sur ce chantier infernal. Les faits remontent à près d'un an et n'ont été révélés par Tepco qu'à la mi-juillet. Ils sont consécutifs à des travaux de déblayage des amas de ferraille surplombant le réacteur n°3, où était intervenue une très forte explosion d'hydrogène. De la poussière radioactive a été massivement dispersée et a contaminé au césium radioactif des rizières situées à 20 km de la centrale, selon le ministère de l'agriculture qui n'en avait pas fait était publiquement.
Le silence le plus épais s'est installé sur les trois coriums, l'eau et les poussières radioactives n'étant que des préliminaires »
Par François Leclerc dans un "billet invité" du blog de Paul Jorion, le 25 juillet 2014

USA : les installations nucléaires pas assez préparées en cas de désastre naturel

« Washington - Les installations nucléaires américaines doivent mieux se préparer à faire face à d'éventuelles catastrophes naturelles comme des tremblements de terre, des tsunamis ou des inondations, révèle un rapport rendu public jeudi.
Intitulé Leçons de l'accident nucléaire de Fukushima pour améliorer la sécurité des centrales américaines, ce rapport avait été commandé dans la foulée de la catastrophe nippone de mars 2011.
L'approche pour la réglementation et la sécurité des installations nucléaires aux Etats-Unis est clairement inadaptée pour empêcher des accidents où le coeur d'un réacteur fondrait, et pour en atténuer les conséquences, note le rapport.
Même si un certain nombre de changements a déjà été effectué dans les centrales américaines à la suite de la catastrophe de Fukushima, les règles actuelles de sécurité sont basées sur la certitude que les installations nucléaires pourraient faire face à des problèmes d'équipements, des pannes, des coupures de courant ou d'autres dysfonctionnements.
Mais l'histoire a montré que les plus gros accidents nucléaires, Fukushima Daiichi, Three Mile Island ou Tchernobyl, ont tous eu pour origine des événements imprévus, dit le rapport (...)
Les Etats-Unis comptent cent réacteurs nucléaires, dont la sécurité est supervisée par la Commission de régulation nucléaire. »
RomandieNews avec *AFP*, le 24 juillet 2014

Fukushima : Tepco réclame 3,75 milliards d'euros supplémentaires à l'État
« C'est la septième fois en tout que Tepco solicite une avance de fonds depuis le début de la crise de Fukushima, sans compter l'argent injecté directement dans son capital par l'État nippon qui est devenu son premier actionnaire (...) »
La Tribune, le 23 juillet 2014

Nucléaire : le collège de l'ASN a interrogé Luc Oursel sur les problèmes de sûreté rencontrés par Areva
« (...) *Le collège de l'ASN a auditionné Luc Oursel. Au menu, les principaux problèmes de sûreté rencontrés par Areva, et notamment la reprise des déchets de La Hague et le site de Romans-sur-Isère.*
"*Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a auditionné, le 19 juin 2014, Luc Oursel, président du directoire d'Areva en présence de Philippe Knoche, directeur général délégué du groupe*", *rapporte un mois après, le 17 juillet, l'Autorité. A cette occasion, les cinq commissaires du collège de l'ASN ont* "*demandé à Areva de présenter la politique de sûreté du groupe, notamment dans ses aspects liés au management de la sûreté*".
Au menu des discussions figurait la plupart des problèmes auxquels Areva doit faire face en matière de sûreté nucléaire : reprise et conditionnement de déchets anciens, réglementation et mise en œuvre des évaluations complémentaires de sûreté.
Des progrès à réaliser pour la reprise des déchets de La Hague
S'agissant des déchets radioactifs anciens, "*le collège de l'ASN a rappelé au président du directoire d'Areva l'importance des enjeux de sûreté qui s'attachent à la reprise et au conditionnement dans les meilleurs délais possibles des déchets anciens de La Hague*".
Pour rappel, l'ASN avait mis en demeure Areva de prendre des mesures contre le risque de fuite du silo 130 de déchets nucléaires. Ce silo, prévu pour un entreposage à sec, a été rempli d'eau après un incendie qui s'y est déclaré en 1981. Auditionné en avril sur le bilan 2013 de la sûreté nucléaire par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), Pierre-Franck Chevet, président de l'ASN, avait considéré que ce sujet était l'un des deux problèmes marquants de l'année écoulée.
Les solutions proposées par Areva ne sont toujours pas satisfaisantes puisque le collège de l'ASN "*considère que des progrès sont nécessaires dans ce domaine, afin de mieux hiérarchiser les projets de reprise des déchets anciens au regard des enjeux de sûreté des entreposages*" (...) »
Par Philippe Collet, *Actu Environnement*, le 21 juillet 2014

François Hollande au Niger : Série d'interpellations de plusieurs acteurs de la société civile

« *Les éléments de la police judiciaire de Niamey ont procédé, très tôt ce vendredi matin, à l'interpellation de plusieurs acteurs de la société civile nigérienne. Selon les informations dont nous disposons Nouhou Arzika, président du Mouvement pour la Promotion de la Citoyenneté Responsable (MPCR) et Ali Idrissa, coordonnateur national du Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB) et directeur du Groupe de presse Labari, ont été interpellés aux environs de 4h à leur domicile par des éléments de la police judiciaire.*

Même si, à l'heure actuelle aucun motif n'a été évoqué pour justifier ces interpellations, il va sans dire qu'elle est en rapport avec la sortie médiatique d'un collectif d'organisations de la société civile nigérienne à quelques heures de l'escale du président français au Niger. Les deux acteurs de la société civile sont, en effet, membres du Collectif des organisations de la société civile « SAUVONS LE NIGER » qui a vu le jour au plus fort des négociations entre le Niger et AREVA afin de contraindre la multinationale française au respect des textes miniers en vigueur au Niger.

Les deux responsables ont d'ailleurs participé la veille, à la publication d'une déclaration de presse qui intervient à l'occasion de la visite du président français François Hollande au Niger. Dans cette dernière au contenu assez virulent, les organisations membres du Collectif ont entre autres exigé le départ des forces françaises du Niger et de tout l'espace sahélo-saharien, le respect strict des lois du Niger par AREVA et la France dans les négociations sur le renouvellement des conventions de SOMAIR et de COMINAK ainsi que la mise en œuvre de la convention IMOURAREN (…) »

Actu Niger, le 18 juillet 2014

Le Japon fait un pas vers le retour au nucléaire

« (…) *L'autorité japonaise de régulation nucléaire a jugé mercredi que deux réacteurs du sud-ouest du Japon remplissaient les critères de sûreté, une étape technique cruciale qui ouvre à la voie à un redémarrage dans les prochains mois. Réunis le matin, les membres de l'autorité ont approuvé un rapport de près de 420 pages selon lequel les dispositions techniques prises par la compagnie Kyushu Electric Power pour les tranches Sendai 1 et 2 étaient techniquement compatibles avec de nouvelles normes de sûreté.*

C'est la première fois depuis la catastrophe atomique de Fukushima qu'est donné un tel avis de conformité, alors que l'intégralité du parc de 48 réacteurs du Japon est arrêté. Cette approbation doit cependant encore être définitivement validée après un appel à commentaires publics d'une durée de 30 jours. La certification définitive de sûreté de la part de l'autorité indépendante mise en place après le désastre du 11 mars 2011 est requise pour permettre une relance de tout réacteur de l'archipel, quel qu'il soit.

Si tout va bien, la validation technique définitive de Sendai 1 et 2 est attendue pour le mois d'août. L'autorité se borne toutefois à dire que les installations sont sûres. Il revient ensuite aux dirigeants politiques locaux et nationaux de décider du redémarrage (…) »

Le Figaro avec *AFP*, le 16 juillet 2014

Des voitures irradiées à Fukushima découvertes en Asie Centrale

« *Trois ans après la catastrophe de Fukushima au Japon, on trouve aujourd'hui beaucoup d'autos irradiées en circulation en Asie Centrale. Après des cas repérés en Russie, les autorités du Kyrgyzstan annoncent avoir mis en quarantaine 70 autos radioactives en attendant de savoir qu'en faire.*

Depuis 3 ans, depuis la catastrophe de Fukushima, les réseaux de ventes parallèles se sont emparés des stocks d'une partie des autos irradiées au Japon lors de l'explosion de la centrale nucléaire pour les vendre en Asie Centrale. Pour ces gens-là, la grande qualité de la radioactivité est d'être totalement invisible, ce qui permet d'écouler de gros stocks de véhicules vendus à des prix attractifs. Et c'est ce qui rend aussi leur identification extrêmement difficile (…) »

Par Patrick Garcia, *Caradisiac.com*, le 11 juillet 2014

Déchets radioactifs : l'IFSN suit l'incident dans le dépôt final américain

« (...) *Le 14 février 2014, un incident est survenu dans le dépôt en profondeur américain « Waste Isolation Pilot Plant ». Situé près de Carlsbad dans le Nouveau Mexique, l'incident a conduit à un rejet dans l'environnement d'américium et de plutonium depuis un ou plusieurs conteneurs de déchets.*

Le dépôt WIPP est un dépôt en couches géologiques profondes pour déchets radioactifs. Il a été aménagé dans une formation géologique de sel épaisse d'environ 600 mètres. Le dépôt est en service depuis 1999 (...) »

Site de l'IFSN (Inspection fédérale de la sûreté nucléaire, en Suisse), le 4 juillet 2014

Energie : des députés sonnent l'alarme sur le vrai coût du nucléaire

« *Le rapport de la Commission parlementaire remis ce mardi pointe l'incertitude qui règne quant au chiffrage du devenir de la filière.*

En plein flottement sur le calendrier de la loi sur la transition énergétique, la commission d'enquête parlementaire sur le coût du nucléaire remet ses conclusions au président de l'Assemblée, Claude Bartolone, mardi 10 juin. Présidée par le socialiste François Brottes, avec pour rapporteur l'écologiste Denis Baupin, la commission présente son travail comme "un exercice de clarification" autour de la promesse électorale de François Hollande de réduire de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production électrique française d'ici 2025. Mais c'est une impression d'opacité extrême qui en ressort, tant le rapport pointe les difficultés à accéder à données chiffrées fiables.

Intertitres de l'article :

- *Le prix de l'électricité a vocation à s'envoler*
- *Le prolongement des centrales coûte cher*
- *Un développement du nucléaire coûte cher*

Dérive du budget, calendrier flottant... La Commission parlementaire s'inquiète enfin de l'impossibilité actuelle de chiffrer le coût du kwh produit par le premier réacteur de 3e génération à Flamanville : "EDF a indiqué oeuvrer à une optimisation de l'EPR (...) mais les coûts en restent inconnus".

Pamphlet anti-nucléaire pour l'opposition et une partie de la gauche - le député Patrice Carvalho du groupe GDR parle d'un texte "instrumentalisé pour justifier une idéologie partisane" - , le rapport de la Commission parlementaire relève pourtant une certitude : La France est entrée dans une période d'augmentation durable des coûts de l'énergie en général, de l'électricité en particulier."

Il demande donc au "politique" de "se saisir de la question des coûts et, plus largement, de la stratégie industrielle des grands acteurs de l'électricité". (...) »

Par *Le Nouvel Observateur*, le 10 mai 2014

L'Eglise catholique réitère au gouvernement [japonais] son appel à sortir du nucléaire

« *Ce 6 juin, le pape François a reçu le Premier ministre japonais Abe Shinzo pour une visite qui témoigne des bonnes relations qu'entretiennent le Saint-Siège et le Japon. La veille cependant, l'évêque de Niigata, Mgr Kikuchi Isao, avait rappelé dans un entretien avec le site d'information spécialisé sur le Saint-Siège et l'Eglise, Vatican Insider, que l'Eglise du Japon était résolument opposée au projet gouvernemental de remise en marche du parc des réacteurs nucléaires japonais. « Nous demandons au Premier ministre Abe de renoncer à l'énergie nucléaire », avait-il déclaré.*

Dans un pays où les catholiques ne représentent guère plus de 0,5 % de la population, les évêques japonais n'ont jamais hésité à prendre position sur différents sujets d'intérêt général. Après la catastrophe de Fukushima de mars 2011, ils avaient, à l'issue de leur assemblée plénière de novembre 2011, rendu public un document intitulé : « Mettre fin à l'énergie nucléaire aujourd'hui ».

Cet appel s'inscrivait à la suite de la parution d'un document de 2001 où l'on pouvait lire la préconisation suivante : « Pour éviter une tragédie, nous devons développer des moyens alternatifs sûrs de produire de l'énergie. » Et, avant cela, en 1999, la Commission 'Justice et Paix' de l'épiscopat se prononçait pour un abandon du nucléaire comme moyen de produire de l'électricité (...) »

EDA, Eglise d'Asie - Agence d'information des Missions étrangères de Paris, le 6 juin 2014

Nucléaire : une énergie appelée à se renchérir

« La Cour des comptes publie, aujourd'hui 27 mai, son second rapport sur le coût de l'énergie nucléaire [voir le communiqué de présentation ; télécharger le rapport complet.] Le montant de la facture augmente, continuera de croître. Malgré bien des incertitudes.

Pour la seconde fois, en deux ans, la Cour des comptes s'est penchée sur les coûts de la filière nucléaire. En janvier 2012, l'équipe dirigée par Michèle Pappalardo avait estimé entre 33,4 et 49,5 euros le coût du mégawattheure nucléaire tricolore. Un montant appelé à fortement progresser du fait des travaux de maintenance nécessités par l'amélioration de la sûreté et de la gestion des déchets.

A la demande de l'Assemblée nationale, qui enquête elle aussi sur les coûts de la filière, les magistrats de la rue Cambon se sont remis à l'ouvrage. Et ont rendu publiques, ce matin, les conclusions de leur nouveau rapport. Conformément à la commande passée par les députés, celui-ci tente de répondre à deux questions non négligeables, à l'heure où le gouvernement achève la rédaction du projet de loi sur la transition énergétique : quelle sera l'évolution des coûts liés à la mise à niveau des centrales et à la gestion des déchets nucléaires ?

Le coût du MWh a bondi de 20,6%

Pesant ses 220 pages, le rapport est d'une grande richesse. Avec une première difficulté pour un gouvernement qui veut stabiliser les tarifs régulés d'électricité : les coûts de production de l'électricité nucléaire ont progressé. Entre 2010 et 2013, le coût du MWh est passé de 49,6 à 59,8 €, soit une augmentation de 20,6%. Cette inflation a de nombreuses causes (...) »

Par Valéry Laramée de Tannenberg, *Le Journal de l'environnement*, le 27 mai 2014

Le nucléaire au coeur des négociations entre le gouvernement et les repreneurs d'Alstom

« Arnaud Montebourg rencontre ce vendredi le patron de la division thermique de GE.

La conversation promet d'être intéressante : au lendemain de la publication d'un décret censé renforcer son pouvoir de négociation, le ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, reçoit, aujourd'hui à Bercy, le patron de la division « power & water » de GE, Steve Bolze. Fort de son texte, le gouvernement espère notamment forcer le groupe américain à préciser ses engagements sur le volet nucléaire et s'assurer qu'en dépit d'un changement de nationalité de ces activités, la France conservera sa « souveraineté technologique ».

Les craintes du gouvernement sont doubles : Alstom ayant équipé les 58 tranches nucléaires pour leur « îlot conventionnel » (la turbine à vapeur, son alternateur et les différents équipements qui produisent de l'électricité à partir de la vapeur générée par la réaction nucléaire), l'exécutif veut s'assurer d'une continuité de service. Dans la pratique, Alstom est encore majoritaire dans les contrats de maintenance avec EDF, mais l'énergéticien a ouvert ce marché à Siemens il y a six ans.

Plus important, le gouvernement veut s'assurer d'une garantie de fourniture pour les EPR que la France ambitionne de vendre à l'export, sans que les Etats-Unis puissent un jour, pour une raison diplomatique, bloquer un dossier (...) »

Par Veronique Le Billon, *Les Echos*, le 16 mai 2014

Nucléaire - Espionnage de Stéphane Lhomme par EDF et les RG : l'affaire "oubliée" par la justice

« Ce vendredi 16 mai s'ouvre à Paris le procès de l'affaire d'espionnage de Mme Lauvergeon, qui court depuis 2011 et met en cause Areva et son ancienne Présidente. Bien que ces derniers aient décidé de retirer subitement leurs plaintes respectives, la Justice a tout de même décidé d'enquêter et de faire la lumière sur cette mystérieuse affaire dans laquelle trempe un étrange "enquêteur" suisse.

Stéphane Lhomme n'a pas cette chance : depuis 2009, malgré une plainte avec constitution de partie civile, des enquêtes édifiantes menées par divers médias, des pièce accablantes, de quasi aveux de la part d'EDF (*), il attend encore que la justice veuille bien faire son travail. Après ceux de Nanterre, Paris et Lyon, c'est le Parquet de Bordeaux qui a finalement hérité du dossier en 2010 et l'a semble-t-il placé tout en dessous de la pile !

Flash-back. Le 8 avril 2009, le Canard enchaîné publie deux articles (**) qui révèlent comment et pourquoi

EDF et les Renseignements généraux (RG) ont mis en place une système de surveillance et d'espionnage de Stéphane Lhomme, alors porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire.
On apprend en particulier qu'une société suisse (décidément !), nommée Sécurewyse, a été mandatée par EDF pour surveiller sur le plan informatique le militant antinucléaire. Le JDD titre "Lhomme à abattre" (***) et Le Point, dans un grand article du 23 avril 2009 titré "EDF, le pirate et les officines" (****), révèle comment la boite e-mail de Stéphane Lhomme a été espionnée par EDF "grâce à une complicité chez Wanadoo".
Mais le Point révèle aussi que les espions mandatés par EDF ont placé une "taupe" au Réseau Sortir du nucléaire qui, comme par hasard, plonge quelques temps plus tard dans une mystérieuse crise interne, jamais expliquée, au terme de laquelle Stéphane Lhomme est évincé. Mission accomplie (...) »
Communiqué de l'Observatoire du nucléaire, *Medipart*, le 16 mai 2014

Le cimetière des déchets nucléaires sera testé en 2025
« Assouplir le calendrier… pour mieux continuer. Telle est, en substance, la décision de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), maître d'ouvrage du projet de Centre industriel de stockage géologique (Cigéo). La demande d'autorisation de création de ce « cimetière nucléaire », initialement prévue en 2015, ne sera finalisée qu'en 2017. Et son exploitation, à partir de 2025, commencera par une « phase industrielle pilote » de cinq à dix ans. Une façon de donner du temps au temps, donc, mais sans dévier de cap, en dépit de l'opposition persistante des riverains et des anti-nucléaires qui dénoncent « un nouvel enfumage ».
Le projet Cigéo vise à enterrer dans le sous-sol de la commune de Bure, entre la Meuse et la Haute-Marne, les 80 000 m3 de résidus à haute activité et à vie longue générés par le parc nucléaire français. Ces produits, issus du retraitement des combustibles usés, ne représentent que 3 % du volume total des déchets nucléaires, mais ils concentrent plus de 99 % de leur radioactivité et ils ne deviendront inoffensifs qu'au bout de centaines de milliers, voire, pour certains, de millions d'années. Un réseau de 15 km2 de galeries doit être creusé dans une couche d'argilite, à 500 mètres de profondeur, pour abriter quelque 240 000 colis radioactifs (...) »
Par Pierre Le Hir, *Le Monde*, le 6 mai 2014

Nucléaire : EDF conditionne 55 milliards d'investissement à la prolongation des centrales
« Le déploiement du "grand carénage" d'EDF, un vaste programme d'investissements de l'énergéticien dans ses centrales nucléaires, dépendra de la prolongation de la durée de vie des réacteurs jusqu'à 50 ans, a indiqué mardi son PDG, Henri Proglio.
"Il est légitime d'imaginer que la décision définitive du grand carénage ne sera prise que si on a le sentiment que la durée de vie peut aller jusqu'à 50 ans", a déclaré Henri Proglio lors d'une audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les coûts de la filière nucléaire. "Ce n'est pas une décision binaire", a-t-il ajouté, précisant que si certains des projets d'investissement prévus dans le cadre de ce plan "ont déjà commencé", "la majorité reste à venir".
La durée de vie des centrales nucléaires a été initialement fixée à 40 ans lors de leur conception, mais EDF plaide pour un allongement de leur durée d'exploitation.
Un investissement de 55 milliards d'euros
Le plan "grand carénage" d'EDF prévoit de mener pour 55 milliards d'euros de travaux de maintenance et de modernisation des 58 réacteurs nucléaires français qu'il exploite, à l'horizon 2025 (...) »
Les Echos avec *AFP*, le 6 mai 2014

Centrales nucléaires : plus longue la vie
« Pour prolonger au-delà des 40 ans l'utilisation de ses installations EDF veut procéder à un « grand carénage », gigantesque chantier de rajeunissement et de mise aux normes de sécurité imposées après la catastrophe de Fukushima. Estimés à 55 milliards d'euros, les travaux mobilisent déjà toute la filière. Les

cinq défis à relever. Une enquête Enjeux Les Echos, Mai 2014 (...) »
Par Florence Bauchard, *Les Echos*, 29 avril 2014

Enquête : ce mal étrange qui ronge les anciens d'Albion
« Selon notre enquête, des dizaines de vétérans du site de lancement de missiles nucléaires du plateau d'Albion souffrent de cancer. L'armée dément toute responsabilité.
C'est un mal insidieux qui les ronge. Un mal dont les prémices remontent entre 1971 et 1996, aux confins de la Drôme et du Vaucluse, et qui pourrait toucher, selon notre enquête, plusieurs dizaines de militaires. Tous souffrent de formes rares de cancer. Ils ont en commun d'avoir été en poste au plateau d'Albion, 800 ha non loin du mont Ventoux, où 18 zones de lancement ultrasecrètes accueillaient les missiles nucléaires SSBS alors pointés vers le bloc de l'Est.
Parmi ces cas que nous avons pu identifier, deux font désormais l'objet d'une procédure en justice. Une démarche longue et incertaine. Depuis 2003, Leny Paris, ancien commando de l'air, se bat, sans succès, afin de faire reconnaître que la nécrose des os dont il souffre est la conséquence d'une irradiation sur le plateau, où il a passé un an à veiller sur les têtes nucléaires (...) »
Le Parisien, le 21 avril 2014

- Voir aussi le témoignage d'un ancien militaire sur le site du *Nouvel Observateur*, le 22 avril 2014 : *Site nucléaire d'Albion : j'y ai travaillé. À 42 ans je suis aussi fragile qu'un vieillard*

Japon : L'eau contaminée n'en finit pas d'empoisonner Fukushima
« Le responsable de la centrale accidentée reconnaît que la qualité des installations a été négligée…
L'eau contaminée, un problème loin d'être réglé. « C'est embarrassant de l'admettre, mais il y a certaines parties du site sur lesquelles nous n'avons pas un contrôle total », avouait la semaine dernière le responsable de la centrale de Fukushima Daiichi, Akira Ono.
Il faisait allusion à l'incident du dimanche 13 avril, lorsque quatre pompes, qui n'auraient pas dû être en service, avaient répandu plus de 200 tonnes d'eau hautement contaminée dans la centrale, selon l'opérateur Tepco. Cette eau à très forte teneur en césium radioactif (137 et 134), évaluée à 37 millions de becquerels par litre, a inondé le sous-sol de deux bâtiments.
Un incident qui met de nouveau à mal les déclarations du Premier ministre japonais devant le Comité olympique en septembre dernier. « La situation est sous contrôle », avait assuré Shinzo Abe à Buenos Aires, quelques heures avant l'attribution à Tokyo de l'organisation des JO de 2020. Ces assurances avaient été remises en causes par des scientifiques et même un responsable de Tepco. Les Japonais étaient 76% à ne pas y croire non plus, dans un sondage du quotidien japonais Asahi Shimbun (...) »
Par Mathias Cena, *20 minutes*, le 21 avril 2014

Nucléaire : un rapport pointe du doigt des incidents "persistants"
« Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Pierre-Franck Chevet, a présenté devant l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), son rapport annuel sur "l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013".
Entre 2012 et 2013, la situation du nucléaire en France ne s'est pas améliorée, selon le rapport remis par Pierre-Franck Chevet, président de l'ASN, à l'Opecst. Si l'ensemble reste "globalement satisfaisant", selon ce document, il existe "certaines situations bonnes", et d'autres "clairement insatisfaisantes". Ce sont surtout sur les incidents "persistants" que l'auteur du rapport s'est le plus attardé.
127 incidents ont été référencés en 2013, et ont été classés selon leur gravité, sur une échelle internationale de 0 à 7.
Le rapport a identifié certains mauvais élèves : Areva, qui met du temps à reconditionner ses combustibles usés sur son site de la Hague (Manche), malgré plusieurs rappels à l'ordre, la société Franco-belge de fabrication du combustible, filiale d'Areva, à Romans-sur-Isère (Drôme), placée en "contrôle renforcé" pour plusieurs manquements aux règles d'exploitation et son "manque de rigueur", …

"*Un accident est possible en France et en Europe*" (...) »
parisdepeches.fr, le 16 avril 2014

Nucléaire EPR : le quotidien finlandais de référence dénonce son coût exorbitant
« Le réacteur nucléaire d'Olkiluoto 3 coûte 50% plus cher que les deux tours jumelles du Wold Trade Center à New York. Et 100% plus cher que le plus luxueux hôtel du monde à Singapour. C'est ce qu'affirme le plus important journal d'Europe du nord, l'Helsingin Sanomat. La pilule nucléaire française passe manifestement très mal en Finlande.
L'article du journaliste Juhani Saarinen publié le 2 avril dans ce grand quotidien et intitulé « La nouvelle centrale d'Olkiluoto coûte plus cher que n'importe quel gratte-ciel de luxe dans le monde » illustre le ras-le-bol finlandais.
Le groupe Areva a dû envoyer un courrier pour tenter de justifier les coûts astronomiques de ce chantier EPR. Virginie Moucquot-Laiho, chargée de la com d'Areva en Finlande, a rappelé qu'il s'agit d'une centrale de troisième génération un peu moins dangereuse que celles des générations antérieures.
L'Helsingin Sanomat jouit d'une excellente réputation pour le sérieux de ses analyses, du niveau de celles du Frankfurter Allgemeine Zeitung ou du New York Times (...)
11 000 millions de dollars
Le coût de l'EPR finlandais a dépassé le seuil des 11 milliards de dollars. Le complexe hôtelier le plus luxueux du monde, le Marina Bay Sands Hotel de Singapour, coûte 5.2 milliards de dollars, soit deux fois mois cher. La comparaison avec le coût du Mausolée en marbre du Taj Mahal en Inde et de la pyramide de Kheops en Egypte n'est pas possible, écrit Helsingin Sanomat, mais peut-être qu'ils étaient meilleurs marché.
Le contrat d'origine signé en 2003 entre Teollisuuden Voima (TVO) et le consortium Areva-Siemens indiquait que le coût de la centrale serait de 3,2 milliards d'euros et que la mise en service aurait lieu en 2009. Mais la facture a flambé année après année, pour atteindre 8,5 milliards d'euros. Les différents acteurs se rejetant mutuellement la responsabilité des retards, des pénalités vont être fixées par la justice internationale (...) »
Par Olivier Daniélo, *techniques-ingenieur.fr*, le 15 avril 2014

Fukushima : L'un se rend compte que la situation n'est pas maîtrisable – L'autre vend la marchandise
« Où on commence à parler d'enfouir les ruines des réacteurs et les coeurs fondus et de créer une zone sacrifiée autour d'eux.
Extraits d'un entretien avec Robert Alvarez, responsable américain du département de l'énergie sur les questions nucléaires de 1993 à 99 (...) »
Vivre après Fukushima, le 6 avril 2014

Nucléaire : Greenpeace donne l'assaut à Fessenheim, la sécurité des centrales renforcée
« Plusieurs dizaines de militants de Greenpeace sont entrés ce mardi matin sur le site de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) pour dénoncer notamment le manque de sécurité entourant ses réacteurs.
La protection des centrales nucléaires françaises va être renforcée, a annoncé mardi le ministère de l'Écologie et de l'Énergie à la suite d'une intrusion de militants de Greenpeace dans la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin). Le ministère précise que les installations nucléaires seront désormais considérées comme « zones nucléaires à accès réglementé », ce qui va permettre de prendre des mesures de protection supplémentaires autour des sites et d'accroître les capacités de surveillance (...) »
La Voix du Nord, le 18 mars 2014

"L'urgence dans l'urgence, c'est la piscine n°4"
[Interview de] Thierry Charles, directeur général adjoint de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).
« Trois ans après la catastrophe, quelles sont les urgences aujourd'hui dans la centrale ?
Souvenez-vous… Après le séisme, le tsunami a provoqué la perte de tous les moyens de refroidissement de la centrale et des explosions d'hydrogène ont sévèrement endommagé les bâtiments réacteurs des tranches 1, 4 et surtout 3. Des rejets radioactifs massifs ont eu lieu et ont contaminé les alentours. Après la maîtrise initiale de l'accident, la première urgence a été de limiter les rejets résiduels en recouvrant au mieux ces bâtiments, ce qui a été fait pour les tranches 1 et 4. Ce sera terminé cette année pour le 3, le plus abîmé. La deuxième urgence est de sortir les combustibles usés des piscines de désactivation – situées en partie haute des bâtiments réacteurs et fragilisées par le séisme et les explosions –, pour les mettre dans une autre piscine, au ras du sol, n'ayant pas subi de dommages (…)
(…) Pour l'instant, Tepco injecte de l'eau pour faire baisser la température du combustible dégradé (le corium) qui a percé les cuves métalliques des réacteurs et se retrouve dans les enceintes de confinement en béton. Mais avant que des robots et des caméras puissent y aller, impossible de connaître la situation exacte. On ne sait pas quelle quantité de combustible a fondu dans les réacteurs 2 et 3, alors qu'une grande partie a dû fondre dans le réacteur 1. On ne sait pas non plus si le combustible est rassemblé à un endroit ou s'il est dispersé dans les enceintes. Autre problème : celles-ci ne sont plus étanches, et l'eau de refroidissement se retrouve dans le sous-sol des bâtiments où elle est pompée pour être à nouveau utilisée pour le refroidissement après un premier traitement (…) »
Propos recueillis par Richard Bellet, *Le JDD*, le 1er mars 2014

Des SDF nettoient Fukushima
« *Le 11 mars, cela fera trois ans que l'inimaginable s'est produit. Un tremblement de terre énorme, de magnitude 9, suivi d'un tsunami géant sur la côte nord-est du Japon, provoque alors la plus grave catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl, en 1986. Aujourd'hui, Fukushima est un immense chantier, où techniciens et ingénieurs font l'impossible pour reprendre les commandes de la centrale. Mais à l'extérieur, sur les milliers de kilomètres carrés contaminés, ce sont aussi les sans-abri qui grattent la terre, au péril de leur santé* (…) »
Par Michel Temman, envoyé spécial à Fukushima, *Le JDD*, le 1er mars 2014

Nucléaire : le détail des 55 milliards du grand carénage d'EDF
« *Pour prolonger la durée de vie de ses réacteurs, EDF doit investir massivement dans les 56 réacteurs du parc nucléaire (sans compter Fessenheim). A condition que l'Autorité de Nucléaire l'autorise.*
Ce jeudi 20 février, Dominique Minière, directeur délégué à la direction Production-Ingénierie d'EDF a détaillé à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la filière nucléaire, les détails du grand carénage d'EDF. Il s'agit de dépenser 55 milliards d'euros d'ici 2025 pour prolonger la durée de vie des réacteurs existants de 40 à 60 ans.
Sur cette somme, 10 milliards concernent les mesures complémentaires de sûreté suite à l'accident de Fukushima. Dans les mois qui ont suivi l'accident au Japon, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a imposé à l'électricien historique d'équiper ses réacteurs d'un noyau dur où seront préservés des outils de sauvegarde ultime (générateurs, pompes…) ou encore l'ajout de sources froides supplémentaires. Autant de travaux qu'EDF doit mettre en place dans les années qui viennent.
20 milliards serviront à la mise à niveau des centrales lors des opérations de maintenance et des visites décennales. Lors de ces dernières, les agents de l'ASN observent de fond en comble les réacteurs et autorisent le fonctionnement pour dix ans supplémentaires (hors événements) sous conditions de travaux.
Par ailleurs, 15 milliards seront consacrés au remplacement de grands composants (générateurs de vapeurs, circuits…) et 10 milliards iront "au titre d'autres projets patrimoniaux (environnement, risque incendie, risque grand chaud-grand froid)", a expliqué le responsable d'EDF.
L'ASN peut dire non
Ces chiffres sont toutefois à prendre avec réserves. Les travaux à faire pour prolonger les 56 réacteurs du

parc nucléaire français, en considérant la fermeture de Fessenheim en 2016, doivent passer les mailles de l'ASN. Elle a le devoir de juger si les travaux proposés par EDF satisfont un niveau de sûreté suffisamment élevé. C'est-à-dire se rapprochant le plus possible de la sûreté offerte par un réacteur EPR de dernière génération, comme celui en construction à Flamanville (Manche) (...) »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 21 février 2014

L'Etat français se prépare à l'accident nucléaire

« Les autorités se préparent à la possibilité d'un accident nucléaire grave, par un Plan qui vient d'être publiée. Eventualité à envisager : « Une zone de territoire peut se trouver polluée pour plusieurs décennies et, dans certains cas, n'autorisant pas la présence permanente de personnes ».
Un accident nucléaire grave est France est maintenant officiellement reconnu comme une possibilité à laquelle il faut se préparer : c'est le sens du "Plan national de réponse 'Accident radiologique ou nucléaire majeur' " publié le 3 février par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité intérieur.
On est surpris que la nouvelle ait suscité peu d'échos. Mais c'est ainsi.
Ce plan, qui décline sur cent-dix-huit pages et huit scénarios la conduite à tenir en cas d'accident grave, est une nouvelle étape dans la lente reconnaissance de la vraisemblance du pire.
Tchernobyl, en 1986, n'avait pas fait broncher la nomenklatura nucléariste.
Les choses ont commencé à changer à la suite de la submersion partielle de la centrale du Blayais (Gironde), fin 1999 : la France était alors passé à deux doigts d'une catastrophe nucléaire.
Dans les années qui suivirent, la possibilité qu'un accident grave advienne commença à être officiellement envisagée : la France constituait en 2007 un "Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique" (Codirpa). Celui-ci a réfléchi aux "questions qui nécessitent une anticipation", par exemple, celle-ci : "Dans le cas où les pouvoirs publics retiendraient un éloignement des populations, du fait des doses susceptibles d'être reçues, le statut des territoires concernés devra être précisé : - l'éloignement des populations a-t-il le statut de simple recommandation ou entraîne-t-il une interdiction absolue de séjour ? – dans l'hypothèse où l'éloignement est impératif, comment s'assurer du respect de l'interdiction de séjour sur les territoires concernés ?" (Codirpa, Synthèse générale, document de travail, version du 21 novembre 2007 – il semble que ce document ne soit plus accessible sur internet).
La catastrophe de Fukushima, en 2011, allait encore faire avancer la prise de conscience du danger. Le directeur de l'IRSN (Institut de radioprotrection et de sûreté nucléaire), Jacques Repussard, indiquait ainsi début 2012 : « Nous devons accepter que l'impossible puisse se produire ».
Le plan actuel – qui émane d'un organisme de nature militaire – manifeste donc au grand jour ce à quoi il faut se préparer (...) »
Par Hervé Kempf, *Reporterre*, le 5 février 2014

17 janvier 2014 : Le Réseau "Sortir du nucléaire" remet une pétition signée par 30 000 personnes contre un projet minier d'Areva au Nunavut

« Depuis 2008, Areva cherche à implanter un grand complexe minier au Nunavut, territoire du grand Nord canadien habité par les Inuit. Aujourd'hui, le Réseau "Sortir du nucléaire" vient d'adresser une lettre et une pétition signée par 30,000 personnes aux Ministères de l'Écologie, du Développement, des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur pour leur demander d'interdire la construction de cette mine d'uranium (...) »
Communiqué du Réseau sortir du nucléaire, le 17 janvier 2014

En bref : sûreté nucléaire, le bilan de l'année 2012 pour la France

« L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a publié deux rapports dressant un bilan de la sûreté nucléaire en France en 2012. Dans l'un, l'IRSN donne son point de vue sur la sûreté et la radioprotection du parc électronucléaire pour l'année 2012. D'après ce dernier, le nombre total

d'événements significatifs a augmenté. Pas de quoi s'alarmer pour autant (...) Le parc électronucléaire contient 58 réacteurs EDF et l'IRSN soumet son expertise chaque année. En fin d'année 2013, l'institut a également édité la troisième version de son rapport sur la sûreté des installations nucléaires de base, à savoir tout ce qui ne concerne pas le parc électronucléaire (...)
[Centrales nucléaires :] En 2012, 244 événements significatifs ont été déclarés, bien que la grande majorité n'ait pas eu de conséquence grave. Le nombre d'événements est supérieur à l'année 2010, où une baisse avait été enregistrée. Si ce rapport n'est pas alarmant, il souligne tout de même des points d'amélioration qu'il faudrait réaliser. « Les facteurs organisationnels et humains restent prépondérants dans l'origine des événements significatifs. De même, les mécanismes de vieillissement des installations représentent toujours la cause majeure des défaillances des équipements des installations. Pour nous, il s'agit de sujets méritant une attention particulière de la part des exploitants », explique l'institut. »
Par Delphine Bossy, *Futura Sciences*, le 17 janvier 2014

Plomberie nucléaire d'urgence dans les terres perdues de Fukushima
« *Le gouvernement japonais avait promis que l'on vivrait de nouveau à Fukushima comme avant la catastrophe du 11 mars 2011. On sait maintenant que ce ne sera pas possible* (...) »
Par Guillaume Malaurie, envoyé spécial, *Le Nouvel Observateur*, le 4 janvier 2014

Des SDF pour nettoyer Fukushima
« "*Vous avez faim ?*" *Cette question, ce ne sont pas des travailleurs sociaux mais des recruteurs qui la posent aux sans-abri couchés dans les couloirs des gares japonaises. Leur but ? Lever une armée de « liquidateurs » pas chers et pas regardants, prêts à partir déblayer des déchets radioactifs dans la zone contaminée de Fukushima.*
Selon une enquête très documentée publiée par l'agence de presse Reuters, cette main-d'œuvre où figurent des déficients mentaux travaille parfois pour 6 $ l'heure (4,40 €), un tarif un peu au-dessous du minimum légal au Japon. De cet argent, les sans-abri ne voient pas la couleur : leur paye est largement ponctionnée à la source par l'employeur, pour couvrir les frais de nourriture et d'hébergement, dans des dortoirs délabrés. Selon les témoignages recueillis par Reuters, ces travailleurs ne disposent d'aucun appareil pour mesurer leur exposition aux radiations (...)
Presque trois ans après le tsunami et la catastrophe nucléaire qui a suivi, le Japon a pris du retard dans ses titanesques travaux de décontamination du périmètre de Fukushima, sur une trentaine de kilomètres autour de la centrale. Pis, ce marché public à 35 Mds$ (25,7 Mds€), qui consiste à racler les couches superficielles de terre et vider les maisons abandonnées par quelque 60000 déplacés, attire une nébuleuse de sous-traitants, dont certaines ne sont que des écrans pour le crime organisé des Yakusas (...) »
Par Christel Brigaudeau, *Le Parisien*, le 3 janvier 2014

Fukushima : Tepco réclame 7 milliards à l'Etat pour les dédommagements
« *La compagnie Tepco, gérante de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, a annoncé vendredi avoir déposé une demande d'aide financière supplémentaire de 999,5 milliards de yens (près de 7 mds EUR) à l'Etat afin de dédommager les victimes.*
Tepco justifie cette requête via la structure spéciale de compensation financière, par la nécessité d'indemniser les personnes pour la pertes de biens, les préjudices moraux et autres dommages causés aux particuliers et entrepreneurs.
C'est la sixième fois que Tepco réclame une avance de fonds depuis le début de cette crise, sans compter l'argent injecté directement dans son capital par l'Etat qui est devenu son premier actionnaire. La précédente avance, de 666 milliards de yens (4,6 milliards d'euros), avait été sollicitée fin mai dernier. Avec la somme ajoutée ce vendredi, le montant total des fonds demandés pour l'indemnisation des victimes du désastre de Fukushima s'élève à 4.789 milliards de yens (plus de 33 milliards d'euros au cours

actuel). Ces sommes sont censées être remboursées ultérieurement par Tepco (…) »
Le Parisien avec *AFP*, le 27 décembre 2013

Fukushima, notre malheur
« Sur le site de la centrale, l'extraction des 1.533 assemblages de combustible de la piscine n°4 se poursuit très précautionneusement, comme s'il s'agissait des baguettes d'un jeu de mikado instable et susceptible de s'écouler. Aucun incident n'est signalé, mais les ouvriers qui effectuent le travail touchent le salaire d'une peur destinée à durer toute l'année qui vient.
Le chantier ne cesse de faire parler de lui, ce qui n'est pas le cas des trois coriums évadés de leurs cuves après les avoir percées pour se répandre dans les sous-sols des réacteurs, dont on ne sait ni où ils se trouvent exactement, ni quand leur extraction annoncée pourra commencer, ni comment elle finira. Beaucoup d'interrogations pour un sujet tabou, car l'impasse n'est pas uniquement technologique. Elle est aussi financière.
La compagnie Tepco est maintenue en vie par le gouvernement, qui y a déjà injecté l'équivalent de milliards d'euros tout en se refusant à la privatiser et ne disposant en contrepartie que d'actions sans droit de vote. Les banques et les investisseurs ont en ce qui les concerne besoin de visibilité pour ne pas financer la poursuite de son activité à fonds perdus. Afin de disposer d'un bilan plus présentable, une fois appliquées de nouvelles règles comptables permettant d'étaler ses pertes sur dix ans, de nombreux actifs vendus et les salaires des employés baissés, un plan de restructuration de Tepco va être communiqué le mois prochain au gouvernement, qui a tout du donnant-donnant : « permettez-moi de redémarrer quatre des sept tranches de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa afin d'améliorer mon compte d'exploitation et vous permet de sauver la face ! ». Car le pire pour le gouvernement serait de se retrouver en première ligne devant une tâche impossible à mener mais dont la fiction doit être préservée (…) »
Par François Leclerc sur le *Blog de Paul Jorion*, le 26 décembre 2013

A Fukushima, le gouvernement veut renvoyer les réfugiés dans les zones contaminées
« Ils sont plus de 160 000 à avoir fui les territoires irradiés par la catastrophe de Fukushima. Et ne disposent d'aucune aide financière pour recommencer leur vie ailleurs. Pour le gouvernement japonais, la priorité est au retour dans les zones contaminées. Gratuité des logements publics vacants, suivi sanitaire et allocation mensuelle réservés aux résidents, mesures de décontamination des sols… Tout est mis en œuvre pour générer un élan au retour. Sur place, des citoyens, chercheurs et juristes se mobilisent pour la reconnaissance légale du « droit au refuge » : le droit à vivre ailleurs, dans un environnement non contaminé (…) »
Par Sophie Chapelle, *Bastamag*, 12 décembre 2013

Une « conférence de citoyens » sur les déchets radioactifs
« C'est une façon d'introduire une dose de démocratie « participative » dans une consultation qui en a singulièrement manqué. Une vingtaine de représentants de la société civile vont prendre part, de mi-décembre à mi-février 2014, à une « conférence de citoyens » sur le projet de centre industriel de stockage géologique des déchets radioactifs (Cigéo), destiné à enfouir, dans le sous-sol de la commune de Bure (Meuse), les résidus les plus dangereux et les plus persistants produits par le parc nucléaire français (…)
PROCESSUS EXPÉRIMENTAL
Très en vogue dans les pays nordiques, comme le Danemark, la formule des conférences de citoyens n'a encore été mise en œuvre, en France, qu'à de très rares occasions : sur les OGM (en 1998), sur le changement climatique (2002) ou, à l'initiative de la ville de Paris, sur les antennes-relais (2009).
« Une conférence de citoyens est un processus encore expérimental. Comme toute expérience, elle peut échouer », prévient la juriste Marie-Ange Hermitte, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), qui préside le comité de pilotage de cette

initiative.
Dix-neuf personnes ont été choisies, sur une liste établie par l'institut de sondage Ipsos, pour participer à cet exercice de démocratie directe, indique-t-elle. Un échantillon trop restreint pour être représentatif de la population française, mais qui mélange hommes et femmes, tranches d'âge et catégories socioprofessionnelles. Avec une surreprésentation – volontaire – d'habitants des deux départements directement concernés par le site de stockage, la Meuse et la Haute-Marne.
EXPERTS CONTRADICTOIRES
La caractéristique première de ce panel, souligne Mme Hermitte, est d'être constituée de « naïfs ». C'est-à-dire de personnes n'ayant pas d'idée préconçue sur la question des déchets radioactifs. En sont en particulier exclus les salariés d'entreprises ou d'organismes liés au nucléaire, de même que les militants écologistes.
Pour être en mesure d'exprimer une opinion éclairée sur un sujet aussi complexe, les « candides » vont recevoir, pendant trois week-ends, une formation, sous forme d'échanges avec des experts contradictoires. Cela, avec le souci de « la plus grande impartialité, neutralité et indépendance », assure Christian Leyrit, président de la CNDP. Une exigence à laquelle devra veiller le comité de pilotage, qui comprend des pros comme des antinucléaires déclarés. Mi-février, le panel de citoyens rendra alors un avis sur le projet de stockage géologique (...) »
Par Pierre Le Hir, *Le Monde*, le 11 décembre 2013

Denis Baupin : « Il y a un mythe du nucléaire bon marché »
« Le député écologiste explique à "20 Minutes" le but de la commission d'enquête sur le coût du nucléaire qui va se mettre en place à l'Assemblée…
Les députés veulent se mêler au débat. Chasse-gardée du gouvernement et de l'Elysée, la politique nucléaire de la France va être étudiée de près par les députés qui ont voté la mise en place d'une commission d'enquête, mercredi. A l'initiative de cette démarche, le député de Paris Denis Baupin en sera vraisemblablement le rapporteur.
[20 Minutes] Quel est le but de cette commission ?
[Denis Baupin] Il faut faire toute la transparence sur le coût du nucléaire. Notre rôle sera d'éclairer les débats avant la grande loi de 2014 sur la transition énergétique. Certains nous disent qu'il suffit de prolonger l'existence des centrales nucléaires. Nous avons deux questions essentielles. la première : Peut-on techniquement les prolonger ? L'Autorité de sûreté nucléaire peut répondre différemment en fonction de l'état du réacteur. Il y a donc une incertitude technique. La deuxième question porte sur l'incertitude économique de tels chantiers. L'ASN évoque déjà des dizaines de milliards pour prolonger ces 40 réacteurs. Vaut-il mieux investir dans de vieilles technologies dangereuses ou des technologies modernes et beaucoup plus sûres ? (...)
[20 Minutes] Les écologistes ont passé un accord programmatique avec Hollande qui prévoit la baisse de la part du nucléaire de 75% à 50% dans l'électricité ? Cette commission n'est-elle pas un signe de défiance à l'égard de l'Elysée ?
[Denis Baupin] Pas du tout. Elle est faite pour renforcer les arguments, convaincre ceux qui ne sont pas convaincus pas pour des raisons idéologiques mais aussi pour des raisons économiques. Le coût du nucléaire est un boulet pour l'économie française. Il faut une prise de conscience de tous et notamment des députés de droite comme de gauche qui ne sont pas encore assez convaincus. »
Propos recueillis par Matthieu Goar, *20 Minutes*, le 11 décembre 2013

Nucléaire : Areva envisage son retrait du Niger
« Le numéro 1 du nucléaire civil aurait programmé la fermeture des deux mines d'uranium exploitées à Arlit et pourrait reporter l'exploitation de la mine géante d'Imouraren. Areva dément (...) »
Par Thomas Hofnung, *Libération* le 9 décembre 2013

Nucléaire : Areva moissonne les contrats en Chine

« Même si aucun montant n'a encore filtré, le géant français du nucléaire Areva a signé une série d'accords avec ses partenaires chinois. Un premier contrat, en consortium avec Siemens, porte sur la fourniture de systèmes de contrôle-commande à China Nuclear Power Engineering, filiale de China National Nuclear Corporation (CNNC), afin d'équiper deux réacteurs de la centrale chinoise de Fuqing, dont les travaux commenceront en 2014 et 2015.

Le groupe français et la CNNC ont également signé une lettre d'intention sur la création d'une coentreprise visant à doter la Chine d'une usine de fabrication et de transformation d'alliages de zirconium, matériau nécessaire à la production d'assemblages de combustibles nucléaires. La société pourrait produire, pour le marché chinois,« jusqu'à 600 tonnes d'alliages de zirconium par an à l'horizon 2017 », précise le groupe français.

En outre, Areva et CGN ont signé un accord de coopération pour identifier les opportunités commerciales dans l'éolien en mer, la biomasse, le solaire à concentration thermique et le stockage d'énergie (...) »

Le Parisien, le 9 décembre 2013

Denis Beaupin demande la création une commission d'enquête pour évaluer le côut de la filière nucléaire

« Le Député écologiste (EELV) Denis Baupin a proposé au Parlement une résolution visant à la création d'une commission d'enquête pour évaluer les coûts réels de la filière nucléaire, la durée d'exploitation des réacteurs et divers aspects financiers de cette production , intégrant les coûts de démantèlement des centrales lorsqu'elles seront arrêtées et les coûts liés au stockage des déchets radioactifs notamment les déchets hautement radioactifs à vie longue qui devront être surveillés pendant des milliers d'années.

l'Assemblée Nationale se prononcera sur cette proposition le Mercredi 11 décembre en fin de journée (...) »

Bioaddict, le 6 décembre 2013

Japon : le nouveau plan énergétique à long terme remet le nucléaire au programme

« L'orientation "zéro nucléaire" décrétée par un précédent gouvernement japonais de centre-gauche après la catastrophe atomique de Fukushima ne figure plus dans le nouveau plan énergétique à long terme qui remet clairement l'énergie nucléaire au programme et n'exclut pas la construction de nouveaux réacteurs, selon des fuites dans la presse.

Conformément à la position pro-nucléaire du Premier ministre Shinzo Abe revenu au pouvoir fin 2012, le document affirme que "l'énergie nucléaire est une importante énergie de base", selon les éléments publiés dans le quotidien Nikkei.

Dans la nouvelle mouture qui sera soumise prochainement à l'approbation du gouvernement, il n'est plus fait mention d'un pourcentage d'énergie nucléaire dans la production totale d'électricité à un horizon donné, mais l'option "zéro" est clairement abandonnée (...) »

Les Echos avec *AFP*, le 6 décembre 2013

« Le nucléaire et l'homme ne sont pas compatibles »

« Interview de Janick Magne, qui vit au Japon depuis 35 ans. Elle s'est rendu à quatre reprises dans la zone interdite de Fukushima, et raconte l'horreur nucléaire dans un pays de haute technologie et de brillants ingénieurs. Comme est la France (...) »

Cet entretien a été publié par *Charlie Hebdo* le 27 novembre 2013 et mis en ligne par Fabrice Nicolino le 5 décembre 2013 sur le site *altermonde-sans-frontiere.com*

br>

Décontamination trop lente à Fukushima

« Environ 1000 jours après la catastrophe nucléaire de Fukushima, de nombreuses zones de la Préfecture

sont encore inhabitables. Seulement un tiers des maisons et des routes ont été décontaminées, un peu plus de 10 % des fôrets… Et ce malgré un investissement de plus de 9 milliards d'euros du gouvernement. Plus de 150 000 habitants avaient dû quitter la zone après l'accident pour échapper aux radiations.''L'entreprosage des matériaux contaminés est le plus gros problème'', explique ce responsable des opérations. Par ailleurs, le nettoyage qui est fait sur place ne permettra pas d'éliminer une fois pour toutes les radiations, il faut el savoir.''Et le Japon manque de nettoyeurs spécialisés sur le terrain. Les déplacés de Fukushima disent avoir perdu confiance en leur gouvernement. Ils attendent dans des campements de fortune de pouvoir retrouner chez eux, s'ils le peuvent un jour (…) »
Boursorama avec *Reuters*, le 4 décembre 2013

Johannesburg veut geler ses projets dans le nucléaire au moins jusqu'en 2025
« (Agence Ecofin) - L'Afrique du Sud, qui envisageait de se doter d'ici 2030 de six réacteurs d'une puissance totale de 9600 MW, a fait volte-face et veut geler toute décision concernant le nucléaire, au moins jusqu'en 2025, rapporte le 4 décembre l'AFP.
Le revirement est contenu dans un Plan révisé de ressources intégrées pour l'électricité (IRP) qui indique que « la décision en matière nucléaire peut être reportée » (…)
Selon ce plan, repris par l'AFP, il y a des options alternatives, comme l'hydroélectricité régionale, qui peuvent répondre aux besoins et permettre de continuer les explorations du potentiel en gaz de schiste avant de s'engager prématurément dans une technologie qui peut être redondante si les attentes en matière de demande d'électricité ne se matérialisent pas. »
Agence Ecofin, le 4 décembre 2013

Nucléaire : Anne Lauvergeon désavouée par le gouvernement
« Anne Lauvergeon a été sèchement recadrée. Mardi matin invitée sur France Inter, l'ancienne présidente d'Areva avait estimé que la réduction à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025 n'était pas "réaliste" et elle avait laissé entendre que ce délai pouvait être repoussé : "Je crois que la date a été plus ou moins renvoyée à plus tard", avait déclaré Anne Lauvergeon. Pour l'ancienne conseillère de François Mitterrand, aujourd'hui à la tête d'une commission baptisée "Innovation 2030" et qui était encore au côté du chef de l'État lundi pour le lancement d'un concours mondial de l'innovation, cet objectif "poserait un problème grave", supposant l'arrêt d'une "vingtaine de réacteurs". "Je ne pense pas que cela soit réaliste aujourd'hui sur le plan économique et pratique", a-t-elle dit.
"Les engagements du président formulés lors de la conférence environnementale seront bien évidemment respectés", a-t-on répliqué à l'AFP dans l'entourage de François Hollande. Également interrogé par l'AFP, le ministre de l'Écologie et de l'Énergie a lui aussi démenti un report, qui est "peut-être dans sa tête (celle de Lauvergeon, NDLR) mais pas dans la [s]ienne", a-t-il dit. "Je suis le ministre qui a en charge le nouveau mix énergétique et mon objectif reste celui qui m'a été fixé par le chef de l'État, c'est-à-dire d'obtenir cette réduction à 50 % de la part d'électricité produite par l'énergie nucléaire à l'horizon 2025", a-t-il insisté. "Je ne sais pas ce qui lui permet de dire ça, mais en tout cas moi je m'inscris en faux par rapport à cette déclaration et je maintiens l'objectif", a martelé Philippe Martin (…) »
Le Point avec *AFP*, le 3 décembre 2013

La France se mobilise pour son nucléaire
« Un conseil de politique nucléaire se réunit mercredi. La filière française de l'atome civil, emmenée par EDF et Areva, s'active pour vendre des réacteurs et des services à l'étranger.
Il était initialement prévu le 14 novembre, c'est finalement mercredi que va se réunir à l'Élysée le Conseil de politique nucléaire (CPN). Présidé par le président de la République, le CPN, qui « définit les grandes orientations de la politique nucléaire et veille à leur mise en œuvre », comprend le premier ministre ainsi que plusieurs ministres (Énergie, Affaires étrangères, Économie…). L'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) fait également partie du CPN dont la réunion de mercredi

devrait donner lieu à un point export.
La filière française est en effet active sur de très nombreux dossiers (Grande-Bretagne, Arabie saoudite, Afrique du Sud, Brésil, Pologne, Turquie…) avec pour chacun de ces pays cibles la volonté de vendre des réacteurs et/ou des services associés. Ces pays sont plus ou moins avancés dans leur désir de lancer ou relancer un programme nucléaire. L'Afrique du Sud par exemple réfléchit depuis longtemps à lancer un appel d'offres pour de nouvelles centrales tandis que la Turquie est aujourd'hui en négociations exclusives avec le consortium composé du japonais Mitsubishi et des français Areva et GDF Suez pour la livraison de quatre réacteurs de moyenne puissance Atmea (…) »
Le Figaro, le 2 décembre 2013

Le nucléaire fait peur aux politiques français
« *Les débats parlementaires sur la loi de programmation militaire confirment que l'exécutif confine la question du nucléaire militaire dans une totale opacité.*
Le vote de l'Assemblée nationale sur la loi de programmation militaire interviendra mardi 3 décembre. Les débats parlementaires n'ont pas apporté de nouveauté majeure sur ce texte, dont l'application demeurera un défi. Mais au cours de la discussion, un élément nouveau est apparu. Le rôle classique du Parlement en matière de dissuasion nucléaire, celui d'une simple chambre d'enregistrement des options gouvernementales, a donné quelques signes de frémissement (…)
Et maintenant ? Rien… François Hollande applique la devise du royaume batave, "Je maintiendrai", mais sans rien expliquer. Et de faire répéter l'antienne par son ministre de la Défense : "Tant qu'il existe des armes nucléaires dans le monde, tant que demeurent les risques d'un chantage exercé par d'autres puissances contre nos intérêts vitaux, la dissuasion est l'une des garanties fondamentales de notre liberté d'appréciation, de décision et d'action. C'est un fait que certains déplorent : il est difficile de le nier. Dans ces conditions, nous pensons qu'il n'est envisageable ni de renoncer à cette capacité, ni de diminuer les options que l'existence des deux composantes offre au chef de l'État, chef des armées." On l'a compris : c'est un dogme. Circulez, y a rien à voir ! »
Par Jean Guisnel, *Le Point*, le 1er décembre 2013

L'énergie nucléaire recule dans le monde
« *La part de l'atome dans la production mondiale d'électricité a chuté de 17 à 12 % en moins de dix ans. Le drame de Fukushima n'a fait qu'accentuer la tendance.*
La part du nucléaire dans la fourniture d'électricité mondiale ne cesse de baisser depuis le début des années 2000 et cette tendance s'est encore accentuée après l'accident de la centrale japonaise de Fukushima, en mars 2011. C'est le constat dressé par Global Electrification, une lettre mensuelle consacrée à la géopolitique de l'électricité. Ses auteurs ne sont pas non plus réputés pour être hostiles à l'atome civil, ce qui renforce la crédibilité de leur thèse.
En 2001, le parc nucléaire assurait 17 % de l'électricité, soit son niveau le plus haut, pour tomber à 13,5 % en 2010, avant donc le drame japonais. Depuis, cette proportion est descendue à 12 % (…) »
Par Jean-Claude Bourbon, *La Croix* le 27 novembre 2013

Les travailleurs détachés du nucléaire
« *Le nucléaire à la pointe du dumping social ? Deux affaires ont déjà révélé que les chantiers de l'industrie nucléaire, financés par des fonds publics, n'échappent pas aux stratégies des entreprises pour payer moins de charges sociales* (…) »
Par Lisa Giachino, *L'Age de faire*, le 27 novembre 2013

Fukushima : les typhons contribuent à disséminer la radioactivité
« *Les typhons qui touchent chaque année le Japon contribuent fortement à redistribuer la contamination*

radioactive dégagée par l'accident de Fukushima en mars 2011, en lessivant les sols puis en évacuant ces sédiments dans l'eau des rivières, démontre une étude française (…) »
France 24 avec *AFP*, le 27 novembre 2013

Au Japon, projet de centrale au charbon sur le site de Fukushima
« *TOKYO, 23 novembre (Reuters) - Tepco, l'exploitant de Fukushima, et trois groupes liés au conglomérat Mitsubishi prévoient de construire un nouveau type de centrale au charbon sur le site nucléaire accidenté situé dans le centre du Japon, a-t-on appris samedi d'une source au courant du dossier.*
Selon la source, Tepco va s'allier avec Mitsubishi Heavy Industries, Mitsubishi Corp et Mitsubishi Electric pour mettre en place une centrale à cycle combiné à gazéification intégrée (CCGI).
Le projet, dans lequel les groupes Mitsubishi détiendront une part majoritaire, doit être mis en service autour de 2020, et sera exploité par Tepco, d'après la même source »
Dépêche *Reuters*, 23 novembre 2013

Défilé à Tokyo contre un projet de loi sur les secrets d'Etat
« *TOKYO (Reuters) - Dix mille personnes, selon les organisateurs, ont manifesté jeudi dans les rues de Tokyo contre un projet de loi sur les secrets d'Etat, qui, selon ses détracteurs, risquerait de museler la presse sur des questions comme la catastrophe nucléaire de Fukushima.*
Le texte de loi, présenté par le gouvernement de coalition dirigé par Shinzo Abe, prévoit d'élargir nettement la définition de secret d'Etat, essentielle aux yeux de Shinzo Abe en vue d'un renforcement de la coopération avec les Etats-Unis et d'autres pays sur le plan militaire et dans le domaine du renseignement (…)
Quiconque sera reconnu coupable d'infraction à la loi sera passible d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq années de prison. Selon ses détracteurs, une telle loi empêchera les journalistes d'enquêter sur les erreurs ou errements commis par les autorités, comme la collusion entre les régulateurs et les services d'énergie, collusion qui a contribué à la catastrophe de Fukushima en mars 2011. »
Par Kiyoshi Takenaka, Eric Faye pour le service français, *Reuters* repris par *challenges.fr* le 21 novembre 2013

Vers la création d'une commission d'enquête sur l'énergie nucléaire
« *L'Assemblée nationale se prononcera le 11 décembre sur la création d'une commission d'enquête sur la filière nucléaire, proposée par le groupe écologiste, qui devrait être a priori acceptée, a-t-on appris mardi de source parlementaire.*
Chaque groupe politique d'opposition ou minoritaire de l'Assemblée a droit d'obtenir chaque année la création d'une commission d'enquête, qui ne peut être refusée qu'à la majorité des trois cinquièmes des députés. En revanche, l'objet précis sur lequel porte une telle commission d'enquête peut être modifié lors des discussions préparatoires à sa création.
La proposition de résolution écologiste, dans sa version actuelle, crée « une commission d'enquête de trente membres relative aux coûts passés, présents et futurs de la filière nucléaire, la durée d'exploitation des réacteurs et à divers aspects financiers de cette production ». »
Libération avec *AFP*, le 19 novembre 2013

Fukushima : 26 cas de cancer de la thyroïde confirmés chez des mineurs d'âge
« *Une étude sur l'impact des radiations de la catastrophe de Fukushima sur les habitants de la préfecture où est située la centrale atomique a révélé que 26 mineurs d'âge avaient développé un cancer de la thyroïde et 32 autres en étaient très probablement atteints, mais le lien avec le désastre atomique n'est pas pour autant établi* (…) »
RTL avec *AFP*, le 13 novembre 2013

Nuclear Transparency Watch : une veille citoyenne de la sûreté nucléaire

« "Nuclear Transparency Watch" , réseau européen de vigilance citoyenne sur la sûreté et la transparence a été créé le 7 Novembre avec pour Présidente la Députée européenne Michèle RIVASI. Le réseau va s'impliquer dans la gestion post-accident nucléaire.

Michèle Rivasi, Députée européenne (Ecologiste) a été élue Présidente de NTW, Nuclear Transparency Watch, organisation qui vise à accroitre l'implication des citoyens dans les questions de sûreté nucléaire. Le retour d'expérience de l'accident de Fukushima a relancé le besoin de la société de s'impliquer dans les questions de sureté nucléaire. Les causes de la catastrophe japonaise ont largement leurs racines dans l'absence de contrôle des opérateurs, l'insuffisance de surveillance de la part de l'Etat, l'absence d'indépendance de l'agence de sureté, et le manque d'information de la société (...)

Le processus, rappelle le communiqué diffusé par Michèle RIVASI, s'est déroulé dans une quinzaine de pays membres de l'UE ou voisins. "Il a mis en évidence la contribution spécifique de la société civile au maintien de la sûreté nucléaire, dès lors que les conditions sont réunies pour que le public puisse intervenir. Dans un contexte énergétique en pleine évolution, la sûreté nucléaire reste un enjeu clé pour l'ensemble des pays européens quelle que soit leur position à l'égard de l'énergie nucléaire." »

Par Michel Deprost, *Enviscope*, le 8 novembre 2013

Fukushima : sueurs froides pour chantier à haut risque

« Après une année de fuites et de pannes en série, Tepco s'apprête à lancer de périlleux travaux qui inquiètent le gouvernement japonais.

(...) Dans les prochains jours, Tokyo Electric Power va démarrer à la centrale de Fukushima Daichi un chantier à haut risque, considéré comme le « plus grand danger depuis 2011 » par Tatsuya Shinkawa qui dirige le Bureau en charge de l'accident nucléaire au Meti.

Après un test « pour vérifier la sûreté du procédé », l'opérateur va extraire du combustible nucléaire de la piscine du réacteur 4. Pendant un an, 1 331 barres usagées et 202 neuves vont être retirées par un pont roulant et une grue automatique puis placés par paquet de 20 dans des caissons spéciaux qui seront entreposés dans une nouvelle piscine, plus sécurisée, sur le site de Fukushima. La moindre erreur ou mauvaise manipulation pourrait libérer une grande quantité de matières hautement radioactives (...)

Après une année calamiteuse de fuites, de bourdes et pannes en série, tout le monde redoute l'erreur irréparable sur le site brinquebalant de Fukushima. Tepco, qui pêche souvent par optimisme ou omission, quand il n'est pas dépassé par les événements, a été mis en garde à plusieurs reprises concernant ce chantier qui, avant même de démarrer, donne déjà des sueurs froides aux autorités japonaises et à de nombreux experts internationaux. « En tant qu'opérateur qui a causé l'accident, Tepco a l'obligation de contrôler la situation, rappelle Tatsuya Shinkawa. Mais ils ne prennent pas les mesures appropriées ou bien ils sont toujours en retard dans la prise de décision. C'est pourquoi le gouvernement a besoin d'être aux avant-postes. » »

Par Arnaud Vaulerin, envoyé spécial à Tokyo, *Libération* le 7 novembre 2013

Nucléaire : la prolongation comptable à 50 ans des centrales déjà décidée (Batho)

« La décision de prolonger comptablement à 50 ans la durée de vie des centrales nucléaires françaises d'EDF est « déjà prise », a assuré mardi l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho dans un entretien au quotidien spécialisé Enerpresse.

« Nous devons prolonger de manière comptable notre parc à 50 ans. Cette décision, de bon sens, est d'ailleurs déjà prise, elle figure dans la décision tarifaire de juillet dernier », a avancé la députée PS des Deux-Sèvres.

Mme Batho fait allusion au fait qu'en juin dernier la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) avait établi deux scénarios pour la hausse des prix de l'électricité de juillet, suivant que les centrales nucléaires d'EDF étaient amorties comptablement en 40 ans ou en 50 ans.

Dans le premier scénario, une hausse de 9,6% du tarif réglementé d'EDF était nécessaire, selon la CRE. Dans le scénario à 50 ans, l'augmentation n'était que de 6,8% en 2013. Dans les deux cas, la CRE recommandait +3,2% en 2014, +3,2% en 2015, ainsi qu'un rattrapage de 7,4% au titre de 2012. Soit une

hausse de 22% ou de 25% suivant les scénarios.
Le gouvernement a finalement décidé d'une hausse de 5% en 2013, puis de 5% en 2014. Selon plusieurs sources proches du dossier, une hausse de 5% en 2015 est d'ores et déjà décidée, même si le gouvernement refuse de la confirmer. Soit un rythme plus proche du scénario « à 50 ans », souligne Delphine Batho.
« De fait, au regard du rapport de la CRE sur les coûts, le scénario tarifaire qui est retenu est celui de la prolongation comptable du parc à 50 ans », a-t-elle déclaré à l'AFP mardi.
Mais selon la ministre, cette opération comptable ne signifie ni que tout le parc ira jusqu'à 50 ans, ni que l'objectif présidentiel de ramener la part de l'électricité nucléaire à 50% en 2025 est jeté aux orties.
« Amortir à 50 ans le parc dans les comptes d'EDF est compatible avec le fait que certaines centrales fermeront à 40 ans de durée de vie, et d'autres seront prolongées jusqu'à 60 ans », déclare l'ex-ministre à Enerpresse »
CBanque, le 5 novembre 2013

Lettre à l'Empereur Akihito : "à une autre époque, il aurait été exécuté"
« Vu certaines réactions, c'est un crime de lèse-majesté qu'aurait commis le député japonais Taro Yamamoto. Ce jeudi, il a remis en personne une lettre à l'Empereur Akihito pour l'alerter sur la situation autour de la centrale nucléaire de Fukushima.
"A une autre époque, il aurait été exécuté", se serait exclamé un des cadres du Parti libéral-démocrate, au pouvoir, d'après le Courrier international qui cite la chaine TBS. "Si j'ai moi-même remis une lettre à l'Empereur c'est parce que je voulais qu'il sache mes sentiments personnels sur la situation actuelle sur le terrain, a expliqué Taro Yamamoto. Dans l'est du Japon, il y a des enfants qui ont des problèmes de santé et il y a des gens qui travaillent dans des conditions (de surdose) de radioactivité qui sont simplement ignorés. C'est la réalité. Je voulais lui en faire part".
L'Empereur n'a pas de pouvoir politique mais a un rôle symbolique au Japon. Environ 150 000 personnes ont été évacuées depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima. De nombreux incidents se sont produits dernièrement à cause des quantités massives d'eau radioactive stockées dans un millier de réservoirs ou présentes dans le sous-sol de la centrale. »
Euronews avec *AFP* et *AP*, le 1er novembre 2013

Face à la catastrophe de Fukushima, par Naoto Kan, ancien premier Ministre du Japon
« L'accident qui s'est produit dans la centrale de Fukushima Daiichi est le plus grave de l'histoire de l'humanité. Dans le réacteur N° 1, les barres de combustible ont fondu en cinq heures environ après le séisme ; le combustible a fondu entièrement et percé la cuve du réacteur. Les cœurs ont également fondu dans les réacteurs 2 et 3 dans la centaine d'heures qui a suivi l'accident. À peu près au même moment, des explosions d'hydrogène ont eu lieu dans les réacteurs 1, 3 et 4. Chaque bâtiment de réacteur comporte une piscine de combustibles pour stocker le combustible usé. À un moment donné, on a aussi failli avoir une fusion des combustibles nucléaires de ces piscines. Une fusion survenant dans une piscine de désactivation, à l'extérieur d'un réacteur, entraîne le rejet direct dans l'atmosphère d'une quantité phénoménale de matières radioactives. Qu'un tel rejet se prolonge, et le scénario du pire se met en place : une situation où 50 millions de personnes dans un rayon de 250 kilomètres autour de Fukushima, dont Tokyo et sa région métropolitaine, auraient dû être évacuées (...)
Avant l'accident de Fukushima, persuadé qu'aucun accident nucléaire ne pourrait arriver tant que les mesures de sécurité étaient correctement observées, j'avais favorisé l'énergie nucléaire. Mais après avoir été confronté à un accident véritable et, en tant que Premier ministre, avoir été à deux doigts d'ordonner l'évacuation de 50 millions de personnes, mon point de vue a radicalement changé aujourd'hui. De graves accidents d'avion peuvent faire des centaines de victimes, mais, à part une guerre, aucun autre événement n'est susceptible de provoquer l'évacuation de dizaines de millions de personnes. Quelles que soient les mesures prises pour éviter les accidents, elles n'empêcheront jamais un accident de se produire, en particulier si des facteurs humains comme le terrorisme sont pris en compte. En fait, ce n'est pas si difficile d'éviter un accident dans une centrale nucléaire : il suffit de supprimer les centrales. Et cette

décision appartient à tous les citoyens. Il y a un autre problème. Exploiter des centrales nucléaires signifie aussi produire des déchets nucléaires. Il faut d'énormes ressources financières et énormément de temps pour traiter les déchets nucléaires. Cela signifie que nous laissons cet immense problème des déchets nucléaires à la charge des générations futures (...) »
Par Naoto Kan, ancien premier ministre du Japon. Article publié en traduction anglaise dans le *Huffington Post* puis traduit en français par Janick Magne et Mimi Mato et publié sur la page facebook *Fukushima.Information* et sur le blog de Bernard Elman sur *Mediapart* le 29 octobre 2013

Radioprotection : Le lobby du nucléaire prépare l'acceptabilité d'un Fukushima européen avec la complaisance du Parlement européen

« *Le Parlement européen s'est prononcé aujourd'hui 24 octobre en faveur d'un rapport sur les « normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants », ce qui inclut notamment la protection de la population en cas d'accident nucléaire. Le groupe des Verts/ ALE a voté contre ce rapport* (...) »
Communiqué de Michèle Rivasi, députée européenne Vice-Présidente du groupe des Verts/ALE et co-fondatrice de la CRIIRAD sur son blog *www.michele-rivasi.eu* le 24 octobre 2013

Fukushima : l'idée d'un retour des populations évacuées fait débat

« *Peut-on faire revenir des gens dans les zones de Fukushima évacuées après l'accident nucléaire de mars 2011 ? L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pense que oui, ce qui ne convainc pas tout le monde au Japon. Une mission de l'agence s'est rendue la semaine dernière aux alentours du complexe atomique Fukushima Daiichi ravagé par le tsunami du 11 mars 2O11.*
De retour à Tokyo, elle a remis lundi au ministre de l'Environnement un rapport d'étape dans lequel l'AIEA invite le gouvernement à repeupler la région sans attendre de ramener la radioactivité au niveau normal de moins de 1 millisievert par an (hors radioactivité naturelle) recommandé par la Commission internationale de protection radiologique (CIPR).
Selon les experts de l'AIEA, il est illusoire de penser qu'on pourrait rapidement et seulement grâce aux opérations de décontamination "abaisser à 1 millisievert par an (mSv/an) la dose de rayonnement individuel reçue en plus de l'exposition naturelle".
Par conséquent, "dans les situations d'assainissement en cours, n'importe quel niveau de dose de rayonnement individuel de l'ordre de 1 à 20 mSv/an est acceptable et conforme aux normes internationales", souligne encore le document.
Pour Hisayo Takada, une spécialiste auprès de Greenpeace Japon, cette conclusion prouve que "L'AIEA reconnaît qu'il est difficile de décontaminer".
Mais certains experts interprètent ces conclusions comme un abandon de l'objectif de moins de 1 mSv/an, dans le but justement de faire revenir rapidement les habitants dans les zones désertées. "L'AIEA a tiré un trait sur l'objectif de redescendre sous 1 millisievert/an", tranche ainsi Hiroaki Koide, professeur au centre d'expérimentation de réacteurs nucléaires à l'Université de Kyoto et auteur de nombreux livres sur les effets des radiations.
Comme Mme Takada, il insiste sur le fait que "cette agence est une organisation dont la vocation est d'abord de promouvoir l'usage des technologies nucléaires civiles, pas de protéger la population" (...) »
Le Parisien avec *AFP*, le 24 octobre 2013

Démantèlement de la centrale de Fukushima : le Japon lance un appel à l'aide internationale

« *Tepco et le Japon appellent (enfin) à l'aide. Le gouvernement japonais s'apprête à lancer un deuxième appel à propositions international pour tenter de sécuriser la centrale de Fukushima accidentée. Après un premier appel visant à traiter les problèmes d'eau contaminée, auquel ont répondu de nombreux pays (dont la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne), il s'agit cette fois-ci de faire appel aux acteurs du monde entier pour retirer le combustible fondu de trois réacteurs. "L'enjeu est de trouver des techniques*

de récupération du combustible fondu autres que celle qui est actuellement envisagée avec une grue dans les réacteurs remplis d'eau", a précisé un responsable gouvernemental à l'AFP (...) »
Par Sylvain Arnulf, *L'Usine nouvelle*, le 17 octobre 2013

Nucléaire : EDF signe un accord historique avec Londres
« *L'électricien public a scellé un accord avec le gouvernement britannique pour construire deux EPR sur le site de Hinkley Point dans le Somerset. Areva et les chinois CGN et CNNC deviennent partenaires minoritaires et Londres ouvre la voie à de futures participations majoritaires chinoises* (...) »
Par Veronique Le Billon, *Les Echos*, le 17 octobre 2013

EDF : La France va amortir sur 50 ans ses réacteurs nucléaires
« *PARIS, 27 septembre (Reuters) - La France va financer la transition énergétique grâce aux fonds libérés par un nouvel allongement de la durée d'amortissement des centrales nucléaires d'EDF de 40 à 50 ans, a-t-on appris de sources proches du dossier.*
Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé samedi qu'une partie des gains financiers du parc nucléaire serait mobilisée pour financer la transition énergétique en France, sans donner plus de détails.
Le ministre de l'Energie Philippe Martin a précisé dimanche que cette contribution ne serait pas une taxe et n'impacterait pas les consommateurs, suscitant l'interrogation des professionnels du secteur.
"Ni l'entreprise, ni ses clients ne seront taxés. Grâce aux amortissements sur ses installations, EDF va dégager des sommes qui pourront être utilisées pour financer la transition", a déclaré Philippe Martin au Grand jury RTL-Le Figaro-LCI (...) »
Par Marion Douet et Muriel Boselli, dépêche *Reuters* reprise par *Les Echos* le 27 septembre 2013

Voiture électrique : ni propre, ni verte, ni écologique
« *L'Observatoire du Nucléaire, organisme indépendant de surveillance de l'énergie nucléaire en France, a assigné la société de Vincent Bolloré devant le « Jury de Déontologie Publicitaire », au même titre que Citroën, Renault, Opel et Nissan pour « publicité mensongère » concernant les véhicules électriques. La sentence est tombé : « Les voitures électriques ne sont ni propres, ni écologiques, ni vertes ». Ce couperet du « Jury de Déontologie Publicitaire » oblige les fabricants à ne plus communiquer sur les termes « propre », « écologique » et « vert », dans la mesure où l'organisme a jugé que les véhicules dits « électriques » ne pouvaient prétendre à être non polluants. En effet, ces derniers sont rechargés avec de l'électricité d'origine nucléaire et donc polluants ; de par les pollutions de l'industrie de l'atome, des mines d'uranium, des déchets radioactifs mais aussi des accidents tel que la catastrophe de Fukushima !* (...) »
Par Philippe Pillon, *La Revue automobile*, le 25 septembre 2013

Fessenheim. Entretien avec Francis Rol-Tanguy. Échange EPR, flambant neuf, contre vieille centrale
« *Dans son discours d'ouverture de la conférence environnementale, vendredi, François Hollande a confirmé la fermeture de Fessenheim pour fin 2016. Elle devient même la condition sine qua non de la poursuite du programme nucléaire d'EDF. Le point avec Francis Rol-Tanguy, délégué interministériel chargé de la fermeture de la centrale alsacienne.*
- Il a maintes fois été confirmé que la centrale de Fessenheim serait fermée fin 2016. Qu'a apporté de neuf la conférence environnementale ?
Le président a dit une chose essentielle. Dans la loi sur la transition énergétique qui sera discutée au printemps puis votée avant la fin de l'année 2014, il y aura un article qui plafonnera la capacité de production nucléaire au niveau actuel. En clair, si EDF veut l'autorisation d'exploiter l'EPR de Flamanville comme prévu en 2016, il faut fermer Fessenheim. François Hollande a non seulement confirmé la

fermeture mais il a également précisé comment ça s'exprimerait dans la loi. Il n'est pas sûr qu'un article de loi imposant la fermeture d'une centrale aurait été conforme à la constitution (...) »
Propos recueillis par Simone Wehrung, *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, le 25 septembre 2013

Comment EDF va prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires
« *Le groupe a présenté en CCE les défis du projet. Un programme d'investissement de 50 milliards d'euros. L'organisation du travail sera cruciale.*
C'est un cap symbolique. Mi-septembre, EDF a présenté pour la première fois en comité central d'entreprise (CCE) son projet de « grand carénage ». Ce programme de maintenance lourde doit être réalisé ces dix prochaines années pour répondre aux nouvelles règles de sûreté post-Fukushima et, surtout, espérer prolonger la durée de vie des 58 réacteurs nucléaires jusqu'à soixante ans, contre quarante aujourd'hui (...) »
Par Véronique Le Billon, *Les Echos*, le 23 septembre 2013

Une bombe nucléaire a failli exploser aux Etats-Unis en 1961
« *Londres (AFP) - Une bombe atomique américaine 260 fois plus puissante que celle d'Hiroshima a failli exploser en janvier 1961 en Caroline du Nord (Est des Etats-Unis), rapporte samedi le quotidien britannique The Guardian en citant un document américain "déclassifié".*
Selon le rapport secret sur cet événement, un bombardier B-52 s'est disloqué en vol le 23 janvier 1961, laissant échapper deux bombes Mark 39 à hydrogène au-dessus de Goldsboro, une ville de Caroline du Nord.
"L'une des deux bombes s'est comportée exactement de la manière dont une bombe nucléaire est censée le faire" quand elle est larguée intentionnellement : "son parachute s'est ouvert et le processus de mise feu s'est enclenché", révèle le quotidien (...) »
Le Nouvel Observateur avec *AFP*, le 21 septembre 2013

Le nucléaire au secours de la transition énergétique
« *4 milliards de recettes pour la "contribution climat énergie" en 2016, pas de hausse de la fiscalité sur les carburants en 2014 et une mise à contribution du nucléaire pour financer la transition énergétique. Telle sont les principales mesures annoncées par Jean-Marc Ayrault en conclusion de la conférence environnementale qui ont suscité des premières réactions positives des écologistes* (...) »
La Tribune, le 21 septembre 2013

Fukushima : Tepco et le gouvernement japonais accusés de dissimulation
« *Ce sont des nouvelles révélations accablantes pour Tepco et les autorités japonaises. Selon le quotidien de centre gauche Asahi, l'opérateur de la centrale de Fukushima aurait sciemment négligé dès le mois de mai 2011, deux mois après le tsunami, le problème de l'eau contaminée à la centrale endommagée, pour éviter d'engager des travaux très coûteux qui auraient terni son image sur les marchés financiers. Plus grave : le gouvernement lui-même aurait accepté de taire la gravité des fuites.*
Cité par le journal, le ministre de l'économie au moment du drame, Banri Kaieda, aujourd'hui président du Parti démocrate du Japon, et Sumio Mabuchi, à l'époque conseiller du premier ministre Naoto Kan sur la catastrophe nucléaire, expliquent que Tepco a exhorté le gouvernement à rester vague sur le problème de l'eau contaminée pour ne pas effrayer les marchés (...) »
Par Philippe Mesmer, *Le Monde*, le 20 septembre 2013

"On peut craindre la panne de dix réacteurs nucléaires"

« *Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) entend que les risques d'accident ne soient pas oubliés lors de la conférence environnementale qui se tient vendredi et samedi. Pierre-Franck Chevet appelle le gouvernement à trancher vite sur les choix énergétiques des dix prochaines années. Et EDF à accélérer la fermeture de Fessenheim.*
Quels sont les risques d'accident nucléaire en France ?
Notre parc a l'avantage d'être standard. Quand il y a un problème, on peut le traiter sur toutes les centrales si on le repère vite. À l'inverse, si on le détecte tardivement, il y a un risque qu'il apparaisse sur d'autres réacteurs. On peut avoir une anomalie grave, de la corrosion ou une fuite, sur cinq à dix réacteurs en France. Dans ce cas, l'Autorité de sûreté nucléaire pourrait les arrêter pour une durée indéfinie
Ce risque est-il élevé ?
Nous jugeons ce scénario plausible, voire réaliste, et en tout cas pas impossible. On n'en est pas passé loin il y a vingt ans quand une fissure a été détectée sur le couvercle de la cuve du réacteur du Bugey [Ain] (...) »
Par Matthieu Pechberty, le *JDD*, le 15 septembre 2013

Fermeture de la dernière centrale nucléaire en service au Japon
« *Le réacteur 4 de la centrale d'Ohi, le dernier encore en service au Japon, est en cours de fermeture dimanche pour maintenance. Le pays, encore marqué par Fukushima, va ainsi se passer d'énergie atomique pendant une période indéterminée (...)*
Il est en effet matériellement impensable que d'autres réacteurs japonais soient relancés sous peu, même si des compagnies, dont Kepco, ont postulé pour que la sûreté de plusieurs installations soit vite certifiée par l'autorité de régulation à l'aune de nouvelles normes plus strictes entrées en vigueur le 8 juillet dernier. Du coup, le Japon, qui avait connu une période "zéro nucléaire" de mai à juillet 2012, va se retrouver à partir de lundi dans la même situation, alors que les réacteurs nucléaires du pays fournissaient environ un quart de la production électrique du pays avant le drame de Fukushima. Il y avait alors 54 réacteurs exploitables (...) »
France24 avec dépêches d'agences, le 15 septembre 2013

Sûreté nucléaire : le coup de pioche budgétaire
« *Dénoncée par Delphine Batho dans le "Nouvel Observateur", la coupe programmée des crédits de l'IRSN porte directement atteinte à la sûreté de nos centrales.*
Couper dans les crédits de la sûreté nucléaire : c'est l'une des raisons qui ont poussé l'ancienne ministre de l'Environnement et de l'Energie, Delphine Batho, à quitter le gouvernement. Jacques Repussard, directeur de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), qui constitue avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), l'un des deux piliers de la sûreté nucléaire, le confirme au "Nouvel Observateur" : "Oui, c'est bien ce qui résulte de la lettre plafond. Et j'observe que l'IRSN est sans doute l'une des plus importantes victimes de la réduction des crédits publics du projet de loi de Finances 2014 avec une économie demandée de 20 millions d'euros, soit 10% de nos subventions publiques" (...) »
Par Guillaume Malaurie, *Le Nouvel Observateur*, le 4 septembre 2013

Fukushima : des voix s'élèvent pour appeler les étrangers à la rescousse
« *Plusieurs voix se sont élevées mercredi au Japon pour enjoindre au gouvernement de faire appel à des compétences étrangères face à la débâcle des fuites d'eau à la centrale accidentée de Fukushima.*
"Il est indispensable de coopérer avec des organismes et experts étrangers", a déclaré Takuya Hattori, un ex-directeur du site nucléaire Fukushima Daiichi et actuel président du Forum des industriels japonais de l'énergie atomique.
"Le problème de la contamination des eaux souterraines aux abords d'une centrale n'est pas propre à Fukushima Daiichi, il y a de nombreux exemples ailleurs, et donc une connaissance et une expérience en

la matière", justifie-t-il (...)
Fukushima Daiichi regorge de quelque 400.000 tonnes d'eau pleine de césium, strontium, tritium et autres substances radioactives, enfouie dans le sous-sol ou stockée dans un millier de réservoirs spéciaux montés à la hâte.
Ce volume augmente chaque jour de 400 tonnes, en raison de la nécessité de continuer à refroidir les réacteurs, et 300 tonnes filent chaque jour dans l'océan Pacifique voisin. »
Le Parisien avec *AFP*, le 4 septembre 2013

Après Fukushima : des mères de famille à la pointe du combat contre le nucléaire
« *Alors que des tonnes d'eau radioactive continuent à s'écouler de la centrale de Fukushima, les mouvements antinucléaires japonais se battent pour que les 52 réacteurs actuellement à l'arrêt le restent. En pointe de ce mouvement : les femmes du collectif Mama Gen. Face à un gouvernement pro-nucléaire, à une population qui pense tourner la page en jouant l'autruche, et à des médias qui les ignorent, la tâche est ardue* (...) »
Par Audrey Guiller, *Basta !*, le 2 septembre 2013

Radioactivité extrêmement haute à Fukushima
« "*Les patrouilles de contrôle ont relevé en quatre endroits une radioactivité très élevée", a expliqué Tokyo Electric Power (Tepco) dans un e-mail. Les niveaux mesurés vont de 70 millisieverts/heure (plus que la limite annuelle admise de 50 mSV) à 1800 millisieverts/heure. Un homme qui serait exposé une heure sans protection à ce dernier niveau recevrait dans ce court laps de temps 36 fois la dose maximum autorisée en un an pour un travailleur de la centrale, ou 18 fois la limite pour cinq années consécutives. Il ne faudrait que 4 heures pour qu'il décède. Il s'agit cependant de rayonnements bêta relativement faciles à bloquer. Pourtant, aucun nouvel écoulement n'a pour le moment été constaté, a annoncé samedi soir la compagnie Tepco* (...) »
L'Essentiel [Luxembourg] avec *AFP*, le 31 août 2013

Lobby : ces élus de la République qui marchent à l'énergie nucléaire
« *Libération livre jeudi 29 août une enquête exclusive [édition abonnés] sur les "accointances de certains députés" avec les grandes entreprises du secteur de l'énergie. Au total une vingtaine de députés qui jouent les courroies de transmission zélées du lobby nucléaire. Pour cela, le quotidien s'est appuyé sur un rapport de Greenpeace sur l'influence du lobby nucléaire en France. Un dossier pour le moins électrique et très sensible !*
Au premier rang, Arnaud Montebourg et Bernard Cazeneuve. Les deux ministres font partie des membres du gouvernement très à l'écoute des intérêts nucléaires hexagonaux. Et pour cause. Areva emploie 1.300 personnes en Saône-et-Loire, le département du ministre du Redressement productif. Quant au ministre du Budget, il était surnommé par les écologistes le "député Cogema". C'est lui qui a fait retirer de l'accord PS-écologistes le passage concernant la filière MOX. Un épisode qui avait fait grand bruit au moment des présidentielles.
"Les apparentés EDF"
Il y a ensuite les parlementaires. "A l'Assemblée nationale, on les appelle 'les apparentés EDF' : de grands défenseurs des intérêts de l'industrie nucléaire". A l'image du député PS du Nord Christophe Bataille, "bête noire des écologistes depuis 1990", date à laquelle il planche sur le stockage des déchets radioactifs. Ou bien du sénateur UMP de l'Orne, Jean-Claude Lenoir, qui organise chaque année "les rencontres parlementaires de l'énergie nucléaire". Ou bien le député UMP Patrick Ollier, auteur d'un amendement favorable aux énergies à faibles émissions de gaz à effet de serre dans les constructions neuves, et par conséquent à la filière nucléaire. Et que dire du député UMP de l'Oise François Michel-Gonnot, fondateur du club pro-nucléaire "Energie et développement et patron de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Hervé Mariton, député UMP de la Drôme, et François Brottes, porteur de la proposition de loi sur la tarification progressive de l'énergie font également partie des défenseurs acharnés du nucléaire, même si ce dernier s'en défend, explique le quotidien. "Ces élus trustent les commissions parlementaires qui s'occupent de développement durable et d'énergie. Mais là où ils ont la main, c'est à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques" (OPECST)", le "bras armé du lobby nucléaire" selon ses détracteurs (...) »
Challenges.fr, le 29 août 2013

Aux Etats-Unis, le nucléaire recule face au gaz de schiste
« *Les Etats-Unis sont clairement en train de changer de paradigme énergétique. Pour preuve, la décision annoncée mardi 27 août par le groupe américain de fourniture d'électricité Entergy de fermer une de ses centrales nucléaires située dans le Vermont (nord-est du pays).*
La centrale de Vermont Yankee, à Vernon, en service depuis 1972 et qui ne possède qu'un seul réacteur, cessera ses activités à la fin de son cycle actuel de carburant nucléaire et sera fermée à la fin de 2014, précise le groupe dans un communiqué.
Outre la concurrence du gaz naturel dont le marché a été bouleversé par l'avènement des gaz de schiste, dont les Etats-Unis détiennent de vastes réserves, le PDG d'Entergy, Leo Denault, a également mentionné les coûts élevés d'entretien de la centrale et des anomalies dans le marché de gros de l'énergie qui maintiennent artificiellement des prix bas (...) »
Le Monde avec *AFP*, le 27 août 2013

Quadruple victoire de l'Observatoire du nucléaire sur l'industrie de la voiture électrique... et nucléaire
« *Non, la voiture électrique n'est pas "propre" ni "écologique". Oui, elle est polluante... en particulier lorsqu'elle est rechargée comme en France avec des centrales nucléaires.*
Avant l'audience du 6 septembre 2013 du Jury de déontologie publicitaire, saisi par l'Observatoire du nucléaire, Renault, Citroën, Bollore et Opel avouent leurs fautes et rectifient leurs publicités (...) »
Communiqué de l'Observatoire du nucléaire sur le *Blog Mediapart*, le 26 août 2013

Fukushima : deux ans d'impuissance et d'incidents
[Une brève rétrospective des principaux ennuis survenus à Fukushima depuis le déclenchement de la catastrophe en mars 2011, en commençant par l'actualité la plus récente : les différentes fuites d'eau radioactive]
« *L'autorité de régulation nucléaire du Japon a évalué au "niveau 3" – correspondant à un "incident grave" sur l'échelle internationale des événements nucléaires (INES) – la fuite de 300 tonnes d'eau hautement radioactive survenue dans un réservoir ces derniers jours à la centrale de Fukushima.*
C'est la première fois depuis la catastrophe du 11 mars 2011 que l'autorité de sûreté nucléaire nippone diffuse une alerte INES. Pourtant, depuis deux ans, les incidents se sont multipliés dans la centrale accidentée (...) »
Par Audrey Garric, *Le Monde*, le 21 août 2013

Une sortie du nucléaire plus rapide en Allemagne ?
« *La sortie du nucléaire en Allemagne pourrait intervenir plus vite que prévu. C'est en tout cas ce que redoutent les groupes d'énergie allemands qui voient la rentabilité de leurs réacteurs fondre à vue d'oeil.*
« Aux cours actuels de l'électricité sur le marché de gros, nous couvrons à peine les coûts complets de nos centrales nucléaires », a déclaré cette semaine Bernhard Günther, directeur financier de RWE, le numéro deux allemand du secteur.
Ces coûts font partie des secrets les mieux gardés du métier, mais les experts les estiment entre 20 et 30

€ par mégawattheure (mwh). A cela il faut ajouter la nouvelle taxe allemande sur les combustibles nucléaires, qui représente environ 15 € supplémentaires. Or les cours sur le marché de gros de l'électricité ont chuté depuis 3 ans et cotent en dessous de 40 euros.
Pour le moment, RWE n'envisage pas une telle mesure et préfère éteindre ses centrales fossiles pour réduire les surcapacités du marché (...) »
Par Thibaut Madelin, *Les Echos*, le 16 août 2013

Pas d'énergie nucléaire au Japon à la mi-septembre
« Kansai Electric Power (Kepco) a prévenu l'autorité de régulation nucléaire qu'elle prévoyait d'arrêter le 15 septembre pour maintenance le réacteur 4 de la centrale d'Ohi (ou Oi, ouest), l'un des deux seuls actuellement opérationnels.
L'autre, le numéro 3, devrait pour sa part être stoppé auparavant, le 2 septembre, également pour maintenance régulière, obligatoire après 13 mois de fonctionnement en continu (...)
Du coup, le Japon, qui avait connu une période « zéro nucléaire » de mai à juillet 2012, devrait se retrouver dans la même situation pour plusieurs semaines ou mois à compter du 15 septembre.
À ce jour, 48 des 50 réacteurs du pays sont stoppés sine die par précautions supplémentaires à la suite de l'accident de Fukushima causé par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon (...) »
lapresse.ca (Canada) avec *AFP* à Tokyo, le 14 août 2013

A Fukushima, Tepco débordé par l'eau contaminée
« Branle-bas de combat au Japon, alors que les autorités ont reconnu mardi 7 mai que 300 tonnes d'eau contaminée se déversaient chaque jour en mer. Le gouvernement va aider l'opérateur à traiter l'eau radioactive, pour tenter d'éviter qu'elle ne s'échappe en mer.
Le gouvernement japonais a décidé de s'impliquer directement : dans la bataille pour contenir le niveau toujours plus important d'eau radioactive qui s'échappe de la centrale de Fukushima, il veut aider Tepco [Tokyo Electric Power Co.], l'opérateur en charge de la centrale. Il s'agit d'un "problème urgent", a indiqué hier, 7 août, le Premier ministre, Shinzo Abe. 300 tonnes d'eau contaminée s'échappent chaque jour - l'équivalent d'une piscine olympique par semaine.
Fin juillet, Tepco a reconnu pour la première fois que la contamination avait atteint les eaux souterraines, et qu'une partie de celles-ci se déversait dans l'océan. "Le problème, c'est que l'eau souterraine entre dans le réacteur endommagé, se charge d'éléments radioactifs comme le cesium et s'échappe ensuite dans la mer", explique le site britannique New Scientist. "Tepco est en train de construire une série de murs souterrains censés agir comme un barrage et arrêter le courant. Mais il est probablement trop tard : l'eau contaminée monte et va bientôt passer par-dessus", poursuit le site d'information scientifique.
"Plutôt que de se reposer sur Tokyo Electric, le gouvernement va prendre des mesures", a déclaré hier Shinzo Abe. Il a demandé au ministre de l'Economie, Toshimitsu Motegi, de s'occuper rapidement du problème de l'eau contaminée et de s'assurer que Tepco mènera jusqu'au bout le démantèlement de la centrale, qui pourrait prendre 40 ans et coûter 11 milliards de dollars (8,28 milliards d'euros). "La décision du gouvernement paraît être une réponse aux avertissements d'experts industriels qui assurent que l'échec de Tepco pour régler le problème remet en question sa capacité à décontaminer de manière sûre la centrale de Fukushima", note Asahi Shimbun (...) »
Par Paul Grisot, *Courrier international*, le 7 août 2013

"Situation d'urgence" à Fukushima, alors que l'eau radioactive se déverse dans l'océan
« Une "situation d'urgence" a été déclarée, mardi 6 août, par l'Autorité de régulation nucléaire japonaise (NRA) à la centrale de Fukushima, où de l'eau hautement radioactive se déverse toujours dans l'océan Pacifique, sans que l'opérateur Tepco (Tokyo Electric Power) soit en mesure de la contenir.
Selon la NRA, cette eau contaminée est en train de monter vers la surface et dépasse les limites légales

d'écoulement radioactif, plus de deux ans après la catastrophe – accident nucléaire le plus grave depuis Tchernobyl, causé par un séisme et un tsunami qui avaient provoqué une panne de grande envergure dans la centrale.
L'ampleur de la menace posée par l'eau contaminée et ses conséquences sur l'environnement halieutique ne sont pas connues avec certitude. Mais les fuites radioactives de ce type peuvent affecter la santé des animaux marins puis celle des hommes qui consommeraient leur chair.
TRITIUM, STRONTIUM, CÉSIUM…
Dimanche, Tepco a communiqué pour la première fois une estimation des fuites radioactives dans l'océan. Bilan : entre vingt et quarante mille milliards de becquerels se sont déversés de mai 2011, soit deux mois après l'accident, à juillet 2013 (…) »
Le Monde avec *AFP*, le 6 août 2013

Fukushima : l'opérateur TEPCO quantifie les fuites radioactives dans l'océan
« L'opérateur de la centrale nucléaire japonaise Fukushima a communiqué la première estimation publique des fuites radioactives dans l'océan Pacifique depuis la catastrophe du 11 mars 2011, a indiqué dimanche un porte-parole de la centrale accidentée.
Entre 20 et 40 mille milliards de becquerels ont fui dans les eaux de l'océan de mai 2011, soit deux mois après la catastrophe, à juillet 2013, estime Tokyo Electric Power Co (TEPCO). Le Becquerel est une unité de mesure radionucléide correspondant à une désintégration par seconde.
C'est la première fois que Tepco publie ses estimations depuis le séisme du 11 mars 2011, qui avait provoqué un gigantesque tsunami, cause d'une panne géante au sein de la centrale de Fukushima, accident nucléaire le plus grave depuis Tchernobyl 25 ans auparavant.
La compagnie Tokyo Electric Power (TEPCO) a avoué fin juillet que de l'eau souterraine pleine de tritium, strontium, césium et autres éléments radioactifs ne stagnait pas sous terre, comme prétendu pendant des semaines, mais allait jusqu'à l'océan.
Tepco fait l'objet de critiques récurrentes pour sa façon jugée malhonnête d'informer le public.
Les pépins sont quotidiens à la centrale Fukushima Daiichi mise en péril par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 dans le nord-est de l'archipel. »
RTBF avec *AFP*, le 4 août 2013

Enquête sur Tchernobyl en Corse : les résultats invalidés par l'IRSN
« L'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire n'est visiblement pas convaincu par les conclusions de l'enquête épidémiologique, commandée par la CTC et réalisée par les chercheurs italiens
Pas question de dire que les retombées d'un accident nucléaire peuvent avoir des conséquences sur la santé. Pas question d'ouvrir la boîte de Pandore de l'indemnisation des victimes. Et si une étude tend à établir un lien entre certaines pathologies et un accident nucléaire, l'institut de radioprotection de santé sanitaire (IRSN) avance ses certitudes, en affirmant que ce résultat n'est pas valable. Alors que l'État gagne du temps en rejetant les « études à charge », mais sans mener sa propre contre-expertise… C'est précisément le film qui vient de se jouer cette semaine à Paris.
« L'étude italienne ne permet pas d'établir un lien de cause à effet entre l'accident de Tchernobyl, le 26 avril 1986, et l'excédent de cancers de la thyroïde enregistré depuis 30 ans dans l'ensemble des pays développés »,affirmait la ministre de la Santé, Marisol Touraine à la tribune de l'Assemblée nationale (…)
(…) de là à penser qu'en France le nucléaire est sacré et qu'il n'est pas question d'y toucher, il n'y a qu'un pas que les mauvais esprits seront tentés de franchir.
Seule certitude, vingt-sept ans après, le bilan de la catastrophe de Tchernobyl est loin d'être établi. Et la polémique sur les retombées de son « nuage » n'est pas éteinte (…) »
Corse Matin, le 27 juillet 2013

Fukushima : décontamination et nettoyage coûteront cinq fois plus cher que prévu

« La décontamination et le nettoyage de la région autour de la centrale de Fukushima pourraient coûter jusqu'à 5 800 milliards de yens (44 milliards d'euros), selon une étude officielle, alors qu'une troisième émanation de vapeur a été constatée mercredi 24 juillet au-dessus du bâtiment d'un réacteur.
Selon l'Institut national des sciences et technologies industrielles, les opérations de nettoyage et de décontamination coûteraient cinq fois plus cher que ce qui était initialement estimé et budgété par le gouvernement.
"Nous espérons que cette étude aidera à établir des plans de décontamination des forêts et des régions agricoles, et favorisera également le retour des habitants chez eux", indique l'Institut dans son rapport rendu public mardi.
Le coût chiffré par l'Institut varie selon les scénarios retenus : l'un prévoit le transport et le stockage de sol contaminé en zones agricoles, un autre évoque une hypothèse où la terre des zones contaminées serait simplement retournée.
FUITES ET ÉMANATIONS
Le rapport a été publié alors que pratiquement chaque jour une mauvaise nouvelle arrive de la centrale de Fukushima, et que son opérateur est de plus en plus la cible de critiques ouvertes des autorités.
Lundi, après avoir affirmé le contraire, Tokyo Electric Power (Tepco) a admis que l'eau contaminée par la radioactivité s'était finalement écoulée dans l'océan Pacifique, tout proche de la centrale, soit une semaine après l'alerte donnée par l'Autorité de sûreté nucléaire sur une possible fuite.
Cette lenteur à admettre la fuite est "extrêmement déplorable", a fustigé mardi le ministre du commerce Toshimitsu Motegi, tandis que le puissant secrétaire général du gouvernement, Yoshihide Suga, a estimé que ce genre d'information grave aurait dû "être révélée rapidement".
Mercredi, Tepco n'a cette fois pas perdu de temps pour annoncer une nouvelle émanation de vapeur au-dessus du bâtiment du réacteur no 3 de la centrale, la troisième en une semaine. La compagnie a affirmé que les mesures effectuées n'avaient révélé aucune augmentation d'émanations radioactives, ajoutant toutefois qu'elle ignorait toujours l'origine de cette vapeur, l'une des hypothèses étant l'évaporation d'eau de pluie accumulée.
RISQUE ACCRU DE CANCER
Vendredi dernier, Tepco avait également dû admettre que près de 2 000 travailleurs de la centrale accidentée présentaient un risque accru de cancer de la thyroïde. Ce chiffre représente près de 10 % de l'ensemble des ouvriers ayant travaillé sur le site et qui ont eu la thyroïde exposée à des doses cumulées de radiations supérieures à 100 millisieverts (...) »
Le Monde avec *AFP*, le 24 juillet 2013

Fukushima : Tepco confirme des fuites radioactives dans l'océan

« La compagnie d'électricité japonaise Tokyo Electric Power (Tepco) a reconnu pour la première fois que des eaux souterraines radioactives accumulées au pied de la centrale accidentée de Fukushima avaient fui dans l'océan Pacifique. Cet aveu intervient au lendemain d'élections sénatoriales qui ont vu la victoire du Parti Libéral-Démocrate (PLD, droite) du Premier ministre Shinzo Abe, largement pro-nucléaire (...) »
Le Parisien avec *AFP*, le 22 juillet 2013

A Fukushima, les risques sanitaires ont été sous-évalués par Tepco

« Ils étaient 178. Les voilà 1973. En décembre 2012, Tepco, l'opérateur de la centrale de Fukushima annonçait officiellement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que 178 de ses travailleurs avaient subi une exposition aux radiations supérieure à 100 milliSieverts (mSv) après la plus grave catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl. Une telle contamination – cent fois celle autorisée par an en France – exposerait à un risque élevé de cancer, selon de nombreuses études épidémiologiques.
Vendredi 19 juillet, Tepco a révisé ses chiffres, portant à 1973 le nombre de travailleurs exposés à plus de 100 mSv, soit 10 % du personnel ayant travaillé sur le site entre le tsunami du 11 mars 2011 et fin 2012 (…) »
Par Philippe Mesmer, correspondant à Tokyo, *Le Monde*, le 20 juillet 2013

Le Medef refuse les conclusions du débat sur la transition énergétique

« L'exercice était périlleux. C'est désormais un échec. Le Medef, la CGPME, l'Union professionnelle artisanale et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles refusent d'avaliser les quinze recommandations du débat national sur la transition énergétique qui s'achève officiellement le 18 juillet. Le débat était l'une des pièces maîtresses du gouvernement pour lancer la transition énergétique, l'un des "grands chantiers du quinquennat", selon les mots de François Hollande, qui doit conduire à une société française sobre en carbone à l'horizon 2050 (...)

LE NUCLÉAIRE, SUJET DE DISCORDE

Pour justifier son geste, le Medef avance deux arguments majeurs. Le premier concerne les problèmes de gouvernance du débat qui ont donné lieu à des "dysfonctionnements", selon lui. En réalité, le patronat, s'il est habitué à dialoguer avec les syndicats, ne reconnaît pas la représentativité des ONG présentes aux discussions.

Le second point concerne des recommandations jugées "inacceptables ou insuffisantes". A commencer par la division par deux de la consommation d'énergie à l'horizon 2050, nécessaire selon les experts scientifiques du débat pour tenir les engagements de la France en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. "Cette trajectoire n'est pas nécessaire pour réaliser la transition énergétique, et n'est pas compatible avec la perspective d'un retour à la croissance forte", souligne le document patronal.

Autre sujet de discorde, le nucléaire : "Il est incohérent de recommander la fermeture de centrales sûres et rentables. Il est essentiel d'interdire toute fermeture d'actif pour des raisons 'politiques'." Une fin de non-recevoir à la volonté de François Hollande de fermer la centrale de Fessenheim avant la fin de son quinquennat et de réduire de 75 % à 50 % d'ici à 2025 la part de la production de l'électricité issue de l'atome.

Enfin, dans la lignée du plaidoyer pour le maintien du nucléaire en l'état, les objectifs proposés en matière d'énergies renouvelables (plus de 27 % en 2020 et entre 30 et 40 % en 2030) sont estimés irréalistes (...) »

Par Marie-Béatrice Baudet, *Le Monde*, le 19 juillet 2013

La production électronucléaire mondiale a reculé de 13 années

« Selon World Nuclear News , la quantité d'électricité produite par l'industrie électronucléaire en 2012 est descendue à 2346 TWh, soit 7% de moins qu'au cours de l'année 2011 (2518 TWh) et 11% de moins que l'année 2010 (2630 TWh) [1] ; la production mondiale d'électricité d'origine nucléaire est ainsi revenue au niveau de l'année 1999 (2372 TWh) du fait de l'arrêt de la quasi-totalité des réacteurs Japonais et des quelques menus problèmes rencontrés en 2012 au niveau de centrales américaines (Fort Calhoun, San Onofre, Cristal River...) et Belges (Doel, Tihange) (...) »

Gen4, le 23 juin 2013

Fukushima c'est (à ce jour) 1415 décès et 150.000 déplacés

« A la suite de la maladresse d'une députée Japonaise, le bilan de la catastrophe nucléaire Japonaise a été réactualisé par la préfecture de Fukushima : ce sont 1415 décès qui sont aujourd'hui officiellement liés aux conséquences de l'accident nucléaire alors que 150.000 personnes restent toujours évacuées de leur habitation. Voici un cinglant démenti aux nucléaristes lointains et inconscients qui proclament à l'envi et sans aucune connaissance du dossier : "Fukushima = 0 mort" (...) »

Gen4, le 19 juin 2013

Une substance nucléaire très toxique dans les eaux de Fukushima

« TOKYO (Reuters) - Des taux de plus en plus élevés de strontium 90, substance radioactive très toxique, ont été détectés dans les eaux souterraines de la centrale nucléaire de Fukushima, a annoncé mercredi la société japonaise qui gère le site (...)

Le strontium 90 est un dérivé de la fission de l'uranium et du plutonium dans les réacteurs nucléaires et les armes atomiques, indique le site de l'agence de protection de l'environnement américaine (...)

Les tests régulièrement effectués sous le réacteur numéro deux de la centrale, dévastée par un tremblement de terre et un tsunami en mars 2011, ont montré que le taux de strontium 90 avait été multiplié par 100 au cours des six derniers mois, a indiqué le directeur général de Tepco, Toshihiko Fukuda, lors d'une conférence de presse (...) »
Par Tangi Salaün et Eric Faye pour le service français, édité par Danielle Rouquié, *Le Nouvel Observateur* avec *Reuteurs*, le 19 juin 2013

Nucléaire : le Japon renforce ses normes de sûreté avant de relancer des réacteurs
« Tokyo (AFP) - L'autorité japonaise de régulation nucléaire a validé mercredi des normes de sûreté plus sévères pour les réacteurs atomiques de l'archipel, prétendant ainsi tirer les leçons de la catastrophe de Fukushima avant d'autoriser des centrales à redémarrer.
Les membres de l'instance indépendante de contrôle, établie en septembre dernier après l'échec de la précédente trop inféodée au ministère de l'Industrie, ont entériné mercredi de nouveaux standards de sûreté au bout de neufs mois de travail et des dizaines de réunions ainsi qu'un appel aux commentaires publics.
L'autorité a dans le même temps proposé d'avancer au 8 juillet au lieu du 18 l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles qui n'attendent plus désormais qu'une approbation en conseil des ministres.
"Je pense que nous avons créé un dispositif qui peut être considéré comme tout à fait approprié au niveau international. Mais sa valeur réelle sera vérifiée lors du passage en revue des réacteurs", a déclaré mercredi le président de l'autorité, Shunichi Tanaka.
Des progrès certains
"Le Japon se dote enfin de normes face aux accidents graves, en ligne avec celles des pays avancés", soupire une partie de la presse nippone.
"Ce qui est important, ce n'est pas seulement la définition de normes prenant en compte les risques, mais aussi les compétences techniques de l'instance de régulation pour correctement évaluer l'efficacité potentielle des dispositions prises par les compagnies", souligne toutefois un expert français.
Ces nouvelles normes ne sont peut-être pas parfaites, mais les progrès sont certains.
Avant l'accident de Fukushima, provoqué en mars 2011 par un violent séisme suivi d'un gigantesque tsunami, le Japon était persuadé qu'une catastrophe aussi grave que celle de Tchernobyl en 1986 ne pouvait jamais arriver ici : "technologies japonaises, accident impossible" tel était le mythe.
Ni les instances nationales ni les compagnies n'avaient envisagé de mesures suffisantes pour empêcher une situation critique, si bien que le pire s'est produit : la perte intégrale des systèmes de refroidissement de plusieurs réacteurs et piscines de stockage du combustible usé, la fusion des cœurs de trois réacteurs, des explosions d'hydrogène dues à une augmentation de pression dans les bâtiments, des rejets de substances radioactives dans l'air, la terre et la mer, l'évacuation dans des conditions apocalyptiques de dizaines de milliers de personnes et quarante ans de travaux désormais pour tenter d'assainir le site. Le désastre a été élevé au niveau maximum, 7, sur l'échelle internationale des accidents nucléaires... comme Tchernobyl.
Les nouveaux standards, plus sévères vis-à-vis des catastrophes naturelles, des risques géologiques (dont la présence de failles possiblement actives), des accidents d'avion et des actions terroristes, ont été conçus sur un axiome : même un accident grave peut arriver et il faut pouvoir y répondre.
Ces normes exigent par exemple davantage de pompes de secours en cas de panne de système de refroidissement, des équipements mieux protégés contre les tsunamis géants, des "soupapes" équipées de filtres à éléments radioactifs s'il s'avérait nécessaire de relâcher la pression des bâtiments des réacteurs, et d'autres moyens pour éviter une redite du drame de Fukushima.
La durée d'exploitation des réacteurs a par ailleurs été fixée à 40 ans, avec la possibilité de l'étendre de 20 ans une fois seulement et sous strictes conditions.
A ce jour, hormis deux tranches (les 3 et 4 d'Ohi, ouest) qui avaient été autorisées par le précédent gouvernement à être remises en service à l'été 2012 pour environ 13 mois (durée habituelle entre deux sessions d'entretien), aucun des 48 autres réacteurs ne peut recommencer à fonctionner tant que l'autorité de régulation n'en a pas validé la sûreté sur la base des nouvelles normes.
Impatientes de relancer leurs centrales, les compagnies ont déjà commencé des travaux de mise en conformité et préparent activement les dossiers que l'instance examinera à partir du 8 juillet.

Les premiers devraient concerner 6 centrales pour un nombre total de 12 réacteurs exploités par quatre compagnies.
Selon l'autorité, les études nécessaires pour chaque réacteur pourraient exiger six mois, ce qui rend difficile tout pronostic sur le nombre d'unités qui pourraient être réactivées pour l'hiver prochain.
Le gouvernement de droite de Shinzo Abe, pro-nucléaire, souhaite redémarrer des réacteurs, mais assure qu'il se conformera à l'avis de l'autorité, statutairement indépendante. Le redémarrage d'un réacteur exige aussi l'accord des autorités locales voisines »
Sciences & Avenir avec *AFP*, le 19 juin 2013

Japon : "Pas de décès dus à Fukushima" une élue déclenche un scandale
« *Une élue du parti au pouvoir a affirmé que l'accident nucléaire de Fukushima n'avait pas provoqué de morts, causant un tollé général au Japon.*
La colère s'est répandue au Japon lundi 17 juin après l'annonce d'une députée pro-nucléaire japonaise du parti au pouvoir. Sanae Takaichi, responsable du Parti Libéral-Démocrate (PLD, droite), a provoqué des remous auprès de la classe politique et du public en affirmant que "il n'y a pas de mort due à l'accident nucléaire". Officiellement, plus d'un millier de personnes sont décédées à cause de la dégradation de leurs conditions du vie durant ou après l'évacuation (...) »
RTL avec *AFP*, le 19 juin 2013

Plusieurs cas de cancer de la thyroïde chez des enfants de la préfecture de Fukushima
« *Un plan de dépistage du cancer la thyroïde mis en place par la préfecture de Fukushima assure le suivi de 360.000 personnes mineures au moment du cataclysme qui a frappé le Tohoku en mars 2011 et qui a endommagé la centrale nucléaire de Fukushima. Au travers d'une étude menée par l'université médicale de Fukushima, ce plan a révélé 12 diagnostics de cancer de la thyroïde chez des mineurs. De plus, dans cette même population, 15 cas à haut risque ont été repérés. Les résultats présentés le mercredi 5 juin 2013 ont été obtenus sur un échantillon de 175 499 personnes qui avaient été repérées lors de leur examen primaire de la thyroïde* (...) »
Bulletins électroniques [veille technologique internationale, Ministère des affaires étrangères, France], le 14 juin 2013

Nucléaire : l'UE envisage de réaliser des audits de sûreté thématiques tous les six ans
« *La Commission européenne propose de réviser la directive sur la sûreté nucléaire en introduisant notamment des stress tests tous les six ans. Ces tests aborderaient des thèmes précis décidés conjointement par les Etats membres* (...) »
Par Philippe Collet, *Actu Environnement*, le 14 juin 2013

Sous-marins nucléaires : une enquête qui fait froid dans le dos
« *Le quotidien Le Télégramme révèle de graves et nombreux problèmes de sécurité sur la base bretonne de l'Ile-Longue, qui abrite des sous-marins nucléaires* (...) »
Le Point, le 11 juin 2013

Nucléaire : "Dire qu'il n'y a pas de morts, c'est faux" réagissent les syndicats
« "*Ça nous a fait bondir*". *Après la lecture des propos du cancérologue et membre de la Cli Marcoule, Jean-Claude Artus, certains travailleurs du nucléaire ont décidé de ne pas laisser passer un tel discours concernant les risques sur la santé liés aux activités nucléaires. "Dire que le nucléaire n'a tué personne dans l'OCDE, c'est de la malhonnêteté intellectuelle. Dire qu'il n'y a pas un mort dû à un cancer lié au*

nucléaire, c'est faux", lâche, furieux, Yannick Rouvière, secrétaire général de l'Union fédérale des syndicats du nucléaire CFDT représentant des salariés d'Areva, du CEA, de l'Andra et de l'IRSN. "D'abord, on parle toujours d'irradiation, mais il y a aussi les inhalations possibles, en cas d'incident d'uranium, de plutonium, ou de produits de fission", précise d'abord le représentant syndical.
Au CEA, 3 à 5 cas de cancer par an
Il rappelle que le CEA publie chaque année les chiffres des maladies professionnelles reconnues comme étant liées à une exposition aux rayonnements ionisants : "Au CEA, on compte entre 3 et 5 cas par an sur une vingtaine de cas recensés à l'échelle nationale, il s'agit principalement des cancers bronchopulmonaires ou de leucémie". Des maladies dont on ne meurt pas tout de suite. Yannick Rouvière évoque ceux qui restent longtemps invalides après les irradiations. Et de citer le cas des trois irradiés de Forbach en 1991. "Ce Monsieur Artus pourrait également dire que l'amiante n'a tué personne alors que des malades meurent 30 ans après", poursuit Yannick Rouvière (...) »
Par Hélène Amiraux, *Le Midi Libre*, le 7 juin 2013

Nucléaire : voici les premières pastilles d'iode à Brest

« Samedi matin, une distribution aura lieu pour les habitants de la rive droite dans un périmètre de 500 m de la base navale. Une nouveauté à Brest, en prévention de fuite radioactive.
3 500 personnes sont concernées. Elles résident rive droite à Brest, dans le périmètre défini de 500 m autour de la base navale. Elles ont toutes normalement reçu un prospectus distribué par la Ville de Brest. Elles pourront se présenter samedi de 9 h à 12 h, à la mairie des Quatre-Moulins avec le talon rempli de ce prospectus et un justificatif de domicile. Le service de santé des armées leur remettra alors des comprimés d'iode. De nouvelles distributions auront lieu les 15 et 22 juin.
Le risque : une fuite de réacteur de sous-marin
La source du risque nucléaire à Brest ? Les escales de sous-marins nucléaires d'attaque. Leurs armes sont conventionnelles mais la propulsion est nucléaire. Basés à Toulon, ceux-ci font escale environ 50 jours par an à Brest. Ce peut aussi être le cas de porte-avions nucléaires.
Le risque pris en compte est celui d'une fuite au niveau du réacteur, engendrant la libération d'éléments radioactifs, dont de l'iode. En se fixant dans la thyroïde, celui-ci peut déclencher des cancers de cette glande.
En revanche en cas d'accident à l'Ile-Longue, garage des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, en rade de Brest, où sont également stockées les ogives nucléaires des missiles, Brest ne serait pas concernée. Selon les calculs des services de l'Etat, la propagation des poussières radioactives n'atteindrait pas la ville
Sur consigne du préfet
Les comprimés distribués contiennent de l'iode stable dont le rôle est de saturer la thyroïde. Pris à temps et seulement sur consigne du préfet, ils éviteraient ainsi que l'iode radioactif ne se fixe sur la glande.
À Brest, c'est une première, alors que les activités nucléaires en rade existent depuis 41 ans. La distribution d'iode existe depuis plusieurs années autour des installations nucléaires civiles. Cette mesure s'étend peu à peu autour des sites militaires. À Toulon, une distribution est faite depuis 2010. »
Ouest France, le 6 juin 2013

La centrale nucléaire iranienne endommagée par des séismes

« Une série récente de séismes qui ont frappé l'Iran a endommagé la centrale nucléaire de Bouchehr, dessinant de larges fissures sur la structure, ont indiqué des sources diplomatiques en marge d'une réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) à Vienne. L'information provient du croisement des systèmes de surveillance nucléaire de plusieurs pays différents.
Le 9, le 17 avril comme le 11 mai, les autorités iraniennes avaient pourtant assuré que les séismes successifs survenus sur son territoire n'avaient provoqué aucun dommage sur la centrale, capable selon eux de résister aux plus gros tremblements de terre. Elles avaient par ailleurs indiqué à deux reprises à l'AIEA que le réacteur était à l'arrêt, en février et en mai, sans en préciser la raison. Depuis son lancement, en septembre 2011, des problèmes techniques persistants ont conduit plusieurs fois Téhéran à

l'arrêter pour de longues périodes.
PRÉOCCUPATION DE L'ARABIE SAOUDITE
L'Iran est le seul pays doté d'installations nucléaires à avoir refusé de rejoindre la Convention internationale de sûreté nucléaire, créée après la catastrophe de Tchernobyl. Les inquiétudes de ses voisins à l'égard de la centrale de Bouchehr se font de plus en plus pressantes, les inspecteurs de l'AIEA n'étant pas autorisés à y mener des inspections de sécurité. L'Arabie saoudite a ainsi fait état mardi de sa préoccupation lors d'une réunion plénière de l'AIEA, à Vienne.
Deux diplomates interrogés par l'agence Associated Press sous le couvert de l'anonymat ont confié que le béton de la centrale arborait de larges fissures de plusieurs mètres de longs, résultats des deux séismes d'avril. Autant qu'ils aient pu en juger, ces fissures ne sont toutefois pas voisines du cœur de la centrale. Questionné à ce sujet, le représentant de la délégation iranienne à l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, a assuré "ne rien savoir sur Bouchehr".
Neuf tremblements de terre de magnitude 6 ont frappé l'Iran au cours des dernières décennies. Pour les scientifiques, de nouveaux séismes majeurs ne sont qu'une question de temps. »
Le Monde avec *AP*, le 4 juin 2013

Fukushima : le Japon rejette un rapport accablant de l'ONU

« Le 27 mai, Anand Grover, rapporteur spécial du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, présentait à Genève les résultats de sa mission de novembre dernier à Fukushima. Une fois n'est pas coutume, les Nations unies ont fait leur travail : protéger. Ou, tout au moins, émettre la ferme intention de le faire. Voici les principales conclusions de ce rapport [PDF] accablant pour le gouvernement japonais.
Anand Grover prend acte de l'ampleur de la catastrophe : la quantité de césium relâchée suite à l'accident nucléaire de Fukushima est de l'ordre de 168 fois celle relâchée lors du bombardement atomique d'Hiroshima. Sans parler du tellure, du lanthane, de l'argent et du baryum.
Le rapporteur prend également acte du fait que l'on ne peut plus appliquer à Fukushima les mêmes méthodes de maquillage de la réalité mobilisées après Tchernobyl, notamment en ce qui concerne les effets sanitaires désormais identifiés (aberrations chromosomiques, hausse de la morbidité infantile, hausse du nombre de leucémies).
Selon Anand Grover, on ne peut plus considérer comme négligeables les travaux scientifiques démontrant le lien entre une exposition durable aux faibles doses et le développement de cancers.
Le rapport critique l'absence de distribution effective à la population de tablettes d'iode. Et remet en question le système de protection sanitaire des travailleurs : l'accès aux examens médicaux n'est pas systématique (contrairement à ce que la loi prévoit) et les résultats ne sont pas transmis aux autorités ; la main-d'œuvre embauchée par les sous-traitants, majoritaire, n'accède pas à de tels examens (...) »
Tribune de Thierry Ribault, économiste au CNRS, dans *Rue89* le 2 juin 2013

Manifestation à Tokyo contre le nucléaire

« TOKYO (AFP) - Des milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche à Tokyo pour protester contre le nucléaire, alors que le Premier ministre conservateur Shinzo Abe songe à réactiver les réacteurs, dont la plupart sont à l'arrêt en raison de l'accident de Fukushima.
Selon les organisateurs, quelque 7.500 personnes se sont réunies dans un parc de la capitale japonaise, dont des victimes de la catastrophe de Fukushima en mars 2011, et le prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe.
Les protestataires ont défilé dans les rues de Tokyo en brandissant des panneaux, dont un proclamait : "Pas de nucléaire. Seuls les singes sous-développés veulent du nucléaire" (...) »
Sciences et Avenir, avec *AFP*, le 2 juin 2013

Le nucléaire japonais manque toujours de sûreté et de transparence

« Tokyo, correspondance. Vingt-sept mois après le début de la catastrophe de Fukushima de 2009, la transparence et la sûreté restent problématiques dans l'industrie nucléaire japonaise. C'est ainsi que, jeudi 30 mai, l'Agence japonaise de l'énergie atomique (JAEA) devait recevoir de l'Autorité de régulation du nucléaire (ARN) un ordre écrit lui interdisant de lancer les procédures de redémarrage du surgénérateur de Monju (centre du pays).
L'opérateur se voit reprocher des négligences graves en matière de sûreté. Plus de 10 000 appareils, dont certains essentiels pour la sécurité, n'auraient pas été suffisamment contrôlés. Monju a coûté, depuis les premiers travaux en 1986, plus de 1 000 milliards de yens (7,65 milliards d'euros) et fut le théâtre, en 1995, d'un des plus graves accidents nucléaires japonais, une fuite de 700 kg de sodium du circuit secondaire de refroidissement. Sa mise en conformité devrait nécessiter d'importants travaux (...) »
Par Philippe Mesmer, *Le Monde*, le 30 mai 2013

Fukushima : Tokyo ordonne de nouvelles mesures pour contenir les infiltrations d'eau
« Pour tenter de résoudre le problème des eaux contaminées sur le site de la centrale accidentée de Fukushima, le gouvernement japonais a demandé que de nouvelles mesures soient prises. Et ordonné à Tepco, l'opérateur en charge de la centrale de construire, autour des installations, un mur qui serait en grande partie enterré. Son but serait de permettre de contenir une partie des eaux souterraines qui s'infiltrent dans le sous-sol des installations, se mélange avec des débris radioactifs, et deviennent ainsi dangereuses. Ce qui oblige Tepco à en stocker un volume plus important qu'initialement prévu.
Or du fait de ces infiltrations, les capacités de stockage de la centrale commencent à saturer. Chaque jour, quelques 400 m 3 d'eau souterraine s'infiltrent dans les sous-sols des bâtiments des réacteurs. D'ores et déjà, l'opérateur japonais a stocké environ 370.000 tonnes d'eau radioactive. Une capacité de stockage qui doit être augmentée pour atteindre 450.000 tonnes l'automne prochain puis 700'000 tonnes d'ici à 2015 (...) »
Par Clause Fouquet, *Les Echos*, le 30 juin 2013

Fessenheim : la fermeture juridiquement possible, selon le PDG d'EDF
« PARIS - Le PDG d'EDF Henri Proglio a reconnu mercredi que la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim était techniquement et juridiquement possible, alors qu'un bras de fer se profile au sujet d'une indemnisation du géant électrique français par l'Etat.
Beaucoup de choses ont été dites, c'est techniquement et juridiquement possible, alors il y a des conditions juridiques nécessaires qui consistent à faire voter une loi, (avoir) ensuite un décret d'application de cette loi, tout est ouvert, a déclaré le patron d'EDF (...) »
Romandie.com, le 29 mai 2013

Deux réacteurs nucléaires sud-coréens stoppés pour cause de corruption
« Des fonctionnaires auraient acheté des pièces non certifiées pour les centrales de Gori et de Wolseong. Résultat, les pièces en question doivent être remplacées, ce qui pourrait prendre jusqu'à 4 mois. "Nous nous attendons à une coupure de courant sans précédent cet été puisque nous devons répondre à la demande avec trois réacteurs de moins", a averti le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'énergie, Han Jin-Hyun. En effet, l'été les climatiseurs fonctionnent à plein régime. Or, le nucléaire répond à plus de 35% de la demande nationale en électricité. La situation est d'autant plus grave que le redémarrage prévu d'au moins un autre réacteur a été repoussé, pour les mêmes raisons. »
Euronews, le 29 mai 2013

Japon : les derniers habitants proches de Fukushima autorisés à retourner chez eux
« Au Japon, Futaba, la dernière commune faisant l'objet d'un ordre d'évacuation dans la zone interdite des 20 km autour de la centrale de Fukushima, est rouverte à ses 6 500 anciens habitants. Ils ont le droit de

revenir dans leur commune sans restriction, mais la majorité d'entre eux n'envisagent pas d'y revivre en permanence, car la radioactivité dans la majeure partie de la zone interdite demeure toujours trop élevée plus de deux ans après l'accident nucléaire.
Les anciens habitants de Futaba, l'une des communes les plus proches de la centrale de Fukushima, ont acquis le droit de revenir dans leur maison. Comme les autres villages de la zone interdite, ils ne sont plus soumis à une limitation de temps, ni de mesures de radioprotection particulière comme le port d'un dosimètre et d'une combinaison radiologique. Le gouvernement cède aux pressions des autorités locales. Elles veulent éviter la disparition des villages situés dans la zone interdite.
Cette décision de rouvrir les villages où la radioactivité est comprise entre 20 et 50 millisieverts par an est controversée, puisque le seuil des 20 millisieverts avait servi de référence pour définir les zones à évacuer. Le gouvernement répond que les anciens habitants ne seront autorisés à se réinstaller définitivement que dans les endroits ou la radioactivité est inférieure à 20 millisieverts par an. Soit le niveau autorisé pour un ouvrier du nucléaire en France.
Dans 90 % de la zone interdite, la radioactivité reste trop élevée. Seuls quelques anciens habitants parvenus à l'automne de leur vie envisagent un retour dans la région proche de la centrale de Fukushima.
»
Par Frédéric Charles, *RFI*, correspondant à Tokyo, le 28 mai 2013

Incident nucléaire : trente chercheurs irradiés dans un laboratoire au Japon
« *Incident nucléaire : trente chercheurs irradiés dans un laboratoire au Japon Publié par Emmanuel Perrin, le 28 mai 2013 Top Flop Suite à un incident, trente scientifiques auraient été irradiés dans le laboratoire de physique nucléaire de Tokaimura au Japon Selon l'agence japonaise de l'énergie atomique (JAEA), 30 chercheurs japonais ont été exposés à des radiations lors d'un incident dans un laboratoire nucléaire dont elle est l'opératrice. L'autorité de régulation nucléaire (NRA) du Japon a vivement critiqué "l'absence de culture de sûreté" de l'agence. Jeudi dernier, le tristement célèbre laboratoire de physique nucléaire de Tokaimura (120 km au nord-est de Tokyo) a encore fait parler de lui. En effet, en 1999, une erreur de manipulation d'uranium avait entraîné une réaction en chaîne provoquant le pire accident nucléaire du Japon (jusqu'à celui de Fukushima en 2011) avec deux employés morts irradiés et 600 personnes exposées à des radiations.*
Le 23 mai dernier, c'est un nouvel incident qui s'est produit dans le laboratoire. Des scientifiques japonais y procédaient à une expérience d'accélération de particules consistant à envoyer un rayon à proton sur de l'or. D'après la JAEA, l'agence japonaise de l'énergie atomique qui est l'opératrice du site, une substance radioactive a été émise de façon accidentelle pendant l'expérience "à cause d'une surchauffe provoquée apparemment par des problèmes techniques" (...) »
Par Emmanuel Perrin, *Maxisciences*, le 28 mai 2013

Trente ans après, Plogoff reste une référence, jusqu'à Notre-Dame-des-Landes
« *PLOGOFF (Finistère) (AFP) - Entré dans la mémoire collective, le combat victorieux des habitants du village breton de Plogoff contre un projet de centrale nucléaire demeure, trente ans après, une référence, y compris dans la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, même si le contexte n'est pas le même.*
Sortie en mars, une bande dessinée sobrement intitulée "Plogoff" (Delcourt) s'arrache comme des petits pains. Pourtant, ses auteurs, Delphine Le Lay et Alexis Horellou, étaient à peine nés à l'époque des grandes manifestations du printemps 1981 qui virent entre 50.000 et 100.000 personnes s'opposer à la centrale. Le projet de cette usine, qui devait s'élever dans le Finistère, tout près de la pointe du Raz, à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing, avait finalement été annulé par son successeur François Mitterrand après sa victoire du 10 mai 1981 (...) »
Le Nouvel Observateur, avec *AFP*, le 24 mai 2013

Le débat sur l'énergie se crispe sur le nucléaire

« Quatre scénarios possibles sur l'évolution du système énergétique ont émergé à l'occasion du débat national sur la transition énergétique qui doit déboucher sur une loi à l'automne 2013.
De fortes divergences apparaissent sur l'évolution prévisible de la demande et sur la part du nucléaire.
Les participants au Grenelle de l'environnement avaient eu le droit de parler de tout… sauf du nucléaire.
Le débat national sur la transition énergétique s'est quant à lui voulu dès le départ sans tabou. « Nous parlerons de tout, y compris du nucléaire », se sont engagés à plusieurs reprises les membres du comité de pilotage du débat. Et c'est peu dire que les membres du Conseil national du débat sur la transition énergétique – associations, élus, organisations syndicales et patronales – se sont saisis de la perche qui leur était tendue.
Ainsi, sur les quatre scénarios possibles d'évolution du bouquet énergétique de la France qui émergent du débat, les deux plus extrêmes se distinguent nettement sur la question de l'atome. Le premier, défendu par des ONG ou les ingénieurs de Négawatt, a pour ambition, d'ici à 2050, la sortie totale du nucléaire et des énergies fossiles, au prix d'une réduction drastique de la demande énergétique fondée sur de grands bouleversements sociétaux : arrêt de l'étalement urbain, baisse des vitesses de circulation, relocalisation des productions, développement de toute une économie du recyclage et de l'agriculture biologique, etc.
À l'autre extrême, les partisans de l'atome ont pu mettre sur la table un scénario qui permet aussi selon eux de respecter les engagements de la France sur la réduction par quatre de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Porté notamment par l'Union française de l'électricité (UFE), il mise sur des besoins en énergie constants, sous-tendus par une demande toujours croissante de mobilité et la poursuite de l'étalement urbain (…) »
Par Emmanuelle Réju, *La Croix*, le 23 mai 2013

Hulot : le nucléaire et le gaz de schiste, "une trajectoire suicidaire"

« Ne pas réduire la part du nucléaire et céder à la "tentation" du gaz de schiste est une "trajectoire suicidaire", a déclaré jeudi Nicolas Hulot auditionné à Paris dans le cadre du débat sur la transition énergétique.
"Si nous gardons le nucléaire, et même comme certains le préconisent, nous augmentons le nucléaire, avec le gaz de schiste, la seule chose que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a pas de dénouement heureux", a déclaré le défenseur de l'environnement.
"C'est une trajectoire suicidaire", a-t-il ajouté lors de la réunion mensuelle du "Parlement" du débat qui réunit une centaine de représentants d'associations, syndicats, élus…
Le Medef plaide, au sein de ce débat, pour prolonger la vie du parc nucléaire français et ne pas se priver des gaz de schiste. Pour sa part, le président François Hollande s'est engagé à réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50% d'ici 2025 (…) »
Sciences et Avenir avec *AFP*, le 23 mai 2013

A Fukushima, des "nettoyeurs" irradiés et sous-payés

« Ils sont toujours plus de 3 000 "nettoyeurs" à se relayer sans cesse sur la centrale détruite de Fukushima. Deux ans après la catastrophe nucléaire, les polémiques n'en finissent pas sur les conditions de travail de ces liquidateurs qui, loin de s'améliorer, sont toujours plus alarmantes. Le 22 avril, l'Asia-Pacific Journal a publié une tribune de Sumi Hasegawa, chercheuse à l'université McGill de Montréal, qui met en évidence la pénibilité des taches confiées aux ouvriers de la centrale (…) »
Par Olivier Mary, *Le Monde.fr*, le 21 mai 2013

Centrales nucléaires, démantèlement impossible ?

« Sommes-nous capables de démanteler nos centrales nucléaires ? Un état des lieux alarmant sur les dangers de la déconstruction des sites nucléaires (…) Bernard Nicolas s'attaque cette fois à l'industrie nucléaire. Dans sa nouvelle enquête, ce spécialiste de l'investigation dévoile l'aventurisme des politiques

de démantèlement en cours, reposant sur des techniques complexes que nul ne maîtrise à ce jour, en dépit des déclarations rassurantes des autorités et des gestionnaires du nucléaire. Entre problèmes techniques à répétition, risques permanents de contamination pour l'homme et l'environnement, et surtout impossibilité de stocker en toute sécurité des déchets nucléaires (dont certains resteront dangereux pendant des centaines de milliers d'années), le réalisateur revient sur les ratés et les dangers de ces programmes de démantèlement, révélant au passage leur coût exorbitant. Celui-ci a été totalement sous-évalué - ce qui, en période de restrictions budgétaires, rend le problème encore plus insurmontable. . Bernard Nicolas dénonce également le lobbying, parfois outrancier, d'opérateurs nucléaires qui pratiquent le chantage à l'emploi ou subventionnent à tours de bras, pour faire accepter aux populations la proximité de centres de stockage de déchets. Au fil des témoignages - physiciens, militants d'associations anti-nucléaires, mais aussi salariés du nucléaire -, on découvre l'imprévoyance totale d'une industrie qui se targue pourtant d'une expertise scientifique sans faille (...) »
→ *Centrales nucléaires, démantèlement impossible ?*. France, 2013, 68mn. ARTE F.
Réalisateur : Bernard Nicolas
→ ARTE, mardi 21 mai 2013 à 20:50. Rediffusions : 25.05.2013 à 12:30 et 06.06.2013 à 09:00

Greenpeace porte plainte pour négligence coupable

[Belgique] « *L'organisation de défense de l'environnement Greenpeace va déposer plainte contre le gouvernement pour négligence coupable, a indiqué vendredi Eloi Glorieux, responsable de la campagne Energie chez Greenpeace. L'organisation dénonce l'absence de plan d'urgence adéquat en cas d'accident nucléaire, alors que l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) vient de donner son feu vert au redémarrage des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2* (...) »
7sur7.be, le 17 mai 2013

Indécente Fessenheim

« *La demande indemnitaire d'EDF de 5 à 8 milliards d'euros pour fermer Fessenheim est indécente, mais elle n'est rendue possible que par une immense erreur (volontaire ?) de jugement due à l'inexpérience de la ministre de l'écologie et au double jeu de son administration. Elle traduit surtout l'emprise du lobby nucléaire sur le système démocratique.*
La demande est indécente. Quand on est une société nationale, qui depuis 20 ans n'a pratiquement pas investi en France mais a utilisé la rente nucléaire, qui appartient à tous les Français, pour des investissements à l'étranger qui se sont révélés plus calamiteux les uns que les autres, et ce, sans aucune sanction, on se la joue modeste (...)
Dans tous les cas, une fois de plus, le caractère de pieuvre tentaculaire que présente le lobby nucléaire en France est illustré. En capacité de s'opposer à une décision du Président de la République, alors que l'Etat est actionnaire majoritaire d'EDF, le lobby nucléaire est plus fort que le système démocratique. L'existence d'un Etat dans l'Etat pose un réel problème démocratique et politique qui contribue largement à faire couler notre pays puisque ce lobby obtient des décisions contraires à l'intérêt général (...) »
Par Corinne Lepage, Présidente de Cap21, député européenne, sur son blog *blogs.rue89.com/corinne-lepage*, le 15 mai 2013

Fukushima : Tepco envisage de rejeter en mer l'eau stockée dans la centrale

« *Tepco, l'exploitant de Fukushima, ne sait plus quoi faire des dizaines de milliers de tonnes d'eau contaminée stockée dans les réservoirs de la centrale accidentée. Alors que la compagnie pensait pouvoir rejeter ces eaux dans l'océan Pacifique, les pêcheurs japonais s'y opposent farouchement, craignant une contamination environnementale* (...) »
Par Emmanuel Perrin, *Maxisciences*, le 14 mai 2013

Japon : une faille sismique active sous un réacteur nucléaire

« Un des réacteurs d'une centrale atomique actuellement stoppée au Japon est situé sur une faille sismique active. Après des mois de débats avec des spécialistes, c'est ce que devrait confirmer mercredi 15 mai 2013 l'Autorité de régulation nucléaire (NRA), selon les médias nippons. La NRA devrait aussi décider la semaine prochaine que, dans ces conditions, le deuxième réacteur du complexe de Tsuruga (préfecture de Fukui, ouest) ne pourra être relancé et sera démantelé.

Les quatre experts mandatés par l'autorité ont procédé à des examens sous le site. Et leurs études indiquent que les derniers mouvements de la faille identifiée sont suffisamment proches pour considérer qu'elle est encore active (...) »

Hugo Jalinière avec *AFP*, *Sciences et Avenir*, le 14 mai 2013

Nouveau revers pour le nucléaire japonais

« Alors qu'il espère toujours que le gouvernement de Shinzo Abe va s'engager, après les élections sénatoriales de juillet, en faveur du redémarrage des réacteurs du pays, le lobby japonais du nucléaire vient de subir un nouveau revers en termes d'image. Selon les médias nippons, la nouvelle autorité japonaise de régulation du secteur, la NRA, est sur le point d'annoncer l'interdiction, jusqu'à nouvel ordre, de tout redémarrage du surgénérateur expérimental de Monju, l'équivalent japonais de Superphénix, près de Kyoto. Or cette technologie est l'un des éléments clefs du programme de recyclage le plus poussé du combustible adopté par Tokyo.

La NRA n'a pas été satisfaite des contrôles de sécurité effectués par l'Agence publique de l'énergie atomique (Jaea) qui possède cette centrale. En novembre, les régulateurs ont découvert que l'opérateur avait négligé l'inspection d'au moins 10.000 des 39.000 pièces d'équipement de la tranche d'une capacité de 280 mégawatts. Aucun redémarrage du réacteur ne pourrait être autorisé tant que la Jaea n'aura pas totalement revu ses procédures (...) »

Par Yann Rousseau, *Les Echos*, le 14 mai 2013

Ayrault : 107 millions d'euros pour la recherche et la sûreté nucléaire

« Jean-Marc Ayrault a annoncé mardi "l'engagement" de 107 millions d'euros, issus du programme d'investissements d'avenir, en faveur de deux projets liés à la recherche et à la sûreté nucléaire, a annoncé Matignon dans un communiqué.

Le premier projet, doté de 57 millions d'euros, "permettra de valoriser, et de diffuser vers les entreprises, les résultats issus de la recherche des 11.500 chercheurs des laboratoires de l'Université de Lyon, en créant une société d'accélération du transfert de technologies (SATT)", explique Matignon.

Cette société sera notamment "spécialisée dans les domaines de la santé, des biotechnologies, de la chimie, du développement durable, des nanotechnologies ou des logiciels".

Le second projet, doté de 50 millions d'euros, vise lui à "accroître encore l'expertise française en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection", précise Matignon.

"En se fondant sur les enseignements tirés d'accidents nucléaires comme celui de Fukushima, les 23 projets de recherche sélectionnés (...) conduiront à accroître la maîtrise de la gestion de tels accidents par les exploitants et les autorités publiques, à mieux appréhender les conséquences de ces accidents en matière de rejets de matières radioactives et à quantifier leur impact sur la santé et l'environnement", détaille le communiqué.

Le Premier ministre a décidé cet engagement financier de 107 millions d'euros sur proposition du Commissariat général à l'investissement et de l'Agence nationale de la recherche. »

Le Parisien avec *AFP*, le 14 mai 2013

La centrale nucléaire de Fessenheim est-elle rentable ?

« Depuis quelques semaines, nous connaissons le revenu généré par la centrale de Fessenheim (...)

Et c'est une première. Depuis l'aube du programme nucléaire français, EDF a toujours refusé de

communiquer le moindre chiffre quant à la rentabilité du parc. En janvier 2012, la Cour des comptes elle-même a été incapable d'apporter une réponse claire, soulignant dans son rapport sur le coût de la filière nucléaire "la complexité du sujet, l'incertitude des données et le grand nombre d'hypothèses…"
L'annonce réitérée de la fermeture prochaine de la centrale n'est certainement pas étrangère à cette subite poussée de "transparence financière". Transparence d'ailleurs sujette à caution, si l'on compare le chiffre de 400 millions à la réalité des faits (...) »
Point de vue Jean-Marie Brom dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, le 11 mai 2013

Nucléaire : les médias et le supposé "succès" d'Areva en Turquie

« *Dès la nouvelle connue, jeudi 2 mai 2013, la plupart des médias français ont célébré un prétendu "immense succès" d'Areva, sélectionné avec son partenaire japonais Mitsubishi pour construire quatre réacteurs nucléaires en Turquie (…)*
Pourtant, cette affaire mérite un traitement bien plus fin qu'un déferlement de cocoricos bien imprudents et surtout fort peu justifiés (…)
Certains médias sont d'autant plus fautifs qu'il leur suffisait de consulter leurs propres archives pour s'apercevoir que, à de multiples reprises depuis… 1967, la Turquie avait annoncé la construction de réacteurs nucléaires. Sans vouloir pointer plus particulièrement certains journaux, nous avons retrouvé quelques exemples édifiants :
Un article du Monde du 19 juin 1985 signale que "La société ouest-allemande KWU se retire de la compétition pour la construction de la seconde centrale nucléaire turque d'Akkuyu" et que "La première avait été attribuée à la société canadienne AECL." Or, aucune des deux n'a été construite.
Le quotidien Les Echos du 18 décembre 1996 titre "La Turquie souhaite se doter d'une première centrale nucléaire", parle d'une "candidature de Framatome" (ancêtre d'Areva), d'une "mise en service en 2005" (…)
Les médias français ne tiennent aucunement compte aujourd'hui de ces innombrables effets d'annonce pitoyablement suivis d'annulations, et rivalisent de titres aussi affirmatifs les uns que les autres. C'est de cette façon que l'on accrédite dans l'opinion l'idée - totalement fausse - que la France réduit son déficit commercial en exportant des centrales nucléaires.
Il faut donc rappeler que la dernière centrale vendue est le fameux EPR qui a été bradé par Areva à la Finlande en 2003 pour 3 milliards d'euros : le réacteur, qui devait entrer en service en 2009, n'est toujours pas terminé, et son coût a triplé… au détriment des finances françaises.
Areva tente de se défendre en expliquant que c'était la première foi qu'un EPR était mis en chantier : raison de plus pour prédire un nouveau désastre puisque le réacteur proposé aux Turcs est un nouveau modèle, l'Atmea… qui n'a lui-même jamais été construit (...) »
Par Stéphane Lhomme, directeur de l'Observatoire du nucléaire, *Newsring* le 9 mai 2013

Un fonds indépendant pour sortir du nucléaire

« (...) *le WWF France propose la constitution d'un fonds dédié géré par la Caisse des Dépôts et doté, au minimum et dès sa création, des provisions inscrites dans les bilans des opérateurs pour couvrir les coûts du démantèlement des centrales nucléaires. Ce fonds pour la « Transition énergétique et une sortie équitable du nucléaire » (Tesen) aura une double vocation. Il permettra, le jour venu, c'est-à-dire dans les trente prochaines années, de garantir le financement du démantèlement des centrales nucléaires et, d'ici là, de financer la transition énergétique grâce aux sommes collectées et gérées par lui. Un fonds public indépendant dédié à la gestion des coûts futurs de la fin du cycle nucléaire est déjà une réalité en Finlande ou en Suède. Ce principe avait d'ailleurs été porté le 28 février 2006 dans une proposition de loi signée par 142 députés socialistes dont l'actuel chef de l'Etat, le Premier ministre et un certain nombre de membres du gouvernement (…)*
Grâce au fonds Tesen, l'énergie nucléaire d'aujourd'hui contribuera au financement de la transition énergétique. Le WWF France présentera le 7 mai sa proposition de fonds « Tesen » aux parties prenantes du débat national sur la transition énergétique afin qu'elle puisse être débattue et soumise pour avis au groupe d'experts. Si elle était accueillie favorablement, elle pourrait figurer dans la future loi sur la

transition énergétique »
Par Philippe Germa, directeur général de WWF France, tribune publiée par *Les Echos* le 7 mai 2013

Francis Rol-Tanguy : "Ne pas prolonger les centrales au-delà du raisonnable"
« *Pour le délégué interministériel à la fermeture et à la reconversion du site de Fessenheim, l'arrêt des deux réacteurs alsaciens est dicté par le vieillissement du parc nucléaire français* (...) »
Interview de Francis Rol-Tanguy, propos recueillis par Pierre Le Hir, *Le Monde*, le 6 mai 2013

Bernard Laponche : « Les risques s'accroissent avec l'âge »
« *ROUEN (Seine-Maritime). Bernard Laponche, expert indépendant et co-fondateur de l'association Global Chance, est partisan d'une sortie du nucléaire.-Il est intervenu le 10 avril à Saint-Martin-en-Campagne dans le cadre du débat sur la transition énergétique en Haute-Normandie* (...) »
Interview de Bernard Laponche. Propos recueillis par S.G., *Paris-Normandie.fr*, le 5 mai 2013

Nucléaire : EDF exigerait jusqu'à huit milliards d'euros à l'Etat pour fermer Fessenheim
« *ENERGIE - François Hollande avait promis de fermer le site en 2016...*
Une promesse qui risque de coûter très cher aux finances publiques. Selon les informations du Journal du dimanche, qui mentionne plusieurs sources, EDF demanderait entre cinq et huit milliards d'euros à l'Etat en contrepartie d'une fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin).
Pourtant, cette semaine, l'Autorité de sûreté nucléaire a donné son feu vert à EDF pour l'exploiter jusqu'en 2022. L'électricien estime de son côté qu'il peut l'utiliser pendant encore vingt ans. Or, d'après lui, une fermeture anticipée le priverait de 200 millions d'euros de revenus par an. A cela s'ajoutent « le remboursement de 150 millions d'euros d'investissements non amortis et l'indemnisation de clients allemands et suisses qui achètent l'électricité dans le Haut-Rhin », souligne le JDD (...) »
20 Minutes, le 5 mai 2013

Pourquoi le monde a peur quand l'Iran tremble ?
« *A cause de la centrale nucléaire de Bushehr.*
En moins d'un mois, l'Iran a été frappé par deux forts séismes d'une magnitude de plus de 6 sur l'échelle de Richter. Si les Iraniens s'inquiètent de l'organisation des secours, du côté des voisins du Golfe, la crainte vient surtout de la centrale nucléaire de Bushehr.
Les kilomètres parcourus par les secousses successives de ces dernières semaines ont rappelé la proximité géographique de l'Iran avec les monarchies du Golfe. L'épicentre du séisme qui a fait trembler le sud de l'Iran le 9 avril avec une magnitude de 6,3 ne se trouvait qu'à 89 kilomètres de la centrale de Bushehr (...) »
Par Bahar Makooi, *Slate.fr*, le 4 mai 2013

Corée du Sud : Prison ferme pour corruption dans l'énergie nucléaire
« *La justice sud-coréenne a condamné à de la prison ferme des ingénieurs et fournisseurs du nucléaire à l'issue d'un procès pour corruption qui a jeté une lumière crue sur le manque de transparence de ce secteur et inquiété la population après la catastrophe de Fukushima.*
Deux ingénieurs de l'opérateur public Korea Hydro and Nuclear Power (KHNP) ont écopé de peines comprises entre 14 mois et deux ans pour avoir accepté des pots-de vin de fournisseurs dont les pièces n'étaient pas certifiées conformes (...) »
20 Minutes avec *AFP*, le 3 mai 2013

Nucléaire : contrat historique en vue en Turquie pour la France

« Ankara va commander quatre réacteurs Atmea, le nouveau modèle d'Areva. GDF Suez participe au consortium mené par Mitsubishi.

Une filière nucléaire française peut en cacher une autre. Alors qu'EDF et Areva sont traditionnellement associés pour vendre et exploiter des centrales à l'international, le second est aujourd'hui appuyé par GDF Suez en Turquie. Avec un vrai succès à la clé. Ankara s'apprête à commander quatre réacteurs de moyenne puissance, dont les deux premiers doivent être mis en service en 2023-2024 dans la presqu'île de Sinop - les deux suivants étant programmés pour 2027-2028.

Ce réacteur Atmea, d'une capacité de 1150 mégawatts (MW), est développé conjointement par Areva et Mitsubishi depuis 2007. De son côté, GDF Suez, déjà opérateur nucléaire en Belgique, travaille depuis deux ans aux conditions financières, techniques et réglementaires d'un tel chantier, avec l'objectif avoué de devenir l'exploitant des futures centrales nucléaires turques (...)

De son côté, EDF s'était également positionné avec l'EPR, mais sans succès, victime en particulier des tensions politiques autour de la reconnaissance du génocide arménien.

Ce contrat majeur - il dépasserait 15 milliards d'euros - est triplement important pour le nucléaire français. Il redonne des couleurs aux industriels et particulièrement à Areva. Depuis 2006 et la vente de deux EPR à la Chine, le groupe français n'avait vendu aucun réacteur à l'étranger. Il sacre également la naissance d'un nouveau réacteur à côté du fameux EPR, dont le coût et la puissance (1650 MW) ne sont pas jugés adaptés à tous les marchés à l'export (...)

Dans le dossier de l'Atmea, le camp français ne figure pourtant pas en première ligne. C'est le Japon qui pilote les négociations, via un consortium emmené par Mitsubishi et son compatriote Itochu (...) »

Le Figaro, le 2 mai 2013

Fukushima : Tepco subit une nouvelle perte nette gigantesque en 2012/13

« TOKYO - La compagnie d'électricité gérante de la centrale de Fukushima, Tokyo Electric Power (Tepco), a subi une nouvelle perte nette gigantesque en 2012/13 à cause des indemnités faramineuses versées aux victimes de l'accident nucléaire.

Entre le 1er avril 2012 et le 31 mars 2013, Tepco a enregistré une perte nette de 685 milliards de yens (6,5 milliards d'euros), à peine inférieure à celle de 781 milliards déplorée lors de l'exercice précédent (...) »

Romandies News avec *AFP*, le 30 avril 2013

Fessenheim : feu vert sous condition pour la prolongation du réacteur n° 2

« L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé lundi EDF à poursuivre pendant dix ans l'exploitation du réacteur numéro deux de la centrale de Fessenheim, à condition d'y effectuer d'importants travaux de renforcement.

L'opérateur devra réaliser avant le 31 décembre prochain les mêmes travaux qu'elle entreprend actuellement sur le premier réacteur, déjà préconisés par l'ASN en 2011. Ces consignes sont censées améliorer sa sûreté, dans la lignée des enseignements de la catastrophe de Fukushima. Il s'agit notamment de mettre en place une source de refroidissement de secours et de renforcer la résistance du radier, la dalle sur laquelle repose le réacteur (...) »

Le Monde.fr avec *AFP* et *Reuters*, le 29 avril 2013

Tchernobyl : "Les pertes liées pourraient atteindre 180 mds en 2015"

« "Afin de réduire les pertes économiques consécutives à la catastrophe, qui pourraient atteindre 180 milliards de dollars en 2015, il est important de proposer un programme de développement complet pour les régions affectées par l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986" a déclaré le président de l'Ukraine, Viktor Yanukovych.

La construction d'un nouveau confinement de sécurité constitue l'un des aspects essentiels de la

conversion de la zone en un espace écologiquement sûr, a rappelé le président Yanukovych lors de sa visite à la centrale de Tchernobyl à l'occasion du 27ème anniversaire.
Environ 2.700 personnes travaillent encore à la centrale nucléaire de Tchernobyl, malgré le fait que le dernier réacteur a été arrêté en l'an 2000. Le parlement ukrainien a adopté un programme de déclassement des installations comportant quatre étapes : extraction du combustible nucléaire (2010-2013), conservation des systèmes de réacteur (2013-2022), abaissement de la radioactivité des systèmes (2022-2045) et démantèlement de ceux-ci (2045-2065) (...) »
Enerzine.com, le 29 avril 2013

27 ans après Tchernobyl, la catastrophe continue...
« Pour les "liquidateurs" c'est déjà plus de 100 000 morts et plus de 200 000 invalides, et pour les populations exposées à la contamination le bilan (serait déjà selon les estimations) probablement supérieur à 985 000 de morts à travers le monde.
En janvier 2010, l'Académie des sciences de New York (NYAS) a publié le recueil (sous la direction d'Alexei Yablokov) le plus complet de données scientifiques concernant la nature et l'étendue des dommages infligés aux êtres humains et à l'environnement à la suite de l'accident de Tchernobyl Chernobyl : Consequences of the catastrophe for people and the environment. *Cet ouvrage (dont on peut lire une version réduite et traduite par Wladimir Tchertkoff en Word (.doc), ou en PDF), met à la disposition du lecteur une grande quantité d'études collectées dans les pays les plus touchés : la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine. Les auteurs estiment que les émissions radioactives du réacteur en feu ont atteint dix milliards de curies, soit deux cents fois les retombées des bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki, que sur les 830 000 « liquidateurs » intervenus sur le site après les faits, 112 000 à 125 000 sont morts, et que le nombre de décès à travers le monde attribuables aux retombées de l'accident, entre 1986 et 2004, est de 985 000, un chiffre qui a encore augmenté depuis cette date* (...) »
Edito de *Dissident-Media.org* le 26 avril 2013

Victimes de Tchernobyl : le nucléaire et la bougie
« Tribune C'était il y a vingt-sept ans. Souffler les bougies d'anniversaire d'un accident nucléaire, un triste paradoxe pour les défenseurs de l'environnement et de la santé...
Des bougies, on n'est pas prêt d'arrêter d'en souffler, tant les conséquences d'un accident nucléaire sont sans fin. Tchernobyl aurait dû être un rappel à l'ordre pour l'humanité entière. Pourtant Fukushima a eu lieu et il est à craindre que les statistiques poussent le risque d'un autre accident majeur vers une probabilité certaine.
Une fois de plus, cet anniversaire nous rappelle pourquoi nous luttons contre le nucléaire. Tout d'abord pour honorer justement les centaines de milliers de liquidateurs qui se sont sacrifiés pour empêcher une contamination massive en Europe. Mais aussi pour les victimes qui n'auront d'autre choix que de vivre au milieu d'une catastrophe sanitaire et environnementale permanente.
Entre 6 et 7 millions de personnes vivent encore dans les 150 000 km2 de territoires contaminés au césium en Ukraine, en Biélorussie et en Russie. Victimes de l'irradiation lors de l'accident ou même victimes de la contamination interne par l'ingestion d'aliments cultivés dans ces territoires, 2,4 millions d'Ukrainiens (dont 428 000 enfants) souffrent de troubles liés à la catastrophe, selon les chiffres du ministère ukrainien de la santé. L'absence de démocratie en Ukraine comme en Biélorussie empêche tout devoir de vérité et de prise en charge médicale des victimes. Et l'histoire nucléaire de ces deux pays n'est pas étrangère au maintien de régimes autoritaires.
Aujourd'hui la sécurisation du site de Tchernobyl n'est pas achevée (...)
Le bilan mortifère de Tchernobyl a toujours fait débat. L'Organisation mondiale de la santé avance une cinquantaine de morts par irradiation et 4 000 cancers de la thyroïde, mais l'accord de 1959 liant l'OMS à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) laisse planer un doute concernant l'objectivité de tels chiffres. D'autant plus que des travaux publiés en 2009 par l'Académie des Sciences de New York évaluent à près d'un million le nombre des morts causés par Tchernobyl. Et le bilan est loin d'être définitif (...) »

Tribune proposée par Daniel Cohn-Bendit, Corinne Lepage et Michèle Rivasi, députés européens.
Libération, le 26 avril 2013

Tchernobyl, la mort des enfants en prime

« A la veille du 27e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, Yves Lenoir, président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus, montre ici comment la mortalité infantile s'est accrue dans les pays ayant fourni les plus gros contigents de "liquidateurs" : Russie, Ukraine, Belarus, Lettonie, Lituanie. Au total, ses calculs révèlent un excédent d'au moins 62 730 décès d'enfants avant l'âge d'un an, entre 1986 et 2012.
[Article d'Yves Lenoir] _ Chacun est hanté par les images d'hommes montant à l'assaut de la centrale de Tchernobyl dévastée, à peine protégés des radiations par un tablier de plomb, et des poussières radioactives par un masque vieillot à l'efficacité douteuse. Ces hommes, les " liquidateurs ", constituent la population la plus affectée par l'exposition à la radioactivité libérée par l'accident. Combien furent-ils, ces combattants du plus redoutable ennemi qu'un soldat puisse être amené à affronter, les radiations ? Sans aucun doute plus de 800 000, engagés dans l'ensemble des opérations, brièvement au plus fort du combat ou, plus tard, durant des périodes prolongées et répétées, lorsque le niveau de radioactivité a été réduit. Les survivants sont presque tous atteints de pathologies invalidantes et peinent à obtenir le soutien public que leur sacrifice mérite. On se souvient de la brutale répression des manifestations de protestation que des liquidateurs en grève de la faim menaient à la fin de l'année 2010 pour faire valoir leurs droits.
Les statistiques démographiques établies par la Banque Mondiale et traitées par l'Université canadienne de Sherbrooke, au Québec, révèlent, après analyse critique, qu'ils ont aussi, souvent, eu à faire le deuil d'un ou plusieurs jeunes enfants (...) »
Mediapart, le 25 avril 2013

Ils tentent de revivre autour de Fukushima

« À 12 000 km de la France, au Japon, deux ans après la catastrophe suite au tsunami, la vie tente de reprendre. Des habitants de la Manche, riverains d'installations nucléaires, sont allés voir sur place. Pour comprendre et améliorer, si possible, l'information des Français.
Fukushima. De notre envoyé spécial À 250 km au nord de Tokyo, sur la côte pacifique, Minamisoma était une ville de 71 000 habitants. Très étendue et réputée dans tout le Japon pour son festival d'histoire traditionnelle. La commune est dirigée par un personnage devenu emblématique : Katsunobu Saburaï. Devant les habitants de la Manche venus en délégation, il n'a pas de mots assez durs pour fustiger le « laxisme » des autorités gouvernementales et l'arrogance de Tepco, l'opérateur de la centrale. « Ils m'ont contacté onze jours après la catastrophe ! »
Sa colère n'est pas retombée. Il estime qu'on ne parle de Fukushima que dans les médias locaux. « Normal, la fédération des producteurs d'électricité arrose les médias nationaux depuis quarante ans. 60 milliards de yens (environ 500 millions d'euros) par an, pour "manucurer" la réalité de la catastrophe. On nous fait encore croire que l'énergie nucléaire est une énergie propre et très bien protégée. »
Dans la petite salle de la mairie, un peu vétuste avec ses guirlandes en origami, les membres des commissions locales d'information (CLI) du Cotentin écoutent Katsunobu Saburaï. Ils sont une vingtaine et tentent de comprendre (...)
Comme si le malheur ne suffisait pas, les habitants de la préfecture ont le sentiment d'être traités en parias, en pestiférés. Même par leurs compatriotes. Au pays des cerisiers en fleur, la jolie province de Fukushima est mise entre parenthèses. L'argent ne sert qu'à éloigner le problème (...) »
Par Thierry Dubillot, *Ouest France*, le 24 avril 2013

L'avenir flou du nucléaire français, risque de sûreté

« TOURNEMIRE, Aveyron (Reuters) - La France doit rapidement décider de l'avenir du nucléaire sous peine de créer un risque pour la sûreté, en provoquant notamment une crise des vocations dans le

secteur, déclare le patron de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).
EDF fait face à des vagues de départs à la retraite et devra renouveler 50% de son personnel dans la filière nucléaire dans les cinq prochaines années, suscitant la crainte des autorités sur la perte de compétences induite par ce bouleversement (...)
Si la France devait abandonner recherches et nouvelles constructions, une sortie rapide du nucléaire serait la meilleure option en terme de sûreté, estime l'ingénieur des Mines [Jacques Repussard, directeur général de l'IRSN].
"*Vous ne pouvez pas étaler la sortie du nucléaire sur un demi-siècle. C'est très dangereux*", *dit-il, soulignant que c'est une des raisons pour lesquelles l'Allemagne a fait le choix d'une sortie rapide, évitant notamment la perte de compétences.*
Après la catastrophe de Fukushima en mars 2011, l'Allemagne a décidé de fermer immédiatement ses huit plus vieux réacteurs et de sortir du nucléaire onze ans plus tard, en 2022.
"*Cela a été critiqué, on s'est dit comment ils vont faire ? (...) Mais c'est sage, parce que le faire lentement c'est prendre des risques considérables avec les derniers réacteurs en service : qu'on ne trouve plus de sous-traitants compétents, d'entreprises pour fabriquer certaines pièces, etc.*", *ajoute l'expert.*
"*Le problème de la politique nucléaire française c'est (...) qu'on n'a jamais considéré l'arrêt comme étant une option possible. Du coup, aujourd'hui, le considérer brutalement pose des questions fondamentales et ce n'est certainement pas faisable*", *dit-il* (...) »
Par Marion Douet, Le Nouvel Observateur, le 23 avril 2013

Energie : le Medef défend gaz de schiste et nucléaire dans le débat national
« *PARIS (AFP) - La patronne du Medef Laurence Parisot a plaidé mercredi en faveur d'une "énergie peu chère" en France, en appelant notamment à rechercher, et si possible à exploiter, le gaz de schiste dans le sous-sol français et à "préserver les atouts du nucléaire" (...)*
"*On me demande souvent : comment réindustrialiser la France ? Au-delà du pacte de compétitivité, que je salue, il y a une réponse très simple : explorons et exploitons dans notre pays les gaz de schiste*", *a déclaré Mme Parisot (...)*
Autre accent mis par le Medef, "préserver les atouts du nucléaire", par exemple en matière de changement climatique et de prix compétitif de l'électricité (...)
Mme Parisot a qualifié d'"aberration" la fermeture anticipée de la centrale nucléaire alsacienne de Fessenheim, plaisantant en évoquant "la solidarité Medef-CGT totale" contre l'arrêt prévu par le gouvernement d'ici 2017 (...)
Le "Parlement" du débat sur la transition énergétique se réunit jeudi, pour la première fois en présence de la presse, afin de discuter de scénarios réalisés par des groupes de travail, notamment sur l'évolution de la demande d'énergie. »
Sciences & avenir avec *AFP*, le 24 avril 2013

Fukushima : l'inquiétant défi de l'eau radioactive
« *A la veille du 27e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, Yves Lenoir, président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus, montre ici comment la mortalité infantile s'est accrue dans les pays ayant fourni les plus gros contigents de "liquidateurs" : Russie, Ukraine, Belarus, Lettonie, Lituanie. Au total, ses calculs révèlent un excédent d'au moins 62 730 décès d'enfants avant l'âge d'un an, entre 1986 et 2012.*
[Article d'Yves Lenoir]
Chacun est hanté par les images d'hommes montant à l'assaut de la centrale de Tchernobyl dévastée, à peine protégés des radiations par un tablier de plomb, et des poussières radioactives par un masque vieillot à l'efficacité douteuse. Ces hommes, les " liquidateurs ", constituent la population la plus affectée par l'exposition à la radioactivité libérée par l'accident. Combien furent-ils, ces combattants du plus redoutable ennemi qu'un soldat puisse être amené à affronter, les radiations ? Sans aucun doute plus de 800 000, engagés dans l'ensemble des opérations, brièvement au plus fort du combat ou, plus tard, durant des périodes prolongées et répétées, lorsque le niveau de radioactivité a été réduit.

Les survivants sont presque tous atteints de pathologies invalidantes et peinent à obtenir le soutien public que leur sacrifice mérite. On se souvient de la brutale répression des manifestations de protestation que des liquidateurs en grève de la faim menaient à la fin de l'année 2010 pour faire valoir leurs droits.
Les statistiques démographiques établies par la Banque Mondiale et traitées par l'Université canadienne de Sherbrooke, au Québec, révèlent, après analyse critique, qu'ils ont aussi, souvent, eu à faire le deuil d'un ou plusieurs jeunes enfants. (...) »
Mediapart, le 25 avril 2013

Fukushima : l'inquiétant défi de l'eau radioactive
« *De l'eau contaminée s'accumule dans les sous-sols de la centrale détruite.*
Le gouvernement a demandé à Tepco de trouver rapidement une solution.
La pression s'accentue sur l'opérateur de la centrale de Fukushima, Tepco. Hier, l'Agence internationale de l'énergie atomique a averti qu'il fallait absolument renforcer la fiabilité des équipements vitaux de la centrale, après une série d'incidents qui pourraient, selon elle, être suivis d'autres. « L'eau accumulée sur le site est le plus gros problème », a souligné une équipe d'experts de l'Agence.
Vendredi, le gouvernement japonais a demandé à Tepco de trouver rapidement une solution pour répondre à l'accumulation d'eau contaminée sur le site de la centrale. Un nouveau plan devra être proposé dès le mois prochain. Si elle était toujours considérée comme délicate par l'opérateur, cette équation est devenue plus compliquée encore depuis que le groupe a découvert, début avril, que les gigantesques réservoirs souterrains dans lesquels il stockait l'essentiel de l'eau contaminée, récupérée dans les réacteurs, étaient défectueux et laissaient s'échapper des milliers de litres dans la nature.
Tepco a déjà récupéré, partiellement traité et stocké 316.000 mètres cubes d'eau contaminée, mais il doit faire face à une accumulation sans fin d'eau radioactive dans la centrale. Pour éviter tout échauffement des coeurs des tranches, Tepco continue d'injecter chaque jour plus de 300 mètres cubes dans les réacteurs par le biais du circuit de refroidissement qu'il a reconstruit après la catastrophe (...) »
Par Yann Rousseau, *Les Echos*, le 23 avril 2013

Au Japon, heureux ceux qui restent...
« *"Quand j'ai annoncé que je voulais faire un film sur l'accident de Fukushima, tout le monde s'est défilé. J'ai alors compris que le vrai sujet tabou au Japon n'était ni le sexe ni la violence, mais le nucléaire… "*
Ainsi parle Sono Sion, grand cinéaste nippon dont le dernier film, "The Land of Hope", évoque la tragédie de Fukushima sans velléité de reconstitution mais à travers une fiction d'autant plus éclairante qu'elle est d'une beauté à couper le souffle (...)
"The Land of Hope", de Sono Sion (Japon). Avec Isao Natsuyagi, Jum Murakami, Megumi Kagurazaka. Durée : 2 h 13. En salle mercredi. »
Par Sophie Avon, *Sud Ouest*, le 21 avril 2013

Niger : Areva entre rêves et revers
« *Un document confidentiel dévoile les coulisses des rudes tractations entre le géant français du nucléaire civil et un pays sahélien qui, malgré son pactole en uranium, demeure l'un des plus pauvres de la planète. Cours en berne, insécurité, enjeux politiques : un vrai casse-tête* (...) »
Par Vincent Hugeux, avec Charles Haquet, *L'Express*, le 20 avril 2013

Risque nucléaire : France-Inter réinvente l'ORTF
« *Le "Téléphone sonne" du 17 avril sur le risque nucléaire (rebaptisé la "sûreté" nucléaire) n'avait comme invités que des représentants d'organismes officiels pronucléaires.*
Mercredi 17 avril 2013, sur France-Inter (cf http://bit.ly/13gZrG7), l'émission "Le Téléphone sonne" a proposé aux auditeurs de faire un retour dans le passé, à l'époque de l'ORTF, lorsque les médias publics

n'étaient que les porte-parole de l'Etat.
En effet, sur une question aussi controversée que le risque nucléaire, les seuls invités de l'émission étaient les représentants de deux organismes officiels : Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et Jacques Repussard, Directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (...) »
Par Stéphane Lhomme (de l'Observatoire du nucléaire), *Médiapart*, le 18 avril 2013

Nucléaire : EDF va devoir investir 55 milliards d'euros pour ses centrales
« EDF va devoir investir « 100 à 120 » milliards d'euros en France dans les dix ans à venir, a estimé jeudi son PDG Henri Proglio, confirmant également un coût de 55 milliards d'euros pour le « grand carénage » de ses centrales nucléaires dans l'Hexagone.
« On a peu ou prou sur les dix ans qui viennent sur le territoire national 100 à 120 milliards (d'euros) d'investissements à réaliser, entre les réseaux, la production, l'optimisation, les infrastructures, évidemment les investissements de maintenance, pas seulement réservés au nucléaire », a-t-il déclaré. Proglio était auditionné jeudi par le Conseil national du « débat sur la transition énergétique », organisé par le gouvernement, qui comprend notamment des ONG et des élus écologistes qui l'ont longuement interrogé sur le parc nucléaire français. Le patron d'EDF a également confirmé l'enveloppe de 55 milliards d'euros d'ici 2025, évoquée l'an dernier dans un rapport de la Cour des Comptes, nécessaire pour moderniser les 19 centrales et 58 réacteurs nucléaires français (...) »
20 Minutes avec *AFP*, le 18 avril 2013

Japon : la NRA rédige de nouvelles règles de sécurité nucléaire draconiennes
« L'agence de sécurité nucléaire Japonaise NRA ne pouvait faire autrement que de répercuter rapidement dans les procédures et les différents règlements encadrant la production d'énergie électronucléaire au Japon les contraintes imposées par la catastrophe de Fukushima-Daiichi ; ces nouvelles règles rendront contraignants et coûteux les redémarrages éventuels des réacteurs souhaitant s'y conformer alors que nombre d'unités seront purement et simplement dans l'impossibilité technologique de s'y astreindre, ce qui pourrait – en toute logique – signer leur arrêt de mort (...) »
Gen4, le 17 avril 2013

Fukushima : Tepco traque les trous de souris et transvase l'eau radioactive
« TOKYO (AFP) - L'opérateur de la centrale de Fukushima a présenté mercredi un ensemble de mesures pour éviter que les incidents récents ne se reproduisent dans le complexe atomique ravagé.
Il veut éliminer les risques, empêcher les animaux de s'infiltrer dans les équipements et a commencé à transvaser vers des cuves sûres l'eau de réservoirs souterrains défectueux.
"Nous avons senti la nécessité d'agir pour éviter que ne se reproduisent des incidents. Bien sûr nous aurions mieux fait de le faire plus tôt, et nous devons accélérer les procédés pour résoudre les lacunes et retards sur place", a déclaré le patron de Tokyo Electric Power (Tepco), Naomi Hirose, lors d'une conférence de presse (...) »
Sciences & Avenir avec *AFP*, le 17 avril 2013

Six centrales nucléaires épinglées par l'Autorité de sûreté
« Ces centrales ont présenté en 2012 un niveau insuffisant de sûreté ou de radioprotection, selon le rapport annuel de l'ASN.
Le gouvernement s'est engagé à fermer avant la fin 2016 la centrale de Fessenheim, vétuste et située en zone sismique et inondable. Mais ce n'est pas la seule centrale à poser de graves problèmes, si l'on en croit le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) présenté mardi. Cinq autres ont présenté en 2012 un niveau insuffisant de sûreté ou de radioprotection, d'après le document. Des défaillances du

point de vue de la sûreté ont été constatées par le gendarme du nucléaire dans les centrales de Civaux, Cruas, Paluel, Chinon, cette dernière ayant déjà été pointée du doigt pour l'année 2011. Les centrales de Cattenom et de Fessenheim ont de leur côté été épinglées pour des défaut de radioprotection (...) »
Le Point avec *Reuters*, le 16 avril 2013

Le "gendarme" du nucléaire constate une hausse des incidents dans les centrales
« *L'Autorité de sûreté nucléaire dresse mardi un bilan globalement satisfaisant dans les centrales nucléaires mais constate une augmentation des incidents dans les réacteurs.*
"*L'année 2012 a été assez satisfaisante au plan de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans les centrales nucléaires*". *Voici en substance ce que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) explique dans son rapport rendu public mardi. Toutefois, le* "*gendarme*" *du nucléaire a relevé plusieurs défaillances du point de vue de la sûreté et de la radioprotection, en hausse par rapport à 2011* (...) »
Par Caroline Piquet, *TF1*, le 16 avril 2013

La transition énergétique doit garder des marges de manoeuvre pour le nucléaire
« *Paris - Quelles que soient les conclusions du débat en cours sur la transition énergétique, le nucléaire existera encore durant des années en France et il faudra garder des marges de manoeuvre pour garantir la sûreté des installations, a déclaré mardi le président de l'ASN.*
Il y aura encore pendant des années du nucléaire en France, donc il est essentiel que les exploitants (des installations) gardent les capacités économiques, techniques et humaines suffisantes pour en assurer le fonctionnement dans de bonnes conditions, a insisté Pierre-Franck Chevet, après avoir présenté au Parlement le rapport 2012 de l'Autorité de sûreté nucléaire.
De la même manière, il faudra que l'Autorité conserve les moyens nécessaires et surtout, reste indépendante de toutes les parties prenantes, producteurs d'électricité ou décideurs politiques, a-t-il lancé.
M. Chevet a également rappelé que le parc nucléaire français était très standardisé et qu'une anomalie générique pourrait conduire l'ASN à exiger l'arrêt brutal et simultané de plusieurs réacteurs.
Il faut que le système électrique français dispose de marges pour faire face à cette situation plausible, frôlée de très près dans les années 1990 avec la corrosion des couvercles de cuves de réacteurs, a-t-il averti.
Il faut aussi prendre en compte le fait que les centrales nucléaires ont une durée de vie limitée, difficile à prévoir, et qui ne sera pas nécessairement la même pour tous les réacteurs. Il est donc important d'anticiper la transition vers de nouveaux moyens de production permettant de couvrir la demande d'électricité future, a jugé M. Chevet lors de son audition par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).
Actuellement, l'ASN considère qu'un réacteur peut fonctionner jusqu'à 40 ans, sous réserve d'un examen au cas par cas »
Romandie News avec *AFP*, le 16 avril 2013

Le CCG inquiet de la centrale nucléaire de Bouchehr après le séisme
« *RYAD - Les monarchies arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont réclamé dimanche une inspection internationale de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr estimant, après le récent séisme enregistré en Iran, qu'elle présente un risque potentiel pour leur environnement.*
Je ne vous cache pas que le tremblement de terre a suscité une profonde inquiétude chez les pays du CCG, en raison de possibles fuites dans la centrale de Bouchehr, a déclaré le secrétaire général du groupe, Abdelatif Zayani, devant les responsables des situations d'urgence des six pays, réunis à Ryad.
Il a souligné la nécessité pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de dépêcher une équipe technique pour inspecter les dégâts éventuels et s'assurer de la sécurité de l'installation.
Le CCG avait déjà mis en garde contre le choix du site de Bouchehr, une zone sismique, pour la centrale

iranienne et contre le risque de fuites radioactives et ses conséquences éventuelles sur l'environnement du Golfe, a-t-il rappelé (...) »
Romandie avec *AFP*, le 14 avril 2013

La Russie développe pour 2018 un moteur spatial nucléaire
« *Moscou - La Russie expérimentera dès 2018 un moteur spatial nucléaire pouvant fournir énergie et propulsion à des stations orbitales mais aussi pour un voyage vers Mars, déclare le chef de l'Agence spatiale russe (Roskosmos) dans un entretien publié vendredi.*
Selon Vladimir Popovkine, la création de ce réacteur compact d'une puissance théorique d'1 mégawatt ouvre des possibilité totalement nouvelles dans l'espace en permettant d'assurer dans la propulsion que l'alimentation en énergie (...)
Il n'y a pas de système semblable dans le monde, souligne M. Popovkine, dont l'entretien est publié alors que vendredi, Journée annuelle de l'espace, le président Vladimir Poutine a annoncé des investissements de 40 milliards de dollars d'ici 2020 dans le secteur. (...) »
Romandie News, le 12 avril 2013

L'autorité nucléaire japonaise va soumettre au public son projet de nouvelles normes
« *Durant 30 jours à partir de ce jeudi 11 avril, l'autorité japonaise de régulation du secteur nucléaire va soumettre à l'appréciation du public un projet de durcissement des normes de sûreté des centrales atomiques (...)*
Une fois son projet validé, l'autorité nucléaire japonaise devra statuer sur la possibilité de réouverture de chaque centrale. Actuellement, 48 des 50 réacteurs de l'Archipel sont à l'arrêt. Le régulateur pourrait accorder des délais de grâce pour les travaux et autoriser des réacteurs à redémarrer, à condition notamment que les compagnies s'engagent à les mettre aux normes. Cette instance, indépendante du gouvernement pro-nucléaire, a été établie en septembre 2012 pour remplacer la précédente qui, trop inféodée au ministère de l'Industrie, avait failli à sa mission. (...) »
Par Julien Bonnet, *L'Usine nouvelle*, le 11 avril 2013

Risque de fuite de déchets nucléaires : nouvelle mise en demeure d'Areva La Hague
« *CAEN (AFP) - Le gendarme du nucléaire a mis jeudi en demeure l'usine Areva de Beaumont-Hague (Manche) de prendre des mesures contre le risque de fuite d'un silo de déchets nucléaires prévu pour un entreposage à sec mais qui a dû être rempli d'eau en 1981 face à un incendie, a annoncé jeudi l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).*
"*En cas de rupture de son unique barrière de confinement, le silo présente un risque de contamination de l'environnement par des matières radioactives*", *précise l'ASN dans un communiqué diffusé sur son site internet* (...) »
Sciences et avenir, le 11 avril 2013

L'Allemagne doit évacuer un site de déchets radioactifs
« *Les autorités allemandes l'ont décidé : il va falloir chercher un nouveau site pour stocker définitivement les déchets nucléaires du pays. Jusqu'ici, c'était le site de Gorleben, en Basse-Saxe, qui était privilégié. Mais l'opposition au projet a toujours été vive dans cette région agricole, devenue l'un des fiefs du mouvement anti-nucléaire allemand* (...) »
Par Rachel Knaebel, *Basta !*, le 11 avril 2013

Le grand (trop grand ?) défi de la Energie Wende

« Impossible de voyager en Allemagne actuellement sans que ne soit abordées par tous les interlocuteurs, dirigeants d'entreprises, responsables politiques, journalistes, économistes, les conséquences de la décision prise par Angela Merkel à l'été 2011 de l'accélération du tournant énergétique et de l'abandon du nucléaire (Energie Wende). Et c'est aussi un risque pour la compétitivité de l'industrie allemande, un sujet avec lequel on ne plaisante pourtant pas outre-Rhin (...) »
Par François Roche sur son blog hébergé par *La Tribune*, le 10 avril 2013

Wikileaks : des armes nucléaires à Kleine-Brogel ?
« Un des câbles diplomatiques émanant de l'ambassade des Etats-Unis en Belgique révélés par le site internet Wikileaks mentionne explicitement la présence d'armes nucléaires en Belgique, jamais - ou très rarement - admise officiellement, a-t-on découvert mardi. Il s'agit du document le plus explicite jamais révélé par Wikileaks sur le sujet (...)
Selon les experts, les Etats-Unis maintiennent encore quelque 240 de ces bombes B-61 largables d'avion dans cinq pays alliés (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie). Elles sont stockées dans des abris souterrains appelés WS3 (Weapon Storage and Security System) et gérées par des militaires américains. »
Le Vif (Belgique)

Fukushima : Tepco avoue ne pas savoir d'où viennent les fuites
« La société qui exploite la centrale japonaise accidentée a découvert une nouvelle fuite d'eau très radioactive autour d'un réservoir souterrain. Et ne sait pas d'où elle provient.
L'aveu est alarmant. Tepco, la compagnie qui exploite la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, accidentée suite au séisme et au tsunami du 11 mars 2011, ne sait pas d'où viennent les récentes fuites d'eau contaminée. Et ce alors qu'un nouvel écoulement de liquide très radioactif a été repéré ce mardi autour du réservoir souterrain numéro 1. Deux incidents similaires avaient été constatés depuis vendredi sur les réservoirs 2 et 3. Désormais, trois des sept piscines sont donc inutilisables (...)
La Russie voisine s'inquiète (...)
Si Tokyo ne veut pas céder à la panique, les autorités russes prennent la menace au sérieux. « La situation ne peut pas ne pas nous inquiéter, étant donné que nous sommes à côté », a ainsi déclaré mardi le chef des services sanitaires russes, Guennadi Onichtchenko, cité par l'agence Interfax. « Etant donné que les Japonais refusent de laisser entrer (dans la centrale) des spécialistes étrangers, nous vivons mal la situation », a-t-il ajouté, estimant que les autorités nippones ne semblent pas pouvoir « régler la situation ». »
Le Figaro, avec agences, le 9 avril 2013

Jaczko : « Les centrales nucléaires des USA ne sont pas sûres et devraient s'effacer du paysage »
« L'ancien Directeur Général de la NRC [l'autorité de régulation du nucléaire aux USA] Gregory Jaczko a fait récemment deux déclarations remettant en cause la soi-disant sécurité infaillible des centrales nucléaires américaines.
"Les centrales américaines ne sont pas sûres"
Le 29 mars 2013, M. Jaczko aurait déclaré que : "Les USA devraient stopper la totalité de leurs réacteurs nucléaires car il est impossible aux régulateurs [la NRC] de garantir qu'un accident majeur ne puisse survenir [sur le sol des États-Unis]". L'ancien directeur de la NRC a également estimé que la commission actuelle a "sérieusement endommagé" la réputation internationale de l'agence en matière de sécurité et a accusé ouvertement l'équipe dirigeante actuelle de ne pas "réagir en profondeur" au niveau des accidents majeurs pour se contenter de placer des rustines sur un vieux pneu (...)
"Si nous ne pouvons gérer le problème des déchets alors… arrêtons simplement de produire de l'électricité nucléaire"
Gregory Jaczko conclut (...) en évoquant le délicat problème des déchets nucléaires qui le laissent plus que songeur ; il estime que des problèmes récurrents de perte de barrières radiologiques, par exemple

par la dégradation probable des assemblages de combustible (ou, dans l'actualité récente, des problèmes d'étanchéité au niveau de réservoirs renfermant des déchets radiotoxiques) représenteront un problème majeur d'ici à quelques centaines d'années, et que s'il s'avère que ces problèmes ainsi que celui d'un stockage géologique éventuel ne peuvent être résolus 2, alors la seule réponse doive résider dans l'abandon pur et simple de l'énergie nucléaire. »
Gen4, le 9 avril 2013

"Pour une nouvelle Union autour des énergies renouvelables"
« "*C'est autour du charbon et l'acier que la France et l'Allemagne se sont rapprochés il y a plus de 50 ans. Aujourd'hui nous avons besoin d'une nouvelle énergie en Europe, et ça ne peut pas être le nucléaire, nous avons besoin d'une énergie qui nous assure aussi la sécurité." C'est l'ambitieux projet qu'a défendu Rebecca Harms, députée européenne allemande et membre du Groupe des Verts, dans le cadre du Forum de Strasbourg intitulé "A quoi sert la relation franco-allemande ?*" (...) »
Par Evelyne Herber, *ARTE Journal* le 6 avril 2013

Nucléaire : EDF envisage d'étaler ses investissements
« *La disponibilité du parc nucléaire de l'électricien s'est élevée à 91,5 % cet hiver. Les arrêts de maintenance des centrales ont néanmoins tendance à s'allonger (...)*
Mais, après avoir atteint 80,7 % en 2011, le taux de disponibilité est passé sous la barre des 80 % l'an dernier. Et le facteur de charge (« load factor »), qui rapporte l'énergie effectivement produite à l'énergie théorique maximale du parc, s'est limité à 73 % l'an dernier, un deuxième plus bas depuis dix ans. Outre des facteurs environnementaux (la production peut être limitée en cas d'une température de l'eau rejetée trop élevée), des évolutions plus structurelles risquent désormais de moduler la production comme l'afflux d'énergie renouvelable d'Allemagne, qui a imposé de couper une petite dizaine de réacteurs au moment de Noël (...) »
Par Veronique Le Billon, *Les Echos*, le 4 avril 2013

Île-Longue. Les irradiés du nucléaire se regroupent
« *Depuis hier, l'association Henri-Pézerat, qui soutient, entre autres, les irradiés des têtes nucléaires et leurs familles, a une antenne brestoise. À ce jour, les tribunaux ont imputé quatre décès par leucémie à l'activité professionnelle de ces victimes civiles* (...) »
Par Alain Coquil, *Le Télégramme*, le 3 avril 2013

Areva ne peut pas se désintéresser des petits réacteurs
« *PARIS - Areva ne peut se désintéresser du sujet des petits réacteurs modulables, un concept qui attise l'intérêt de plusieurs pays dont les Etats-Unis, a estimé mercredi le président du groupe nucléaire français Luc Oursel.*
Les réacteurs modulables de petite taille (SMR en anglais) sont une idée ancienne, revenue à la mode avant la catastrophe nucléaire de mars 2011 au Japon, a-t-il expliqué à des journalistes, à l'occasion de la convention annuelle de la Société française d'énergie nucléaire (Sfen), qu'il préside (...) »
Romandie News avec *AFP*, le 3 avril 2013

La Corée du Nord réactive un réacteur nucléaire arrêté depuis 2007
« *INTERNATIONAL - Nouvelle provocation nucléaire ou simple mesure utilitaire ? La Corée du Nord a annoncé mardi 2 avril son intention de redémarrer un réacteur nucléaire arrêté en 2007 et laissé entendre qu'elle pourrait reprendre l'enrichissement d'uranium à des fins militaires. Une décision forte alors que*

ses relations avec la Corée du Sud et les Etats-Unis sont extrêmement tendues.
La Corée du Nord a précisé qu'elle "réaménageait et redémarrait" toutes les installations de son complexe nucléaire de Yongbyon dont un site d'enrichissement d'uranium et un réacteur de cinq mégawatts. Ce réacteur était la seule source de plutonium pour le programme nucléaire militaire du Nord, qui en disposerait encore suffisamment pour produire entre quatre et huit bombes (...) »
Huffington Post avec *AFP*, le 2 avril 2013

Allemagne : L'électricité s'exporte bien
« "*En 2012, l'Allemagne a de nouveau exporté plus d'électricité qu'elle n'en a importé*", *rapporte le Spiegel Online : 43,8 TWh (terawatt/heure) importés contre 66,6 TWh exportés, selon les dernières chiffres de l'Office fédéral des statistiques.*
Cet excédent de 22,8 TWh équivaut "à la production annuelle de deux grandes centrales nucléaires", explique Stern Online.
Ces chiffres ont de quoi surprendre, alors que l'Allemagne a commencé sa sortie du nucléaire en 2011 : 8 des 17 centrales du pays ont été arrêtées suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, au Japon, en mars 2011 (...) »
Presseurop reprenant *Der Spiegel*, le 2 avril 2013

Quelle est la centrale nucléaire française la plus proche de chez vous ?
« *Testez l'appli de Sciences et Avenir pour le savoir. Il suffit d'entrer le nom de votre lieu de résidence pour découvrir à combien de kilomètres se trouve le site nucléaire le plus proche* (...) »
Par Damien Hypolite, Sciences et Avenir, le 29 mars 2013

Il y a plus de tritium (hydrogène radioactif) dans les eaux de la Manche que dans les eaux du Pacifique à proximité de la centrale de Fukushima !
« *Cette annonce très inquiétante vient d'être révélée par l'ACRO, "l'Association pour le Contrôle de la Radioactivité de l'Ouest", un laboratoire indépendant d'analyse de la radioactivité, suite à un prélèvement dans l'eau de mer dans la baie d'Ecalgrain, à proximité de l'usine AREVA de La Hague (Manche).*
L'ACRO effectue une surveillance citoyenne de la radioactivité dans l'environnement depuis de longues années. Elle effectue notamment des contrôles réguliers tout le long des côtes de la Manche afin de suivre l'impact des rejets en mer des installations nucléaires.
Le 17 octobre 2012, l'association a mesuré 110 Bq/L de tritium dans l'eau de mer prélevée dans la baie d'Ecalgrain, à proximité de l'usine AREVA de La Hague (50). Habituellement l'ACRO trouve moins de 27 Bq/L à cet endroit. Etrangement, les relevés de l'exploitant nucléaire transmis au Réseau National de Mesure (www.mesure-radioactivite.fr/public/) ne mentionnent pourtant rien d'anormal ce jour...
"En dix ans de surveillance mensuelle à Goury, de 1998 à 2007 (ou 120 mesures), l'Institut de Radioprotection et de Sureté Nucléaire (IRSN) n'a jamais mesuré de concentration supérieure à 33,3 Bq/L. Que s'est-il passé ? Nous n'en savons rien. L'ACRO a interrogé les autorités compétentes et espère une réponse" précise l'ACRO dans un communiqué publié le 27 mars.
"Il faut savoir que le tritium, hydrogène radioactif, est presque intégralement rejeté en mer par les installations nucléaires. On le trouve donc à une concentration dans l'eau de mer de quelques becquerels par litre dans l'eau de La Manche, alors que la concentration naturelle est de l'ordre de 0,1 Bq/L. Cette concentration ne baisse pas. La tendance est même à la hausse. Il y a plus de tritium dans les eaux de La Manche que dans les eaux du Pacifique à proximité de la centrale de Fukushima ! Les deux derniers relevés officiels japonais (6 et 21 mars 2013) font état d'une concentration inférieure à la limite de détection de 3 Bq/L, sauf à proximité de la centrale où les niveaux atteignent 13 Bq/L. Il y avait 3,1 Bq/L au même point dans le relevé du 21 mars" explique l'ACRO.
L'ACRO entame une nouvelle campagne de prélèvements durant la semaine, au cours des grandes marées, et invite des "préleveurs volontaires" a les rejoindre pour participer à la surveillance de

l'environnement. »
Par Romy Heisenberg, *BioAddict*, le 28 mars 2013

Nucléaire : Greenpeace désigne cinq centrales « à fermer en priorité »
« "*Pourquoi seulement Fessenheim ?*" *Greenpeace a désigné jeudi quatre autres centrales nucléaires à* "*fermer en priorité*" *après avoir analysé, pour les 19 sites français, leur vulnérabilité et les conséquences économiques potentielles d'un accident.*
Outre Fessenheim (Haut-Rhin), doyenne des centrales françaises promise à la fermeture d'ici fin 2016 par François Hollande, Greenpeace a inscrit sur sa liste noire les sites du Blayais (Gironde), du Bugey (Ain), de Gravelines (Nord) et du Tricastin (Drôme) (...) »
Libération avec *AFP*, le 28 mars 2013

Laurence Tubiana : "Nous pouvons enfin sortir des débats convenus sur le nucléaire ou le gaz de schiste"
« *Pour la "facilitatrice" du débat en cours sur la transition énergétique, la réduction nécessaire des consommations d'énergie s'impose comme un enjeu essentiel pour l'avenir. Entretien avec Laurence Tubiana, directrice de la chaire "développement durable" de Sciences-Po Paris* (...) »
Propos recueillis par Emmanuelle Réju, *La Croix*, le 28 mars 2013

Nucléaire : Londres affiche un discours volontariste
« *Le gouvernement britannique a publié hier sa « Stratégie industrielle nucléaire ». De quoi faire patienter les observateurs du nucléaire, qui attendent d'un jour à l'autre le point d'arrivée de la négociation entre EDF et le gouvernement britannique sur le prix auquel ce dernier serait prêt à acheter l'électricité de deux réacteurs EPR à construire sur le site d'Hinkley Point (sud-ouest de l'Angleterre).*
De ce projet qui doit être le premier du programme New Build (« nouveau nucléaire ») décidé par le Royaume-Uni, le rapport donne la première évaluation officielle du coût : de 12 à 14 milliards de livres (soit de 14 à 16,5 milliards d'euros) pour construire les deux EPR prévus, pour une capacité nucléaire de 3,2 gigawatts (GW) (...) »
Par Veronique Le Billon, *Les Echos*, le 27 mars 2013

Fessenheim : le médiateur face à « l'autisme du nucléaire »
« INTERVIEW - Chargé par le gouvernement de préparer la fermeture de la centrale nucléaire, Francis Rol-Tanguy déplore que les syndicats et le maire de Fessenheim refusent de lui parler. Quant à EDF, elle espère encore sauver la centrale.
Francis Rol-Tanguy a été chargé par le gouvernement de préparer la fermeture de la centrale de Fessenheim, prévue d'ici à2016. Un dossier sensible, et symbolique dans le cadre du débat sur la transition énergétique.
LE FIGARO. - Depuis le début de votre mission, quelles sont les résistances auxquelles vous vous heurtez ? Ni EDF ni la CGT n'ont caché leur opposition au projet du gouvernement…
Francis ROL-TANGUY. -EDF n'est pas résigné à la fermeture de Fessenheim. Depuis le début de ma mission, j'ai des échanges réguliers avec l'entreprise même si, d'une manière générale, il y a un certain « autisme » du milieu nucléaire. La France ayant jusque-là fait le choix massif de l'atome, on constate chez certains une difficulté à penser autrement. S'agissant des syndicats, le contact n'a pas encore été établi puisqu'ils n'ont pas voulu me rencontrer. Les élus n'ont pas ces mêmes réticences, à l'exception de la maire de Fessenheim et du président de la communauté de communes. À plusieurs niveaux, le dialogue se met en place (...) »
Par Frédéric De Monicault, *Le Figaro*, le 26 mars 2013

Le scénario catastrophe de l'IRSN en cas d'accident nucléaire en France
« *Gage de transparence, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a publié, mardi 26 mars, son rapport de 2007 – aujourd'hui obsolète –, sur les coûts d'un accident nucléaire en France* (...) »
Le Monde.fr avec *AFP* et *Reuters* , le 26 mars 2013

Japon : le village nucléaire arrose toujours largement, même après la douche de Fukushima
« *Une série de trois articles publiés dans le Mainichi d'hier revient longuement sur les méthodes employées par les électriciens Japonais pour soutenir une industrie électronucléaire moribonde : de l'arrosage d'organisations-écrans bénéficiant à des membres de la commission nucléaire Japonaise en passant par la création d'une compagnie théâtrale de paille ou encore le financement direct de think-thank énergétiques, les techniques déployées par les électriciens du village nucléaire ne semblent pas avoir varié d'un pouce et se sont même renforcées depuis la survenue de la catastrophe nucléaire de Fukushima-Daiichi* (...) »
Gen4.fr, le 26 mars 2013

Le plutonium, enjeu tabou de la transition énergétique
« *Alors que les stocks de plutonium issus de l'activité des centrales nucléaires s'accumulent en France de manière préoccupante, l'association Global Chance souligne le traitement politique contradictoire de l'enjeu des déchets nucléaires* (...) »
Par Agnès Sinaï, Actu-environnement, le 25 mars 2013

Centrale nucléaire du Bugey : EDF mise en demeure de faire des travaux
« (...) *EDF est mise en demeure de réaliser d'ici avant le 15 mai, les travaux permettant de protéger le bâtiment combustible du réacteur n° 5 et le local diesel du réacteur n° 3 de la centrale, vis-à-vis du risque d'inondation externe induit par un séisme, en conformité avec les dispositions de la prescription fixée par la décision de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 décembre 2012. Cette prescription faisait suite au 3 e réexamen du réacteur n° 2 de la centrale de Bugey, qui a reçu en juillet 2012 un avis favorable de l'ASN. Cet avis indique que malgré le vieillissement, le réacteur est apte à poursuivre son activité, mais sous conditions, parmi lesquelles les fameux travaux d'amélioration de sûreté au niveau du risque d'infiltration d'eau. « EDF avait jusqu'au 31 décembre pour les effectuer. Mais, en janvier 2013, les travaux n'avaient pas été réalisés » déclare Grégoire Deyirmendjian, chef de la division régionale Rhône-Alpes de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Le gendarme du nucléaire a donc mis en demeure EDF. « C'est un moyen coercitif que nous avons utilisé sans aucune hésitation » ajoute Grégoire Deyirmendjian* (...) »
Par Myriam Karsenty, *Le Dauphiné*, le 23 mars 2013

[Canada] ***Ottawa : l'estimation des coûts de nettoyage nucléaire grimpe de 2,4 milliards***
« *Le coût de nettoyage des sites renfermant des déchets nucléaires a bondi de 67 % à la lumière d'une évaluation d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL). Par conséquent les coûts anticipés pour assainir les sites de déchets radioactifs s'élèvent à six milliards de dollars, contrairement aux 3,6 milliards qui avaient été inscrits aux livres du gouvernement fédéral pour l'année financière en cours* (...) »
Radio Canada, le 20 mars 2013

La désinformation nucléaire de Delphine Batho
« *Le 12 Mars dernier, la "ministre de l'écologie" Delphine Batho a été reçue et interrogée par France Info, à l'occasion du deuxième anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima.*
Au cours de cet interview, la ministre s'est permis des affirmations mensongères, suggérant que l'arrêt de

huit premiers réacteurs nucléaires en Allemagne avait provoqué une hausse de la consommation de charbon (…) »
Par jpm2 sur son blog *Médiapart*, le 19 mars 2013

Nucléaire : Londres approuve la construction par EDF de la 1ere centrale britannique depuis 25 ans
« *Le gouvernement britannique a donné son feu vert au projet de construction par l'électricien français à Hinkley Point (sud-ouest), d'une de plus grandes centrales du Royaume Uni. Le français doit maintenant tomber d'accord avec l'Etat sur le mécanisme garantissant la rentabilité de l'électricité produite* (…) »
Les Echos, le 19 mars 2013

Japon : panne de courant à la centrale de Fukushima
« *Tokyo, (Japon) - Une panne de courant a contraint l'opérateur de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima, ravagée par le tsunami de 2011, à suspendre le refroidissement de trois piscines de stockage de combustible usagé, a rapporté mardi l'agence Kyodo* (…) »
AFP, le 18 mars 2013

Fukushima. « Notre terre est contaminée pour toujours »
« *De passage en Alsace, la Japonaise Haruko Boaglio témoigne des souffrances des victimes de la catastrophe nucléaire.*
(…) [Question] Comment vivent les évacués ?
- Il reste 154 157 personnes évacuées de la zone de 20 km autour de la centrale. Elles ne pourront jamais retourner chez elles. Elles vivent dans la promiscuité des refuges : c'est très dur. Elles ont tout perdu : leur maison et leurs terres sont invendables. Dans les zones contaminées en dehors du périmètre de 20 km, des hommes continuent à habiter et à travailler. Des mères sont parties avec leurs enfants pour les protéger de la contamination. Les hommes ne comprennent pas pourquoi, les divorces se multiplient. Des femmes choisissent d'avorter, refusent d'avoir des enfants. Beaucoup de gens deviennent dépressifs, se mettent à boire, à jouer à des jeux d'argent. Des agriculteurs se sont suicidés.
Que sait-on de leur santé ?
- Officiellement, déjà 36 % d'enfants ont des nodules de la thyroïde, trois ont un cancer et sept cas sont suspects. 68 000 enfants de la préfecture de Fukushima doivent être dépistés. Ils ne peuvent être examinés que par l'équipe de l'Univer-sité de Fukushima. Il est interdit aux autres médecins d'examiner les anomalies de la thyroïde. Les gens qui ont déménagé loin ne peuvent être pris en charge que s'ils font le voyage, à leurs frais. Des études universitaires montrent déjà des anomalies génétiques sur les papillons et les mouches.
Et l'alimentation ?
- La radioactivité de tous les aliments est mesurée mais les machines ne détectent qu'au-dessus de 20 becquerels par kg. Les autorités persuadent les gens qu'en dessous de 20, c'est acceptable. Selon moi, c'est dangereux, surtout pour les enfants. Le gouvernement, en partenariat avec l'Agence interna-tionale de l'énergie atomique (AIEA), veut convaincre les gens de rester en zone contaminée, qu'il est possible de vivre heureux avec la radioactivité. (…) »
Propos recueillis par Élisabeth Schulthess, *L'Alsace*, le 14 mars 2013

Fukushima : "il faut s'attendre à une hausse importante des pathologies cancéreuses"
« *Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire. Deux ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi, le responsable du laboratoire indépendant de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) fait le point sur la radioactivité au Japon, et ses conséquences sur la population, avec la participation de son partenaire japonais Wataru Iwata (…)*

(…) [Question] Quelles conséquences sanitaires sont à redouter pour ces centaines de milliers de japonais exposés ?
- Compte tenu des doses qu'ont subies ces personnes, et notamment beaucoup de jeunes japonais, on peut s'attendre dans les prochaines années, à enregistrer une hausse importante de nombreuses pathologies cancéreuses (thyroïde, leucémies, etc.) et non cancéreuses, car ces radiations perturbent l'ensemble de l'organisme, dans le système digestif, nerveux ou encore cardio-vasculaire. Et ces radiations occasionnent également des problèmes génétiques, comme on l'a déjà constaté sur certains groupes de mammifères vivant autour de Tchernobyl, victimes d'une instabilité génomique.
Il faut que ces populations puissent disposer de l'aide financière pour refaire leur vie ailleurs. Si une loi a été votée en ce sens au Japon, il manque encore les décrets d'application qui permettraient aux Japonais qui le souhaitent, de s'éloigner de ces zones encore contaminées (…) »
enviro2b.com, le 14 mars 2013

Qui seraient les liquidateurs en cas de catastrophe nucléaire en France ?
« *Enquête Deux ans après la catastrophe, des travailleurs japonais tentent toujours de rendre le site de Fukushima viable. En cas de situation identique en France, les pouvoirs publics ont fixé la liste de celles et ceux qui seraient chargés de rétablir la situation* (…) »
Par Maxence Kagnim, *Libération*, le 13 mars 2013

Des centaines de victimes de Fukushima attaquent Tepco en justice
« *Des centaines de victimes de l'accident nucléaire de Fukushima ont saisi la justice japonaise lundi pour exiger de Tepco, la société exploitante de la centrale gravement endommagée par le tsunami du 11 mars 2011, qu'elle accélère les travaux de décontamination* (…) »
Libération avec *AFP*, le 11 mars 201

Un accident nucléaire, c'est la fin de la démocratie
« *Après deux ans de photojournalisme intensif sur les conséquences des catastrophes nucléaires de Fukushima, certaines conclusions se sont imposées qui rendent obsolètes tous les débats sur le coût du mégawatt électronucléaire et sur la sûreté de fonctionnement des centrales nucléaires.*
Prenons l'hypothèse d'un accident nucléaire en France : les conséquences ne seraient pas seulement économiques – le coût s'élèverait à 430 milliards d'euros par réacteur explosé, selon un rapport de l'IRSN. Ni vitales ou écologiques : avant l'irradiation de la population et la contamination de l'environnement, le premier danger auquel il faudrait parer serait d'ordre social et politique : l'effondrement de l'Etat, pesant sur la démocratie, voire sur la République (…)
Que nous apprend le cas Fukushima ? Aujourd'hui, dans la zone touchée par le panache radioactif, c'est l'abandon de la population qui prévaut : elle n'a pas été évacuée, elle est restée confinée dans les villes contaminées : Minami-soma, Koriyama, Nihonmatsu, Hirono et la ville Fukushima (homonyme de la préfecture qui en tire son nom) (…) _ Dans la préfecture de Fukushima, l'Etat s'est effondré et n'offre plus aucune protection aux citoyens. Les irradiés sont traités comme des parias lorsqu'ils demandent le respect de leurs droits, à commencer par l'accès à un air sain et à une nourriture sans radiation (…)
Dans le cas d'une fusion de cœur de réacteur nucléaire en France, il serait impossible à l'Etat de débourser les 430 milliards d'euros nécessaires (pour 2013 son budget voté est d'à peine 395,5 milliards euros). Comme il serait impossible de compter sur la soumission des Français devant les mesures draconiennes imposées par la force : verrouillage de la zone rouge pour éviter la propagation de la contamination, loi martiale sur la région pour éviter les pillages, censure sur l'information pour éviter la panique.
Les Français sont plus "subversifs" que les Japonais qui n'ont jamais pris une seule Bastille. L'Etat serait alors pris en étau entre risques de faillite et chaos social, et n'aurait d'autre solution, pour survivre, qu'appliquer les drastiques et cruelles normes sanitaires imposées à Fukushima (…) »

Par Antonio Pagnotta, photojournaliste, *Le Monde*, le 10 mars 2013

Le scénario noir du nucléaire

« EXCLUSIF - Un rapport confidentiel de l'IRSN estime que le cas extrême d'un accident majeur en France coûterait jusqu'à 5.800 milliards d'euros. Bien loin des estimations publiées en février (...)
Le JDD dévoile des estimations inédites sur les conséquences d'un accident majeur. En 2007, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avait évalué une série de scénarios catastrophe sur la centrale de Dampierre, dans le Loiret. Dans ce rapport que nous nous sommes procuré, le coût du "cas de base" atteint 760 milliards d'euros. Celui d'une situation extrême s'envole au niveau pharaonique de 5.800 milliards, l'équivalent de trois années de PIB. Ces chiffres vertigineux sont d'autant plus surprenants qu'il y a trois semaines, le même IRSN avait publié une étude dans laquelle les dégâts d'un accident majeur étaient chiffrés à... 430 milliards d'euros. "Il n'y a eu aucun lissage politique, aucune pression", se justifie le directeur général de l'institut Jacques Repussard, qui reconnaît qu'"il est difficile de publier de tels chiffres". À l'origine, ces calculs ont été réalisés pour contredire ceux d'EDF, qui "sous-estimait très sérieusement le coût des incidents", ajoute-t-il.
Pourquoi de telles différences ? Patrick Momal, économiste à l'IRSN, est l'auteur des deux rapports. Embarrassé, il explique que le chiffre de 430 milliards correspond à un "cas médian" de rejets radioactifs comme ce fut le cas à Fukushima. L'estimation de 2007 correspondait davantage au modèle de Tchernobyl, où les rejets avaient été plus nombreux. D'ailleurs, "en actualisant les calculs, le cas de référence de 760 milliards augmente à 1.000 milliards", explique-t-il, en raison de l'impact sur les exportations et le tourisme. "Mille milliards, c'est ce que Fukushima coûtera au bout du compte", estime pour sa part Jacques Repussard. Le rapport de 2007 est en cours de réévaluation et sera rendu public dans le courant de l'année. "Les conclusions très fortes de l'époque sont restées les mêmes, voire renforcées", juge Patrick Momal (...) »
Par Matthieu Pechberty, *Le JDD*, le 10 mars 2013

La difficile vie des "liquidateurs" de Fukushima

« Ils sont environ 3 000 à se relayer jour et nuit sur le site de la centrale accidentée de Fukushima au Japon. On les surnomme les "liquidateurs", car ce sont eux qui gèrent la catastrophe nucléaire depuis le 11 mars 2011, à l'image de celle de Tchernobyl vingt-cinq ans plus tôt (...) »
Par Audrey Garric, *Le Monde*, le 10 mars 2013

Deux ans après Fukushima, où en est l'énergie nucléaire au Japon ?

« Alors que le Japon fête dans la douleur les deux ans de l'accident de Fukushima, lundi 11 mars, la question de l'usage de l'énergie nucléaire suscite toujours débats et inquiétudes dans l'archipel, mais l'abandon total de l'atome n'est plus au programme.
Actuellement, seuls deux des 50 réacteurs du pays sont en exploitation : les n°3 et 4 de la centrale d'Ohi, située dans la préfecture de Fukui sur la côte centre-ouest du Japon, qui ont été remis en fonctionnement en juillet 2012. Les autres sont arrêtés sine die en attendant que soit confirmée leur sûreté sur la base de normes plus sévères en cours d'élaboration par une nouvelle instance de régulation nucléaire (...) »
Par Audrey Garric, *Le Monde*, le 9 mars 2013

Nucléaire : un choix « abominablement coûteux » pour Lepage

« La France est « en train de rater son redémarrage économique » en raison de pouvoirs publics « obnubilés » par le nucléaire, un choix « qui va se révéler abominablement coûteux », a estimé samedi sur France Inter la députée européenne Corinne Lepage.
« Je souhaite un plan précis de fermeture programmée de nos centrales, en commençant par Fessenheim, qui est la plus ancienne et la plus dangereuse », a déclaré l'avocate, qui participe ce samedi à Paris à une

chaîne humaine des anti-nucléaires pour commémorer l'anniversaire de Fukushima.
Deux ans après l'accident, « on est sur une position extrêmement dure de la France qui ne veut pas entendre parler de contrôle européen et qui ne veut pas entendre parler d'assurance pour un éventuel risque nucléaire en Europe », a déploré l'ancienne ministre de l'Environnement (…) »
Libération avec *AFP*, le 9 mars 2013

A Paris, une chaîne humaine pour réclamer l'arrêt du nucléaire
« *Les milliers de manifestants ont encerclé des « lieux de pouvoir » qui contribuent à promouvoir l'énergie nucléaire, comme l'Assemblée et le Sénat, des ministères, les sièges d'EDF et d'Areva et des banques* (…) »
Libération avec *AFP*, le 9 mars 2013

Japon : manifestation antinucléaire à Tokyo, 2 ans après Fukushima
« *TOKYO — Des milliers de manifestants ont défilé samedi à Tokyo pour exiger l'abandon rapide de l'énergie nucléaire au Japon, près de deux ans jour pour jour après le début de la catastrophe de Fukushima, a constaté un journaliste de l'AFP.*
Les participants se sont d'abord rassemblés dans un parc du centre de la capitale : la foule comprenait des résidents de la région de Fukushima (nord-est du Japon) et des personnalités, dont le prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe.
Les protestataires ont ensuite défilé dans les rues de Tokyo pour appeler le Premier ministre japonais Shinzo Abe, au pouvoir depuis la victoire de son parti aux élections législatives de décembre, à ordonner le démantèlement de toutes les centrales nucléaires du pays.
Les organisateurs ont affirmé que 15.000 personnes avaient participé à la manifestation, tandis que la police n'a fourni aucune estimation dans l'immédiat (…) »
AFP, le 9 mars 2013

Bernard Laponche : « Il y a en France un déni du risque nucléaire »
(2 interviews vidéo en ligne)
« *Deux ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima, les politiques européennes en matière de nucléaire ont évolué. L'Allemagne et l'Italie ont par exemple décidé de se tourner vers d'autres sources d'énergies. La France pourrait-elle en faire autant ?*
Bernard Laponche est docteur ès sciences en physique des réacteurs nucléaires et coauteur d' « En finir avec le nucléaire ». Il estime qu'en dix ans seulement, la France pourrait réduire de moitié sa consommation d'électricité d'origine nucléaire grâce à la montée en puissance d'autres énergies renouvelables.
Pas grand chose n'a changé depuis Fukushima
Bernard Laponche estime que depuis le 11 mars 2011, le gouvernement n'a pas suffisamment pris en compte le risque d'accident nucléaire, pourtant grandissant avec l'âge des centrales »
Par Par Neila Beyler, *Les Echos*, le 8 mars 2013

Nucléaire : à quoi ressemble la vie après l'impossible
« *Si vous avez raté le documentaire "Le monde après Fukushima" de Kenichi Watanabe diffusé hier soir par Arte, vous pouvez encore le regarder sur Dailymotion. Il montre des Japonais entre résistance et désespoir. Car l'histoire fait que le peuple japonais, parmi les plus éduqués du monde, connaît les effets invisibles de la radioactivité et garde par ailleurs une relation étroite avec une nature dont il vénère la prodigalité* (…) »
Par Yves Heuillard, *ddmagazine*, le 6 mars 2013

"J'ai visité la centrale nucléaire de Fukushima"
« *EXCLUSIF. Correspondants au Japon, les journalistes Marie Linton et Guillaume Bression suivent, pour Sciences et Avenir, l'évolution de la situation à Fukushima depuis la catastrophe du 11 mars 2011. Ce jeudi 6 mars, ils ont passé plusieurs heures dans la centrale dévastée. Reportage et infographie* (...) »
Sciences et Avenir, le 6 mars 2013

"Dire qu'il n'y a pas de morts à Fukushima est un mensonge", Kenichi Watanabe, documentariste
« *Entretien. Deux ans après la catastrophe au Japon, nous avons rencontré Kenichi Watanabe, réalisateur du documentaire "Le Monde après Fukushima", diffusé le mardi 5 mars 2013 sur Arte* (...) »
Télérama, propos recueillis par Sophie Bourdais, le 5 mars 2013

Nucléaire : le professeur Pierre Pellerin est décédé à l'âge de 89 ans
« *Le professeur Pierre Pellerin, grand spécialiste du nucléaire et mis en cause pour avoir minoré l'impact du nuage de Tchernobyl sur la santé, est décédé dimanche 3 mars à l'âge de 89 ans, indiqué une source proche de la famille, confirmant une information du Figaro.*
Responsable pendant 37 ans du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), Pierre Pellerin avait eu pendant des décennies la haute main sur les informations concernant le nucléaire en France. Mis en examen pour "tromperie aggravée" sur l'impact du nuage de Tchernobyl en France, il a été innocenté par la justice en 2011. L'enquête s'est achevée par un non-lieu, 10 ans après son ouverture, la cour d'appel de Paris estimant que la catastrophe nucléaire de 1986 n'a pas eu de conséquence sanitaire mesurable en France. La chambre de l'instruction de la cour d'appel a en particulier mis hors de cause l'ancien patron du SCPRI.
Le 26 avril 1986, le réacteur numéro 4 de la centrale de Tchernobyl, située à environ 100 kilomètres au nord de Kiev, avait explosé, contaminant une large partie de l'Europe, mais surtout l'Ukraine, le Belarus et la Russie. Le bilan sanitaire de cette catastrophe est très contesté, variant entre 4 000 morts avérés ou à venir dans ces trois pays, selon un rapport de l'Onu critiqué, à 93 000 décès potentiels dus au cancer, selon Greenpeace (...) »
Le Monde.fr avec *AFP*, le 3 mars 2013

Le Japon réétudie l'option nucléaire
« *Le gouvernement Abe pourrait revenir sur la décision prise par son prédécesseur d'abandonner l'énergie nucléaire. La commission sur la politique énergétique du Japon a été remaniée avec le départ de ses membres les plus opposés au nucléaire. Sur base de ses recommandations, le gouvernement doit définir sa nouvelle politique énergétique d'ici la fin de l'année* (...) »
L'Echo (Belgique), le 1er mars 2013

Fukushima : l'OMS confirme une hausse du risque de cancers autour de la centrale
« *Près de deux ans après l'accident nucléaire de Fukushima provoqué par un violent séisme au Japon, les experts de l'Organisation mondiale de la santé estiment que le risque de cancers a bien augmenté dans les zones les plus touchées.*
Selon un rapport rendu public ce jeudi à Genève, le risque de cancer de la thyroïde chez les femmes et les enfants est passé de 0,75% à 1,25% dans un rayon de 20 km autour de la centrale japonaise.
Des chiffres que Greenpeace conteste, l'organisation accusant les auteurs de ce rapport de "sous-estimer honteusement" l'impact des radiations. "Ce rapport est à considérer comme une déclaration politique pour protéger l'industrie nucléaire et non pas comme un travail scientifique axé sur la santé des personnes", accuse l'organisation (...) »
Le Parisien, le 28 février 2013

Nucléaire : Des composants vendus sans contrôle sur un site chinois

« *Le laxisme des autorités chinoises quant au commerce en ligne fournit des opportunités aux trafiquants de tout genre. Une compagnie indienne a ainsi vendu à une société iranienne, sur un site de commerce chinois, des composants nucléaires.*

Pékin commence peut-être à ne plus pouvoir cacher son laxisme en matière de lutte contre le trafic de technologie nucléaire, alors qu'un nombre croissant de cas flagrants d'exportation illégale impliquent le pays (…) »

Par Narayan Lakshma dans *The Hindu*, repris par *Courrier International*, le 26 février 2013

Nucléaire : l'EPR d'Areva écarté de l'appel d'offres du Finlandais Fennovoima

« *Le groupe finlandais d'énergie nucléaire Fennovoima a annoncé lundi qu'il écartait le réacteur EPR du Français Areva pour la construction de la troisième centrale nucléaire de Finlande, au profit du projet du Japonais Toshiba.*

"*Les négociations directes avec Toshiba vont commencer immédiatement*" *pour un réacteur EU-ABWR à eau bouillante de 1.600 mégawatts, indique Fennovoima dans un communiqué* (…) »

Libération, avec *AFP*, le 25 février 2013

Des fuites radioactives sur le site nucléaire d'Hanford

« *Au moins six citernes enfouies sous terre et contenant des milliers de mètres cubes de déchets nucléaires à haute activité ne sont plus étanches.*

Des fuites ont été détectées sur des citernes de stockage souterraines contenant des déchets nucléaires dans l'Etat de Washington, dans le nord-ouest des États-Unis. Le département américain de l'Energie a averti les autorités locales la semaine passée qu'une fuite avait été détectée sur une citerne du site d'enfouissement de Hanford. Vendredi, le secrétaire américain à l'Energie, Steven Chu, a informé le gouverneur de l'État de Washington, Jay Inslee, que d'autres fuites avaient été découvertes, "*au moins six, peut-être plus*" *(…)*

Le site d'Hanford, qui s'étend sur 1500 km2, était à l'origine utilisé pour produire le plutonium utilisé dans les deux bombes nucléaires larguées sur le Japon en 1945 (…)

Selon le groupe français Areva, associé à la gestion du site depuis 2008, Hanford compte 170 cuves contenant 200.000 m3 de déchets chimiques et radioactifs (…) »

Le Figaro, le 23 février 2013

Le nucléaire est en train de ruiner la France

« *Une grande part des difficultés économiques que rencontrent notre pays vient du secteur nucléaire, qu'il s'agisse de notre balance commerciale ou de notre développement industriel ou encore des coûts et de la précarité énergétique.*

Les exportations moins stimulées, le pétrole toujours présent (…)

Sur le plan industriel, la situation est encore plus grave (…)

Les situations financières d'EDF et d'Areva sont plus que préoccupantes (…)

Le coût exorbitant du nucléaire va plomber durablement le prix de l'énergie (…)

Enfin, le fait que beaucoup de nos concitoyens n'aient d'autre choix que le chauffage électrique, beaucoup plus cher, les rend otages d'EDF. Et le pire est que cela continue puisque le chauffage électrique continue à être encouragé alors qu'il devrait être interdit.

Dès lors, bien loin de la propagande officielle d'une énergie nucléaire bon marché et moteur de l'économie française, elle devient un handicap pour notre développement économique et un gouffre financier pour nos concitoyens usagers et contribuables. »

Par Corine Lepage (députée européenne), *Huffingtonpost.fr*, le 20 février 2013

Une faille dangereuse découverte sous une centrale nucléaire au Japon
« Encore une centrale nucléaire japonaise est située au-dessus d'une faille potentiellement active. Les conclusions préliminaires reposent sur un examen visuel des roches aux environs de la centrale de Higashidori dans la préfecture d'Aomori (nord du Japon), a annoncé l'autorité japonaise de régulation du secteur nucléaire.
Si ces prévisions négatives sont confirmées, les autorités exigeront que l'opérateur de la centrale, Tohoku Electric Power, réalise un ensemble de mesures anti-sismiques. Higashidori est la deuxième centrale sous laquelle une faille géologique a été découverte. Précédemment une faille a été trouvée sous un réacteur de la centrale nucléaire de Tsuruga. »
La Voix de la Russie, le 18 février 2013

Près de 100 MBq/m2 d'Iode 131 début avril 2011 à Kitada-Kamura, une ville évacuée seulement un mois après l'accident Japonais
« Des relevés d'activité isotopique indépendants effectués peu après l'accident de Fukushima-Daiichi laissent entrevoir une réalité radiologique bien pire sur le terrain que le tableau qui était dressé peu après l'accident par les autorités Japonaises ; il se confirme ainsi que la ville de Fukushima, située à plus de 60 km du site nucléaire aurait du être évacuée si les critères retenus lors de la catastrophe de Tchernobyl avaient été appliqués au Japon ; la ville de Kitada-Kamura, située à environ 35 km à l'Ouest était quant à elle exposée à une contamination énorme, notamment en I-131, une donnée qui à elle seule aurait du justifier une évacuation immédiate.
100 MBq/m2 d'Iode-131 à Kitada-Kamura : un chiffre effarant imposant une évacuation immédiate ! Le comité pour la mesure de la radioactivité de Miyagi (MIRMC) vient de publier sur youtube une vidéo dans laquelle les chiffres de l'activité radiologique mesurée début avril 2011 ont été reportés sur un graphique simple et lisible (...) »
Gen4, le 17 février 2013

L'autorité de sûreté nucléaire dénonce du travail dissimulé à Penly et Paluel
« L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est sur le point de transmettre à la justice des procès-verbaux, visant notamment EDF, pour "travail dissimulé" et "prêt de main-d'oeuvre à but lucratif". Parmi les centrales concernées : celles de Penly et Paluel, en Seine-Maritime (...)
EDF et certains sous-traitants sont ainsi accusés de "travail dissimulé", "prêt de main-d'oeuvre à but lucratif" et "marchandage". "Il ressort des ces contrôles que les situations constatées ne constituent pas une sous-traitance mais du prêt de main-d'oeuvre à but lucratif réalisé pour le compte d'EDF", a écrit le gendarme du nucléaire selon Le Canard Enchaîné (...) »
Par Marie du Mesnil-Adelée, avec l'*AFP*, *France 3 Normandie*, le 14 février 2013

Un toit s'écroule sur le chantier de Tchernobyl
« A quelques semaines de l'« anniversaire » de Fukushima, Tchernobyl se rappelle à nous. Mardi après-midi, une partie du toit du bâtiment annexe au sarcophage existant s'est écroulée sous le poids de la neige et du vent. Près de 80 personnes ont été évacuées, « par précaution », selon Bouygues construction qui a contrôlé l'ensemble des collaborateurs présents. La contamination relevée sur place reste en-dessous des seuils d'alerte (...) »
Par Laure Nouahlat, *Libération*, le 13 février 2013

Nucléaire : la mise en service de l'EPR finlandais retardée de deux ans, en 2016
« L'électricien finlandais TVO a annoncé lundi que le réacteur EPR bâti pour lui par le français Areva et l'allemand Siemens devrait entrer en service en 2016, et non en 2014 comme le promet Areva (...) »
Libération, le 11 février 2013

Japon : Des habitants de Fukushima intentent une « class action » contre le gouvernement
« JAPON - Les sinistrés du tsunami du 11 mars 2011 vont demander une indemnisation pour leur évacuation…
Deux ans après le tsunami qui a dévasté Fukushima, les évacués de la région ont l'intention de rappeler cet anniversaire au gouvernement japonais. 350 personnes évacuées de la région vont intenter une « class-action » pour obtenir des indemnisations de 50.000 yens (environ 400 euros) pour chaque mois durant lequel ils ont été évacués, rapporte l'AFP. Leurs avocats présenteront le dossier devant la cour de justice de Fukushima le 11 mars prochain, date anniversaire de la catastrophe.
"Retrouver Fukushima sans radiations"
Les plaignants devraient également poursuivre Tepco, l'opérateur de la centrale dévastée, afin d'obliger la société à prendre des mesures de réduction des radiations dans la région. "C'est une plainte pour retrouver Fukushima sans radiations et sans énergie nucléaire", a déclaré Izutaro Managi, un des avocats. "Le gouvernement a fait la promotion de l'énergie nucléaire et a été étroitement impliqué. Il était pleinement conscient du danger de perdre le contrôle après un tsunami mais a négligé de prévenir un tel événement." (…) »
Par Audrey Chauvet, *20 Minutes*, le 11 février 2013

Arrêt du nucléaire allemand, stop aux idées reçues !
« Malgré la fermeture de 8 centrales nucléaires en 2011, l'Allemagne a continué à baisser les émissions de gaz à effet de serre du secteur électrique et n'a pas augmenté ses importations. « En réalité, nous avons toujours eu en 2011 et 2012 un surplus d'exportation par rapport aux voisins européens, même la France », fait-il valoir. Même en hiver, l'Allemagne a exporté plus d'électricité vers la France, qu'elle n'en a importée !
La différence de production a majoritairement été fournie par les énergies renouvelables et la hausse de production des centrales existantes. Il n'y a pas eu de construction de nouvelles centrales à gaz ou au charbon. À ce jour, déjà 23 % de l'électricité allemande est fournie par des énergies renouvelables. Selon les estimations, cette part devrait atteindre entre 35 et 40 % en 2020, les 9 centrales nucléaires allemandes restantes devant fermer en 2022. L'objectif à long-terme est ambitieux : atteindre 80 % d'électricité d'origine renouvelable en 2050 (…)
Les chiffres allemands montrent que la croissance économique du pays n'est plus liée à l'augmentation de la consommation électrique. Selon les chiffres provisoires en 2012, l'économie allemande a crû de 0,8 % et la consommation nette d'électricité a baissé de 2 % (…) »
Par Matthieu Combe, *Natura Sciences*, le 8 février 2013

Le coût d'un accident nucléaire en France ? Plus de 400 milliards d'euros
« L'Institut de sûreté nucléaire a évalué l'impact d'un accident nucléaire « grave » ou « majeur » en France. Son coût irait jusqu'à 430 milliards d'euros. Un montant sans commune mesure avec l'explosion de l'usine AZF ou le naufrage de l'Erika, évalués autour de 2 milliards d'euros (…) »
Par Veronique Le Billon, *Les Echos*, le 6 février 2013

Plus de 2 000 images de désolation publiées après Fukushima
« Tepco, opérateur de la centrale japonaise, vient de rendre publique une série de photos inédites prises peu de temps après la catastrophe de mars 2011.
Des bâtiments ravagés, des nuages de fumée blanche au-dessous de ruines fumantes, des ouvriers affairés à parer au plus pressé, des actions qui semblent dérisoires… Tokyo Electric Power Co, propriétaire et opérateur de la centrale de Fukushima Daiichi, vient de publier 2 145 photos de son site ravagé par la triple catastrophe de 2011.
Ces images prises entre le 15 mars et le 11 avril 2011 permettent de se rendre compte de l'ampleur du désastre à la centrale du Tohoku frappé par un tremblement de terre de magnitude 9, un tsunami de 14

mètres à Fukushima Daiichi puis des accidents techniques en série dès le jour du séisme le 11 mars. Ces clichés donnent à voir de près la centrale au pire de la crise nucléaire ayant conduit à une fusion du réacteur et d'importants rejets de matières radioactives dans l'atmosphère. Et traduisent le chaos de la situation dans la centrale, où des employés démunis tentent d'éviter le pire (…) »
Par Arnaud Vaulerin, correspondant au Japon, *Libération* le 6 février 2013

Cigéo : ce qu'il faut savoir sur la future "poubelle nucléaire" française
« La commune de Bure, dans la Meuse, doit accueillir d'ici 2025 le plus grand centre de stockage de déchets radioactifs en France. Une piscine géante enfouie à 500 mètres sous terre qui fait hurler les écologistes. Le débat s'ouvre mercredi.
La Commission nationale du débat public (CNDP) doit donner mercredi 6 février le coup d'envoi du débat sur le futur site de stockage de déchets nucléaires Cigéo, situé entre la Meuse et la Haute-Marne. Pour l'occasion, la ministre de l'Ecologie Delphine Batho s'est rendue lundi à Bure, pour visiter le laboratoire souterrain qui expérimente depuis huit ans les dispositifs de stockage à 500 mètres de profondeur. Le point sur ce projet très polémique (…)
(…) C'est à toutes ces questions que le gouvernement Ayrault s'est promis de répondre en lançant un grand débat sur le projet. Qu'il ne compte toutefois pas remettre en cause… Dans une interview au Républicain Lorrain, Delphine Batho affirme en effet que le stockage à Bure est la solution "la plus sûre"… »
Par Julie de la Brosse, *L'Expansion*, le 5 février 2013

La pègre japonaise fait son miel de l'après-Fukushima
« Près de deux ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima, dans le nord-est du Japon, et de multiples allégations sur l'implication de la pègre japonaise dans la reconstruction, la police a arrêté, jeudi 31 janvier, un yakuza soupçonné d'avoir illégalement envoyé des travailleurs dans les zones sinistrées. D'après la police, Yoshinori Arai dirige un gang basé dans le département de Yamagata (nord du pays) et affilié au syndicat du crime Sumiyoshi-kai, le deuxième plus puissant du Japon avec 12 600 membres (…)
Cette présence de la pègre notamment dans la gestion de la catastrophe nucléaire est avérée depuis longtemps. Le journaliste d'investigation Tomohiko Suzuki en a fait un livre en 2011 – Les Yakuzas et l'industrie nucléaire (…) »
Par Philippe Mesmer, correspondant à Tokyo, *Le Monde*, le 5 février 2013

Fukushima : l'ancien patron de la sûreté nucléaire entendu par la police
« Un ancien patron de l'Autorité de sûreté nucléaire au Japon a été entendu par la police dans le cadre de l'enquête sur l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011, a rapporté dimanche la Télévision publique NHK.
Les enquêteurs ont auditionné Haruki Madarame, ancien chef de l'agence publique chargée d'apporter au gouvernement l'expertise et le conseil techniques après le séisme et le tsunami qui ont dévasté le nord-est du pays et entraîné un désastre atomique à la centrale Fukushima Daiichi. Selon la NHK, M. Madarame est visé par une plainte des riverains de Fukushima qui l'accusent de négligences.
Négligence par manque d'information
Ils lui reprochent notamment d'avoir tardé à rendre public des informations sur la contamination autour de la centrale mais aussi de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour protéger la centrale d'un tsunami. L'agence de sûreté nucléaire, trop inféodée au ministère de l'Industrie, a été remplacée en septembre 2012 par un organisme indépendant du gouvernement pro-nucléaire (…) »
RTBF, le 3 février 2013

L'éolien et le photovoltaïque, moins chers que le nucléaire !
« *Si le nucléaire est souvent apparu comme l'énergie la plus compétitive pour produire de l'électricité, la baisse récente du prix des énergies renouvelables change la donne. Où en est-on ? éolienne photovoltaïque nucléaire*
Début 2012, la Cour des Comptes estimait que l'électricité du futur EPR de Flamanville coûterait entre 70 et 90 euros le MWh. C'était sans compter un nouvel alourdissement de 2,5 milliards d'euros de la facture de construction, portant le total à 8,5 milliards d'euros, contre 3,3 milliards en 2005 lors du lancement du projet. Le MWh de Flamanville devrait donc coûter plus de 100 euros. Si la construction des autres EPR devrait être moins chère, il apparaît déjà que l'éolien terrestre et le photovoltaïque sont compétitifs avec l'énergie nucléaire ! (...) »
Par Matthieu Combe, *Natura Sciences*, le 1er février 2013

Nucléaire : les errements à risques du gouvernement sur Fessenheim
« *Les décisions du président de la République de passer à 50% l'électricité d'origine nucléaire dans le bouquet énergétique en 2025 et de fermer Fessenheim avant la fin de son quinquennat se heurtent à une résistance du lobby nucléaire, qui est en passe de faire capoter l'une et l'autre de ces décisions.*
La question de la réduction de la part du nucléaire dans le bouquet énergétique est visiblement, pour le conseil économique social et environnemental, dans l'avis qu'il vient de rendre, une option et non une décision. Qui plus est, rien n'est indiqué sur les voies et moyens à suivre pour y parvenir (...) »
Par Corinne Lepage, sur son blog *blogs.rue89.com/corinne-lepage/* le 31 janvier 2013

Bulgarie : Les électeurs boudent le référendum sur le nucléaire
« *Appelés à répondre à la question de savoir si "la Bulgarie doit développer son énergie nucléaire par la construction d'une nouvelle centrale atomique ?", 61% des votants ont répondu "oui" lors du référendum organisé le 27 janvier. Mais seuls 20% des inscrits s'étant mobilisés pour cette première consultation populaire dans l'histoire de la Bulgarie post-communiste, le référendum n'a pas été validé (un seuil de 60% de participation était nécessaire). La question portait sur la poursuite de la construction de la seconde centrale nucléaire du pays, à Béléné (Nord), dont les travaux ont été gelés en mars 2012.*
Alors que promoteurs et opposants au projet se réjouissent du résultat de la consultation, Troud estime qu'il s'agit d'"une défaite pour tout le monde" : pour les citoyens, à cause du fiasco du premier vote de démocratie directe ; pour l'opposition de gauche, initiatrice de la consultation, parce qu'elle n'aura pas réussi à mobiliser davantage d'électeurs ; et pour la droite, opposée au projet d'une nouvelle centrale, parce que ceux qui ont voté ont dit oui à Béléné.
On est passé "à un doigt du fiasco total", renchérit Standart, qui note que le seuil des 20 % de participation ayant été franchi, les initiateurs du référendum obtiennent "au moins que la question de la construction d'une seconde centrale soit débattue de nouveau au Parlement".
Mais comment expliquer ce peu d'intérêt pour le sujet ? Les médias bulgares dénoncent la "politisation" du référendum, largement perçu comme un prélude aux élections législatives de l'été prochain. »
presseurop.eu, le 28 janvier 2013

Moins de nucléaire, moins de gaz, plus de charbon
« (...) *RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a publié, ce mardi 22 janvier, le Bilan électrique 2012 de la France. La production d'électricité française est restée quasi-stable entre 2011 et 2012, passant de 543 à 541,4 térawattheures (TWh), soit - 0,3%. Ce chiffre ne reflète pas les variations fortes entre les différentes sources de production. Parmi celles-ci, c'est la progression du charbon qui saute aux yeux. La production d'électricité à partir de cette source a grimpé de 35 % par rapport à 2011 pour atteindre 18,1 TWh. Une progression d'autant plus surprenante que les autres sources fossiles sont sur le recul (-23,7 % pour le gaz et -13,2 % pour le fioul)* (...) »
Par Ludovic Dupin, *L'Usine nouvelle*, le 22 janvier 2013

La France pousse son atome au royaume du pétrole

« Arnaud Montebourg est à Riyad ce week-end avec EDF et Areva pour proposer de créer une filière nucléaire. Pour conserver sa suprématie, l'Arabie saoudite doit économiser son pétrole.

C'est le dossier qui lui fait oublier les plans sociaux. Après avoir accompagné François Hollande à Abu Dhabi mardi, Arnaud Montebourg s'envole ce week-end pour Riyad pour deux jours d'« ateliers » et de rencontres politiques avec « l'équipe de France du nucléaire » - comme EDF et Areva s'appliquent à s'appeler maintenant qu'ils ont enterré leur hache de guerre. Avec Luc Oursel et Henri Proglio, le ministre du Redressement productif part vendre l'atome… au premier producteur mondial de pétrole.

Dans ce pays où les serveurs apportent un climatiseur sur roulettes pour rafraîchir les clients attablés en terrasse, où le litre d'essence coûte l'équivalent de 10 centimes d'euro à la pompe et où la compagnie nationale d'électricité achète le pétrole 5 dollars le baril - contre 100 dollars sur les marchés mondiaux - pour faire fonctionner ses centrales électriques, le royaume a vite identifié sa faiblesse : il brûle à tout-va ses ressources. Avec une croissance de la demande autour de 7 % par an, il autoconsomme déjà plus d'un quart de sa production de brut. La compagnie pétrolière nationale, Saudi Aramco, a beau développer ses recherches pour améliorer le rendement de ses puits, et investir dans le raffinage et la pétrochimie pour développer ses marges, cela ne suffira pas : l'Arabie saoudite pourrait n'avoir plus rien à exporter dès 2040, prédisent les études les plus alarmistes. Un siècle seulement après que le pétrole a jailli de Dammam 7, le premier puits saoudien, aujourd'hui rebaptisé « prosperity well » et érigé en sanctuaire au milieu du siège-campus de Saudi Aramco, à Dhahran (…) »

Par Véronique Le Billon, *Les Echos*, le 18 janvier 2013

Fukushima. Un poisson présente un niveau impressionnant de radioactivité

« Un niveau impressionnant de contamination radioactive. Un poisson pêché près de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima présente une quantité de césium radioactif plus de 2 500 fois supérieure à la limite légale fixée par le Japon, a annoncé vendredi 18 janvier la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco), opérateur du site atomique, victime le 11 mars 2011 d'un gigantesque tsunami qui a saccagé quatre des six réacteurs.

Tepco a déclaré avoir mesuré, dans un poisson appelé murasoi, une quantité de césium radioactif égale à 254 000 becquerels par kilogramme. C'est 2 540 fois la limite de 100 becquerels/kilo définie pour les produits de la mer par le gouvernement. Le poisson, proche des sébastes, a été capturé dans la baie à proximité de la centrale Fukushima Daiichi, située sur la côte nord-est du Japon, au bord du Pacifique.

Pour éviter que les poissons hautement contaminés ne partent trop loin, au risque d'être consommés par d'autres espèces ou pêchés, Tepco va installer de nouveaux filets dans la baie à proximité de la centrale.

Le gouvernement japonais a durci, l'an passé, les normes légales. Plusieurs restrictions ont frappé ou concernent encore des aliments (légumes, notamment) de la préfecture de Fukushima et des provinces voisines. »

Francetv info avec *AFP*, le 18 janvier 2013

Moins de nucléaire, mais moins de gaz à effet de serre en Allemagne

Avec ses 17 réacteurs arrêtés, le pays est apssé de 944 millions de tonnes de gaz émis en 2010 à 917 millions en 2011.

« « MOINS DE GAZ à effet de serre, avec moins d'énergie nucléaire ». Le ton du communiqué publié le 15 janvier par l'agence fédérale de l'environnement allemande (l'équivalent de l'Ademe) est triomphant. En 2011, année de Fukushima et de l'arrêt total de production des 17 réacteurs nucléaires du pays dès juin, l'Allemagne a malgré tout diminué de 2,9% ses émissions de gaz à effet de serre, avec un total de 917 millions de tonnes contre 944 en 2010 !

Ce montant est inférieur de 26,5% aux émissions du pays en 1990 alors que l'objectif de réduction des émissions pour l'Allemagne, selon le protocole de Kyoto, est de -21% : « Les objectifs du protocole de Kyoto peuvent être atteints même si la sortie du nucléaire est accélérée, un fait qui a souvent été mis en doute », a assuré le président de l'agence Jochen Flasbarth.

Certes, l'hiver 2011 a été particulièrement doux. Ainsi, une grosse partie de la baisse des émissions

provient des économies de chauffage des ménages avec 24 millions de tonnes de CO2 émises en moins. Mais avec une croissance du PIB de 3%, la République Fédérale a malgré tout constaté une stabilité des émissions du secteur industriel et surtout une baisse de 3 millions de tonnes du secteur de l'énergie, attribuée en grande partie par l'agence à la part croissante des énergies renouvelables dans le mix énergétique national.
L'efficacité énergétique ainsi que l'utilisation de process industriels plus économes sont également cités. Ce résultat contredit les commentaires souvent entendus en France affirmant que sortir du nucléaire devait fatalement mener à un accroissement des émissions de gaz à effet de serre. L'Allemagne, en tout cas, relève ses ambitions. Le pays pourrait réduire de 40% ses émissions d'ici 2020 alors que la directive européenne sur le climat ne l'oblige qu'à un objectif de 20% par rapport à 2005. Il faudra alors ne plus émettre que 750 millions de tonnes.
En 2011, la France a connu elle aussi un bon résultat une baisse de 5% de ses émissions de gaz à effet de serre. Ses émissions se sont élevées à 466 millions de tonnes. L'objectif 2020 est fixé à 435 millions de tonnes »
Par Loïc Chauveau, *Sciences et Avenir*, le 18 janvier 2013

Centrale de Fessenheim. L'autorité de sûreté nucléaire « sort de son rôle », selon les antinucléaires
« *L'autorité de sûreté nucléaire (ASN), en évoquant un délai de cinq ans pour la mise à l'arrêt définitif de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), soit deux de plus que prévu par le gouvernement, « sort totalement de son rôle », a estimé mercredi le réseau Sortir du nucléaire.*
Un collectif d'associations antinucléaires, comprenant Sortir du nucléaire, quatre associations alsaciennes et deux associations allemandes, rencontrait pour la première fois à Paris le délégué interministériel chargé de la fermeture de Fessenheim, Francis Rol-Tanguy, nommé en décembre.
Selon Charlotte Mijeon, porte-parole de Sortir du nucléaire, M. Rol-Tanguy « tient à ce que soit tenu le délai » d'une fermeture d'ici fin 2016, comme s'y est engagé le président François Hollande. « Pour lui, il n'y a pas d'obstacle juridique », a-t-elle assuré.
Le nouveau président de l'ASN, Pierre-Franck Chevet, a indiqué mardi que la mise à l'arrêt définitif de la doyenne des centrales françaises nécessiterait environ 5 ans en raison de « procédures lourdes, équivalentes à celles qui ont prévalu à sa création » (...) »
L'Alsace, avec *AFP*, le 16 janvier 2013

Production nucléaire en baisse pour EDF
« (...) *Malgré deux révisions à la baisse en cours d'année, la production nucléaire d'EDF a terminé l'année 2012 en retrait par rapport aux prévisions de l'électricien public : la production des quelque 58 réacteurs nucléaires s'est établie à 404,9 TWh l'an dernier, soit une baisse de 3,8 % par rapport à 2011. Il s'agit du premier recul depuis la crise, en 2009 (- 6,6 %)* (...) »
Par Véronique Le Billon, *Les Echos*, le 16 janvier 2013

Fukushima : Face à une décontamination bâclée, l'Etat va renforcer la surveillance
« *NUCLEAIRE - Des témoignages révélent que des milliards de yens partent en fumée...*
L'administration centrale japonaise promet de renforcer le contrôle des tâches de décontamination radioactive dans la région de la centrale accidentée de Fukushima, suite à des témoignages révélant que des milliards de yens partent en fumée dans des travaux bâclés. Le nettoyage de villes et villages où se sont dispersées des substances radioactives émises par les réacteurs ravagés du complexe atomique a été confié à des entrepreneurs privés censés laver, déblayer et récupérer les résidus pour les purifier ou les stocker. Mais, soucieux de limiter les temps et coûts, les entreprises n'hésitent pas à rejeter une partie des eaux utilisées dans des rivières alentour, ont affirmé des ouvriers qui ont témoigné de façon anonyme dans le quotidien Asahi Shimbun. Certains ont raconté par exemple qu'on leur a même dit de balayer uniquement autour des sites de mesure des rayonnements (...) »

20 Minutes, avec *AFP*, le 9 janvier 2013

Surtout ne pas banaliser la catastrophe de Fukushima
Un petit résumé « pour ceux qui n'auraient pas suivi » de ce qui s'est vraiment passé le 11 mars 2011 et de la situation et des enjeux actuels.
Le Blog de Fukushima, le 3 janvier 2013

---

5 articles dans ce dossier :
- *Nucléaire versus développement humain durable :* >>>>
- *La catastrophe au japon, le nucléaire dans le monde, faits et points de vue : revue de presse*
- *Nucléaire. Rapports officiels, en France, en Europe et dans le monde :* >>>>
- *Nucléaire. Analyses, plaidoyers, initiatives d'acteurs associatifs* : >>>>
- *Nucléaire. Eclairages particuliers, événements marquants :*>>>>

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1980